JEUDI 26 JUIN 2025
81E ANNÉE – N° 25033
3,80 € – FRANCE MÉTROPOLITAINE
WWW.LEMONDE.FR –
FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY
DIRECTEUR : JÉRÔME FENOGLIO

Le Monde

OTAN : Trump met les Européens sous pression

▸ Les 32 membres de l'Alliance atlantique étaient réunis à La Haye, mardi et mercredi, sur fond d'exigences croissantes du président des Etats-Unis

▸ Avant son arrivée, Donald Trump a accru la tension en s'interrogeant sur l'article 5, qui impose une assistance mutuelle en cas d'agression

▸ Un engagement clair à respecter cet article est attendu par les Européens, qui doivent, eux, entériner la hausse de leurs dépenses de défense

▸ Pour s'attirer les bonnes grâces de M. Trump, le secrétaire général de l'OTAN, Mark Rutte, a écarté tout sujet potentiel de tension, notamment sur la Russie

▸ Les pays européens veulent, jeudi à Bruxelles, réaffirmer leur soutien à l'Ukraine, mais celui-ci se fait plus laborieux

PAGES 3-4 ET **CHRONIQUE** PAGE 28

ISRAËL-IRAN LES INCONNUES DE L'APRÈS-CESSEZ-LE-FEU

▸ Les douze jours de conflit ont confirmé la suprématie militaire israélienne sur la région
▸ Les destructions infligées au programme nucléaire iranien sont difficiles à évaluer

PAGE 2, **IDÉES** PAGE 25 ET **ÉDITORIAL** PAGE 28

Devant une fresque représentant le Guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei (à gauche), et son prédécesseur Ruhollah Khomeyni, à Téhéran, le 24 juin. MAJID ASGARIPOUR/WANA VIA REUTERS

Retraites Lâché par le PS, Bayrou toujours en quête d'un accord

APRÈS L'ÉCHEC du « conclave » entre partenaires sociaux, le premier ministre a reçu ceux-ci, mardi 24 juin, à Matignon. *« Ma conviction est qu'il existe un chemin qui peut permettre de sortir de cette impasse »*, veut croire M. Bayrou, comme il l'a déclaré devant l'Assemblée nationale. Mais son espoir de venir à bout de certains *« points de blocage »* n'a pas convaincu les députés socialistes : le PS a mis fin à la neutralité qui était la sienne depuis la relance de ces discussions, en annonçant le dépôt d'une motion de censure. *« François Bayrou ne nous a pas respectés. Les socialistes avaient fait un pas vers lui. Et lui a gâché quelque chose »*, a ainsi déclaré le député Laurent Baumel. La gauche devrait se réunir autour de cette motion, mais le Rassemblement national a prévenu qu'il ne la voterait pas, réduisant fortement la probabilité d'un renversement du gouvernement.

PAGES 6-7

Politique
Bolloré et Stérin se rapprochent au « sommet des libertés »

Les deux milliardaires libéraux conservateurs, dont l'influence dans le débat public ne cesse de croître, ont rassemblé plusieurs figures de l'extrême droite dans un événement coorganisé

PAGE 8

Energie
Comment le dispositif MaPrimeRénov' a été fragilisé

Après une phase d'incertitude, la suspension de cette aide à la rénovation énergétique, dans le viseur de Bercy, est entrée en vigueur lundi. Une relance est espérée à la mi-septembre

PAGE 13

Economie
La lente agonie des restaurants routiers

Le nombre de ces emblèmes des routes nationales a été divisé par dix depuis les années 1960. Un reflet des mutations à l'œuvre chez les transporteurs

PAGE 16

Pakistan
Dans les villages himalayens, un monde en déclin

Dans le Nord pakistanais, la vallée de la Hunza et son mode de vie subissent les effets du raccordement au reste du pays et du réchauffement climatique

PAGES 18-19

Syrie
L'impasse morbide du camp d'Al-Hol, six ans après la chute du « califat »

PAGE 5

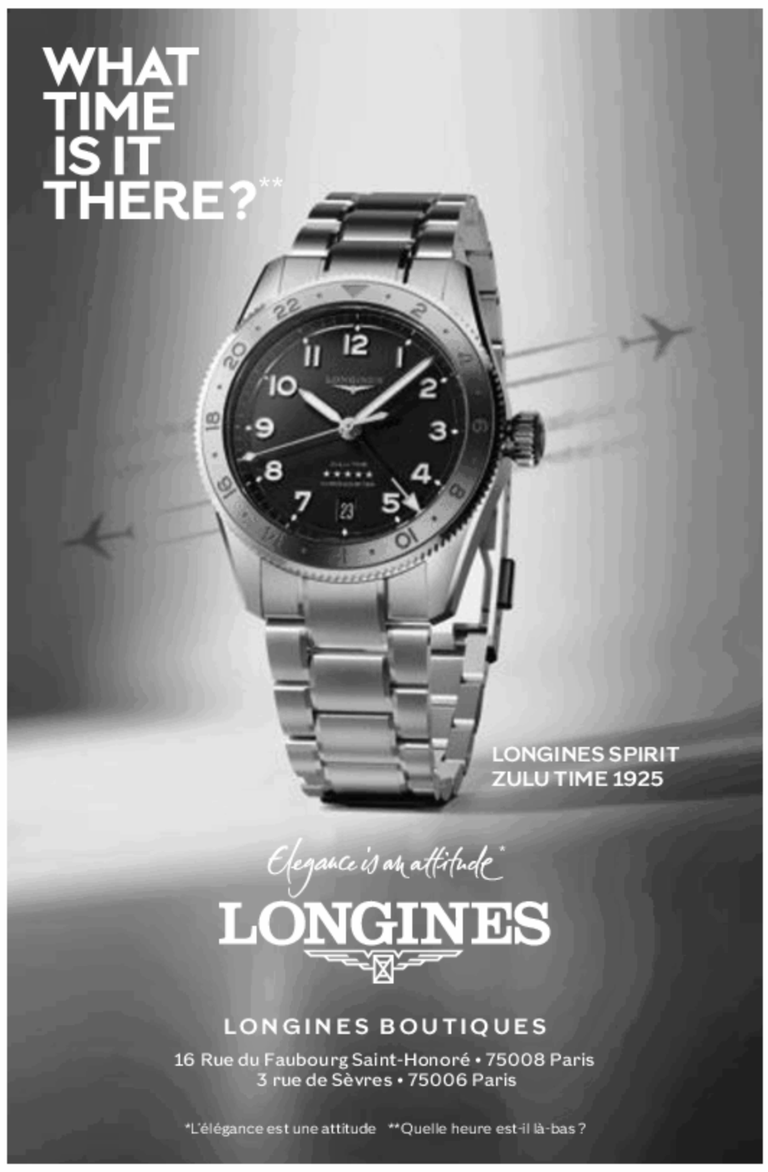
Santé
Pourquoi les vagues de chaleur compliquent les grossesses

PAGE 12

Musique
Le pianiste cubain Chucho Valdés, un maestro sur les routes de France

PAGE 20

VU PAR **CHAPPATTE** (SUISSE) — CARTOONING FOR PEACE



M 00147 - 626 - F: 3,80 €

Allemagne 4,80 €, **Andorre** 4,30 €, **Autriche** 4,50 €, **Belgique** 4,00 €, **Espagne** 4,30 €, **Grèce** 4,20 €, **Guadeloupe-Martinique** 4,00 €, **Italie** 4,20 €, **Luxembourg** 4,20 €, **Maroc** 32 DH, **Pays-Bas** 4,60 €, **Portugal cont.** 4,30 €, **La Réunion** 4,00 €, **Sénégal** 2 500 F CFA, **Suisse** 4,80 CHF, **Tunisie** 7,10 DT

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Des habitants devant des commerces endommagés par des frappes iraniennes ayant fait cinq morts à Beersheba (Israël), le 24 juin. LAURENCE GEAI/MYOP POUR « LE MONDE »

Israël-Iran : les inconnues après la guerre éclair

L'Etat hébreu estime avoir restauré une large part de sa puissance, abîmée par l'attaque du 7-Octobre. Mais le niveau réel des destructions infligées au programme nucléaire de Téhéran demeure difficile à évaluer

TEL-AVIV - *envoyé spécial*

Au bruit des sirènes et des explosions succède le brouillard des interrogations sur les conséquences de la « guerre de douze jours » entre Israël et l'Iran, la solidité du cessez-le-feu annoncé par Donald Trump, les conditions de son maintien, les garanties données aux belligérants, la place laissée à la diplomatie, les impacts potentiels sur la guerre à Gaza, et bien au-delà en réalité. *« La poussière n'est pas encore retombée »*, résume en une image Yossi Shain, professeur à l'université de Tel-Aviv. Plus d'interrogations que d'évidences, à ce stade, dans les nouveaux équilibres du Moyen-Orient vus d'Israël ; mais la certitude que les effets tectoniques de cette guerre sont majeurs et que ces derniers jours font bouger en profondeur les lignes diplomatiques du Moyen-Orient.

A l'échelle de la région, l'Iran vient de connaître une défaite humiliante face à son ennemi historique et l'affaiblissement de ses capacités dissuasives. *« Grâce à cette guerre, Israël a réussi à affaiblir le programme nucléaire de l'Iran, ses capacités de lancement, mais aussi son industrie militaire et d'autres atouts stratégiques »*, constate Ram Yavne, brigadier général de réserve, ancien chef de la planification stratégique au sein de l'état-major. *« La campagne contre l'Iran s'est achevée sans que le* [mouvement chiite libanais] *Hezbollah tire une seule roquette en direction d'Israël. Une réussite inimaginable »*, a relevé, sur X, Tamir Morag, le correspondant diplomatique de la chaîne 14 – dont le cœur de cible est l'électorat du premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou – pour dire l'isolement de cet ennemi. La dissuasion de ce dernier reposait sur la crainte de ripostes.

Impuissance iranienne

Le niveau réel des destructions du programme nucléaire demeure difficile à évaluer. Plusieurs médias américains ont ainsi souligné, mardi soir, que la première évaluation des bombardements effectués par les B-2 de l'US Air Force ne laissait pas entrevoir de destruction du potentiel nucléaire de l'Iran, tout au plus un retard de quelques mois dans la capacité à fabriquer des armes. L'impact des attaques israéliennes sur l'armement balistique est plus évident. L'aptitude du régime à se défendre s'en est trouvée rapidement amoindrie : entre le 13 et le 23 juin, l'Iran a tiré 591 missiles, dont près de 90 % ont été interceptés ; plus de la moitié de ces tirs ont eu lieu les trois premiers jours. Les vagues suivantes ont été de moins en moins intenses. Mardi, par exemple, dernier jour des affrontements, bien que sept alertes successives aient sonné dans tout le territoire israélien, seuls 13 missiles ont été tirés. Un des signes de l'impuissance iranienne.

La guerre frontale est suspendue. Mais comment Israël pourra-t-il vérifier, demain, si l'Iran ne cherche pas à reconstruire un programme nucléaire en s'appuyant sur ce que l'armée a pu sauver avant les bombardements, notamment de l'uranium et des centrifugeuses ? *« Ce qu'Israël a réussi à obtenir en Iran sur le programme nucléaire et le programme de missiles balistiques doit être fermement défendu en s'assurant que nous continuons de savoir ce qu'ils font et s'ils essaient de reconstruire ces activités »*, souligne Yonatan Freeman, enseignant en relations internationales à l'université hébraïque de Jérusalem. *« Le test-clé de l'administration* [américaine], *en supposant que le cessez-le-feu tienne, sera sa capacité à faire avancer un accord amélioré avec l'Iran qui comprenne un mécanisme de contrôle efficace »*, écrit le chercheur Eldad Shavit, sur le site de l'Institut pour les études sur la sécurité nationale.

D'où cette autre interrogation sur le type des sanctions et leur mise en œuvre : *« Si l'Iran viole le cessez-le-feu, Israël devra prendre une décision. Répondons-nous à la violation du cessez-le-feu ? Risquons-nous des frictions avec l'administration Trump ? Et nous allons devoir peser les deux »*, explique Michael Oren, ancien ambassadeur de l'Etat hébreu aux Etats-Unis. Mardi soir, Benyamin Nétanyahou a prévenu de nouveau : *« Si quelqu'un en Iran tente de reconstruire ce projet, nous agirons avec la même détermination et la même force pour mettre fin à toute tentative de ce type. Je le répète : l'Iran n'aura pas d'armes nucléaires. »*

Malgré des turbulences ces derniers mois, la relation entre Donald Trump et Benyamin Nétanyahou est apparue solide. Le président américain s'est dit impressionné par l'armée de l'air israélienne et les résultats obtenus pour abattre les systèmes de défense aérienne comme les lanceurs de missiles. Surtout, le premier ministre l'a convaincu de passer à l'action militaire. Donald Trump a hésité, laissé passer quelques jours, puis ordonné de lancer les bombardiers B2 avec l'objectif de frapper trois sites, dont celui de Fordo, enterré plusieurs dizaines de mètres sous la terre. La proximité des deux dirigeants et leurs intérêts du moment ont leur limite : face aux risques de représailles, Donald Trump a, plus tard, intimé l'ordre à Benyamin Nétanyahou et à Israël de ne pas répliquer aux deux missiles iraniens tirés deux heures après le début officiel du cessez-le-feu.

Israël a le sentiment d'avoir restauré une large part de sa puissance, abîmée par l'attaque terroriste du Hamas du 7 octobre 2023, et salie par les accusations de crime de guerre et de crimes contre l'humanité lancées contre l'armée pour sa conduite de la guerre à Gaza. *« Citoyens d'Israël, le 7-Octobre, nous étions au bord du gouffre. Nous avons subi la pire catastrophe de l'histoire de l'Etat. Mais grâce aux forces conjointes du gouvernement, des services de sécurité et de vous, le peuple, nous nous sommes relevés et avons riposté »*, a encore clamé Benyamin Nétanyahou. *« Israël a rétabli sa dissuasion et a regagné une partie de sa légitimité internationale »*, relève pour sa part Daniel Wajner, chercheur à l'université hébraïque de Jérusalem, même si les images quotidiennes des morts à Gaza (plus de 56 000 au total) continuent de hanter une grande partie du monde, choquée par les conditions de vie abjectes des habitants et la destruction presque intégrale de l'enclave.

> **« Israël a rétabli sa dissuasion et a regagné une partie de sa légitimité internationale »**
>
> DANIEL WAJNER
> chercheur à l'Université hébraïque de Jérusalem

« Moment critique »

Avec la guerre contre l'Iran, la question des otages avait été rétrogradée au second plan. Elle est immédiatement revenue dans le débat public. Devant la famille de Yonatan Samerano, otage de 21 ans enterré mardi après que sa dépouille a été retrouvée par l'armée à Gaza, le chef de l'Etat israélien, Isaac Herzog, habituellement assez timoré, s'est adressé au gouvernement à propos des 50 otages, dont une vingtaine seraient encore vivants, retenus dans l'enclave : *« Nous sommes à un moment critique. Il est temps d'agir avec détermination, créativité et urgence – par tous les moyens et de toutes nos forces. »* La défaite de l'Iran ouvre *« une fenêtre d'opportunités »*, plaide le Forum des familles d'otages. *« Comme l'a dit le chef d'état-major, nous devons maintenant nous concentrer sur Gaza pour nous assurer que les otages retrouvent leur liberté et que le régime du Hamas n'est plus au pouvoir »*, indique Yonatan Freeman avant de préciser : *« Si le Hamas a vu ce qui se passe à Téhéran, il peut craindre que quelque chose de plus fort ne lui arrive dans la ville de Gaza. Ils pourraient donc être plus enclins à signer un accord. »*

Grâce à son armée de l'air et au Mossad, Israël s'est ouvert le ciel iranien. Et comme au Liban et en Syrie, l'Etat hébreu pourrait être tenté d'en profiter pour asseoir sa domination. *« Notre objectif ne devrait pas être seulement de refuser à l'Iran le droit d'enrichir et la capacité d'enrichir* [de l'uranium], *mais de mettre fin à son soutien au terrorisme et à son rôle en tant que source majeure d'instabilité, de violence et de guerre au Moyen-Orient et ailleurs. Je ne sais pas si nous aurons à nouveau une telle occasion »*, note ainsi l'ex-ambassadeur Michael Oren. Daniel Wajner abonde dans le même sens : *« C'est quelque chose qui se produit tous les quarante ou cinquante ans : la possibilité d'un changement majeur comme dans les années 1990 avec l'effondrement de l'Union soviétique, comme pour la guerre des Six-Jours en 1967 ou l'après-seconde guerre mondiale. Le chemin que nous allons emprunter maintenant peut déterminer les vingt prochaines années. »* ■

LUC BRONNER

Sept soldats israéliens tués à Gaza

Sept soldats israéliens ont été tués au cours d'un même événement, dans le sud de la bande de Gaza, a annoncé l'armée israélienne, mercredi 25 juin. Six d'entre eux, âgés de 19 à 21 ans, appartenaient au 605e bataillon d'ingénieurs de combat de la 188e brigade, spécialisé dans la destruction de tunnels et d'autres infrastructures, le déminage et l'ouverture d'itinéraires pour l'infanterie et les blindés. Plus de 430 soldats israéliens ont été tués depuis le début de la guerre. La défense civile de Gaza a annoncé, mardi, que 46 personnes avaient été tuées et des dizaines d'autres blessées, par des tirs israéliens près de centres de distribution d'aide, dans l'enclave palestinienne où sévit la famine après plus de vingt mois de guerre.

L'angoisse des Ukrainiens de la région de Soumy

Face à l'offensive russe dans la zone du nord-est de l'Ukraine, des habitants commencent à évacuer

REPORTAGE
SOUMY (UKRAINE) - *envoyé spécial*

Encore quelques minutes avant le départ. Des policiers à l'air grave enfilent leurs gilets pare-balles, mercredi 18 juin, tandis que l'un d'eux démarre le minivan blindé dans une petite cour d'immeuble de Soumy, capitale de la région ukrainienne du même nom, frontalière de la Russie. La mission du jour consiste à évacuer une famille comptant deux enfants hors du petit village de Bilopillia, situé à une dizaine de kilomètres de la Russie. Ces dernières semaines, la zone est devenue de plus en plus risquée, à mesure que l'artillerie russe et les drones FPV (*first person view*, « à pilotage en immersion ») se sont mis à la frapper. Bilopillia n'est qu'un village parmi des dizaines d'autres où la population a reçu la recommandation d'évacuer depuis que l'armée russe est à l'offensive sur le nord de la région de Soumy.

« Les Russes font voler leurs drones FPV dans la ville », raconte Viktoriia Kiritchenko, 46 ans, arrivée de son village de Vorojba avec son fils, Dmytro, après que leur maison a été en partie endommagée par l'explosion d'une puissante bombe aérienne guidée. *« Certains continuent de vivre dans ces villages, même si leurs maisons ont été touchées*, relève Alyona Stavitsakaya, membre des White Angels, une force de police chargée des évacuations. *Avec le temps, la notion du danger diminue et les gens s'habituent. »*

Menacée, Soumy retient son souffle, alors que les forces russes ne sont plus qu'à une vingtaine de kilomètres du centre-ville, après le retrait des troupes ukrainiennes de la région russe de Koursk. Ces dernières semaines, l'armée du Kremlin est parvenue à prendre le contrôle de 200 kilomètres carrés du côté ukrainien de la frontière, selon le site d'analyse militaire proche de l'armée de Kiev, DeepState. Le front se rapproche et, désormais, les échos de l'artillerie se font entendre jusque dans le centre de Soumy. Provocateur, et confiant dans les capacités de son armée, le président russe a aussi déclaré, vendredi 20 juin, *« ne pas exclure »* la prise de la ville de Soumy.

« Personne n'a de perspective, personne ne sait où aller », confie Sergueï, un soldat ukrainien

Les analystes militaires ukrainiens ne pensent pas que les Russes disposent des capacités suffisantes pour s'emparer de Soumy, qu'ils avaient déjà tenté d'occuper en l'encerclant après le début de l'invasion à grande échelle du pays, en février 2022. Mais ce nouveau front mobilise une partie des forces armées ukrainiennes, alors que ces dernières souffrent d'un manque chronique de soldats sur une ligne de plusieurs centaines de kilomètres, et alors que le Kremlin a intensifié ses assauts dans le Donbass.

Reproches à l'égard de l'Etat

Les Ukrainiens craignent également que la Russie poursuive son avancée afin que le centre-ville soit la cible de l'artillerie. La ville est d'ores et déjà bombardée régulièrement par des missiles et des drones nocturnes kamikazes Shahed ayant une portée de plusieurs centaines de kilomètres. Dans la nuit du lundi 23 au mardi 24 juin, une attaque de drones a tué trois personnes, dont un enfant, dans un village situé à une dizaine de kilomètres au sud-est de Soumy.

Malgré la proximité avec le front, la vie à Soumy semble normale, avec une circulation dense et de nombreux cafés et restaurants ouverts. *« Les Russes veulent mettre une nouvelle pression sur l'Ukraine en créant la panique ici pour forcer les gens à partir »*, considère Sergueï, « Jeep » de son nom de guerre, 39 ans, membre d'une équipe de trois soldats chargés de viser les drones Shahed, la nuit, avec une mitrailleuse lourde. *« Personne n'a de perspective, personne ne sait où aller »*, confie ce père d'une fille de 6 ans.

Des policiers aident un couple à évacuer son logement, à Khotine, dans l'oblast de Soumy, le 19 juin. ADRIEN VAUTIER/LE PICTORIUM POUR « LE MONDE »

Jusqu'à présent, les autorités régionales limitent les ordres d'évacuation aux zones frontalières de la Russie, mais à Soumy aussi la possibilité de devoir fuir la ville est dans toutes les discussions, comme l'explique la policière Viktoriia Kiritchenko. Cette dernière affirme avoir reçu des demandes d'évacuation émanant de résidents de la ville. « Micha », un soldat membre de la 117e brigade de défense territoriale basée en ville, propriétaire d'un bar et d'un restaurant, affirme que la moitié de ses employés songe à partir.

« Nous vivons au jour le jour, mais, pour le moment, nous ne voulons pas partir », résume de sa voix timide le jeune Ruslan, barman dans le restaurant Nature, qui fêtait samedi le deuxième anniversaire de son ouverture. Tout dépendra des suites de l'offensive russe, dont le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a assuré, dès le 12 juin, qu'elle *« a été stoppée »*. Le site DeepState a confirmé que les forces de Kiev avaient repris un petit village, mais la situation reste floue.

Les accès font l'objet de strictes restrictions pour les médias qui souhaitent travailler avec les soldats déployés au nord de Soumy. L'administration militaire régionale n'a pas donné suite aux demandes répétées du *Monde*, pendant dix jours, pour obtenir un rendez-vous.

Cette dernière est par ailleurs sous le feu de vives critiques locales, qui l'accusent de ne pas avoir suffisamment préparé les lignes de défense dont elle a la charge. Ce nouveau front dans la région de Soumy, alors que les négociations de paix patinent, nourrit le pessimisme. Les reproches à l'égard de l'Etat ukrainien et d'une partie de la population qui ne serait pas suffisamment engagée dans l'effort de guerre sont récurrents dans les discussions. A l'instar du soldat « Jeep », chargé de protéger le ciel de Soumy des attaques de drones, et qui peste contre l'opulence dans laquelle vit à ses yeux une partie de ses concitoyens, quand lui et ses hommes n'ont pas les moyens de remplacer *« un putain de pneu »* sur leur voiture. *« Nous sommes ici, et sur les réseaux sociaux, nous voyons tous ces gens qui font la fête à Odessa et Kiev »*, s'emporte-t-il.

Les trois volontaires chargés des évacuations au sein de l'organisation ukrainienne Pirogov First Volunteer Mobile Hospital, qui envoie des professionnels de santé dans des hôpitaux tenus par l'armée, ont eux aussi la dent dure. Ces derniers sont chargés des évacuations des militaires gravement blessés dans la région. *« Tout ce que nous voyons, c'est que nous reculons sur tous les fronts*, lâche Slava, 48 ans, qui a requis l'anonymat. *Nous espérons tous que quelque chose se décompose au sein même de la Fédération de Russie, mais cela semble peu probable pour le moment. »* ■

THOMAS D'ISTRIA

Après trois ans de guerre, un soutien européen à Kiev plus laborieux

Les Etats de l'UE veulent réaffirmer leur engagement aux côtés de l'Ukraine, mais sont moins accueillants envers les biens et citoyens du pays

BRUXELLES - *bureau européen*

Si les Européens ne cessent de rappeler leur soutien à Kiev contre Moscou, celui-ci semble aujourd'hui moins affirmé. Face à une guerre à leurs frontières qui dure depuis février 2022, à la montée des partis souverainistes partout sur le Vieux Continent, aux incertitudes liées au retour de Donald Trump à la Maison Blanche et à la situation au Proche et au Moyen-Orient qui canalise l'attention, la cause ukrainienne n'apparaît plus être une priorité absolue. Pour autant, les Vingt-Sept ne peuvent s'en désintéresser, alors que les visées expansionnistes de Vladimir Poutine pourraient aussi, un jour, les concerner. Jeudi 26 juin, à l'occasion d'une réunion à Bruxelles, les chefs d'Etat et de gouvernement européens souhaitent envoyer le signal que leur engagement auprès de Kiev reste intact.

Mais, pour la troisième fois depuis début mars, ils devraient le faire à 26, sans la très russophile Hongrie. Il s'agit là d'un symbole sans conséquence concrète. Mais il dit le raidissement de Budapest, qui n'a cessé, depuis trois ans, de monnayer au plus cher son ralliement au consensus européen pour aider l'Ukraine. A un an des élections hongroises, le premier ministre, Viktor Orban, se fait plus dur en affaires, et certains en redoutent les conséquences.

Lundi, la Hongrie a menacé de mettre son veto à l'adoption du 18e paquet de sanctions contre la Russie, mais elle a déjà fixé le prix de son soutien : elle attend de l'Union européenne (UE) qu'elle renonce à son projet de se passer totalement d'énergie russe, qui compromettrait sa sécurité énergétique. Les termes du marchandage sont sur la table, et ils seront au menu du sommet de jeudi.

Montée de l'extrême droite

Les dirigeants européens devraient aussi tenter de faire avancer le dossier de l'élargissement de l'UE à l'Ukraine, dont Budapest refuse d'entendre parler. *« Nous avons hâte* (...) *que l'Ukraine soit membre à part entière de l'Union »*, a répété, mardi, Antonio Costa, le président du Conseil européen. Mais l'affaire s'annonce compliquée, dès lors que le processus d'adhésion nécessite plus de 70 décisions à l'unanimité des Vingt-Sept. L'ancrage de Kiev à l'UE est le *« meilleur moyen de garantir une paix juste et durable »* et, le jour où un accord de paix sera signé, de dissuader Moscou d'une nouvelle agression, notait Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, le 7 mai. Celle qui a évoqué une entrée effective de l'Ukraine au sein de l'Union *« avant 2030 »* cherche la parade à une situation qui semble bloquée. *« Nous avons perdu l'élan »*, confie un diplomate européen.

La Commission propose aux Etats membres de faire avancer, à 26, les dossiers liés à l'élargissement de manière informelle, en espérant qu'à un moment Budapest évoluera. Quand bien même elle saurait les convaincre, il n'est pas certain que cela rassure le président ukrainien, Volodymyr Zelensky. « [Il faut] *éviter que les attentes et les espoirs de l'Ukraine soient déçus, sinon le retour de manivelle sera très mauvais pour l'UE »*, a prévenu Antonio Costa.

Reste que l'Ukraine est loin des standards européens en matière d'Etat de droit ou d'économie, même si, comme le souligne un rapport de la Fondation Robert Schuman, publié lundi, le pays a connu une *« transformation politique, institutionnelle et sociale profonde »* depuis son accession au statut de candidat, en juin 2022. Qui plus est, il est en guerre et, en consacrant près de 40 % de son budget à sa défense, il lui est difficile de financer des réformes structurelles.

La Hongrie refuse d'entendre parler de l'élargissement de l'UE à l'Ukraine

Si les Baltes et les Scandinaves restent très engagés auprès de Kiev, la Hongrie n'est pas seule à redouter les conséquences d'une intégration de l'Ukraine, qui bouleverserait les équilibres économiques et budgétaires de l'Union. La Slovaquie n'est pas plus allante et *« plusieurs Etats membres se cachent derrière la Hongrie »*, juge un haut fonctionnaire européen, alors que les pays producteurs agricoles, comme la France, l'Italie ou la Pologne, savent le sujet explosif. La montée de l'extrême droite en Europe ne facilite pas non plus la cause de Kiev.

« Le soutien des opinions publiques à l'Ukraine reste très large », nuance Cyrille Bret, de l'Institut Jacques Delors. *« Je ne parlerai pas de fatigue des Européens vis-à-vis de l'Ukraine, mais d'un déficit d'attention »* que les conflits au Moyen-Orient et l'implication de Donald Trump dans cette région du monde contribuent à alimenter, précise l'eurodéputée (Renew) Nathalie Loiseau. L'ancienne ministre chargée des affaires européennes regrette, entre autres sujets, que, comme l'a révélé Volodymyr Zelensky, le 9 juin, les Etats-Unis aient envoyé au Moyen-Orient 20 000 missiles promis à l'Ukraine ou encore que le chancelier allemand, Friedrich Merz, n'ait pas concrétisé son intention de livrer des Taurus à l'Ukraine.

Quotas d'exportation rétablis

« Même si cela ne suffit pas, les Européens font plus pour l'Ukraine que les Etats-Unis », rappelle Nathalie Loiseau. Depuis le début de la guerre, ils l'ont aidée à hauteur de 158 milliards d'euros, et ils ne comptent pas s'arrêter là, alors qu'à Washington Donald Trump semble vouloir se désinvestir. L'UE associe également de plus en plus Kiev à son architecture de défense. Mais, ces derniers temps, les Vingt-Sept ont pris des décisions qui modèrent la portée de leur *« soutien indéfectible »* à Kiev. Ainsi, après avoir ouvert leurs frontières aux biens et citoyens ukrainiens, dans la foulée de l'invasion russe, ils sont désormais moins accueillants.

Depuis le 6 juin, ils ont partiellement rétabli les quotas d'exportation en vigueur avant la guerre, en attendant un nouvel accord commercial pour le 1er janvier 2026, qui reste à négocier. *« Cette perte ne se calcule pas seulement en milliards d'euros, mais aussi en millions de citoyens ukrainiens qui soutiennent l'intégration à l'UE »*, réagissait le ministre de l'agriculture ukrainien, Vitali Koval, le 26 mai, parlant d'une *« faillite morale »*.

Quant aux réfugiés ukrainiens (4,3 millions, répartis pour l'essentiel en Allemagne, Pologne et République tchèque), ils restent les bienvenus en Europe, où ils peuvent séjourner, travailler et accéder aux aides. Mais, en décidant, le 13 juin, de prolonger jusqu'en mars 2027 ce statut, les Vingt-Sept ont aussi jugé nécessaire de *« préparer une transition coordonnée pour sortir de la protection temporaire »* des Ukrainiens.

« Plus que tout, l'Ukraine a besoin de ses citoyens », a expliqué le commissaire aux affaires intérieures, Magnus Brunner, le 4 juin. En outre, de plus en plus d'Etats membres ont du mal à gérer la situation. Certains, comme la Hongrie, la Slovaquie ou encore l'Irlande, ont commencé à réduire les aides aux réfugiés ukrainiens. En Pologne ou en Allemagne, le sujet fait débat. ■

VIRGINIE MALINGRE

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

OTAN : Donald Trump renforce le doute des alliés sur sa solidarité

Le président américain a mis en question la clause du traité de l'Alliance qui impose une assistance mutuelle en cas d'agression

LA HAYE (PAYS-BAS) - *envoyés spéciaux*

Donald Trump n'apprécie guère les alliances et il ne l'a jamais caché. L'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) ne fait pas exception. Mardi 24 juin, quelques heures à peine avant le dîner de gala offert, à La Haye, par le roi des Pays-Bas, en l'honneur des trente-deux alliés réunis dans la capitale administrative néerlandaise pour leur sommet annuel, le président américain a d'emblée jeté un froid chez les membres de l'OTAN.

Interrogé à bord de son avion présidentiel, sur l'importance pour les Etats-Unis de la clause de défense mutuelle contenue dans l'article 5 du traité de l'OTAN, qui prévoit une réponse des alliés en cas d'agression de l'un d'entre eux, il a répondu, comme il en est coutumier, de façon provocante: *« Cela dépend de la définition que vous en donnez. Il existe de nombreuses définitions de l'article 5. Vous le savez, n'est-ce pas ? »*

Les juristes de l'Alliance s'interrogent, certes, de longue date, sur la robustesse de cet article, mais il demeure une valeur sacrée de l'OTAN. Alors que les alliés s'apprêtent à entériner la hausse de leurs dépenses de défense à hauteur de 5 % de leur PIB, contre 2 % aujourd'hui, ils ont donc été pris de court. S'ils acceptent de se plier à cette exigence de Donald Trump, ils attendent en retour que les Etats-Unis s'engagent clairement sur l'application de cet article 5. A Bruxelles, ce donnant-donnant était d'ailleurs appelé *« 5 pour 5 »*.

Ces derniers mois, le secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth, et le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, ont bien rappelé que cet engagement était *« solide »*. Les Etats-Unis continuent de rester très investis dans la chaîne de commandement militaire de l'Alliance. Mais Donald Trump semble n'en avoir cure. Et, en une phrase, mardi, il a une nouvelle fois semé le doute chez les Européens, en particulier dans les pays d'Europe orientale qui vivent sous la menace de l'agressivité de la Russie.

A La Haye, cette déclaration ambiguë a fortement déplu, mais aucun allié n'a osé s'exprimer publiquement alors que le sommet avait à peine débuté. *« On est un peu habitué »* à ce type de provocations, commente un diplomate. Depuis 2016, le président américain a, en effet, plusieurs fois mis en doute l'engagement des Etats-Unis à respecter ce mécanisme de défense mutuelle, pourtant au cœur de l'alliance.

Obséquiosité de Mark Rutte

Le dernier accroc sur le sujet remonte au 6 mars. Dans le bureau Ovale de la Maison Blanche, Donald Trump avait alors feint de s'interroger devant la presse: *« Vous savez quel est mon plus gros problème avec l'OTAN ? Je connais très bien les membres de l'OTAN. Ce sont mes amis*, expliquait-il. *Mais si les Etats-Unis avaient des problèmes et que nous les appelions* (...), *pensez-vous qu'ils viendraient nous protéger ?* (...) *Je n'en suis pas si sûr. »*

Présente à La Haye, l'influente sénatrice démocrate de la commission des affaires étrangères américaine, Jeanne Shaheen (New Hampshire), est l'une des rares à avoir critiqué la remarque du président américain. *« Cela n'aide pas l'Amérique, cela n'aide pas notre sécurité nationale »*, a-t-elle confié à l'agence Associated Press. *« Cela donne une victoire à nos adversaires »*, a-t-elle ajouté.

> **« Il existe de nombreuses définitions de l'article 5 »**
> DONALD TRUMP
> président des Etats-Unis

Avant le sommet, Mark Rutte avait pourtant tout fait pour que Donald Trump se sente à son aise. Le secrétaire général de l'OTAN lui a ainsi envoyé un message par téléphone d'une rare obséquiosité, que le président américain s'est empressé de poster sur son réseau Truth Social. Dans ce texte, Mark Rutte salue son *« action décisive en Iran »*. *« C'était vraiment extraordinaire et quelque chose que personne d'autre n'avait osé faire »*, lui écrit-il, évoquant les bombardements américains sur les sites nucléaires iraniens.

L'envoi de ce message a été confirmé par l'entourage de M. Rutte. Mais au-delà de l'Iran, c'est sa tonalité concernant les alliés européens qui a le plus dérouté. *« Vous allez réaliser quelque chose qu'AUCUN président américain n'est parvenu à faire durant des décennies »*, a-t-il écrit, comme soucieux de faire du sommet un succès. *« L'Europe va payer un prix ENORME »* pour financer sa défense et *« ce sera votre victoire »*, conclut M Rutte.

Cet épisode intervient alors que l'ancien premier ministre néerlandais n'a pas ménagé ses efforts ces dernières semaines pour écarter tout sujet de tension avec les Etats-Unis. Il a notamment accepté d'inviter le président ukrainien, Volodymyr Zelensky, à La Haye, mais seulement en marge du sommet, dans des événements annexes. Au terme d'intenses négociations, il a aussi accepté de réduire à portion congrue l'évocation dans la déclaration finale, qui devait être diffusée mercredi 25 juin, de la *« menace russe »* pesant sur l'Europe

M. Rutte a surtout accepté, confirment plusieurs diplomates, de mettre de côté la nouvelle stratégie de l'OTAN à l'égard de la Russie. Cette dernière devait remplacer celle adoptée dans les années 1990. Ce geste s'inscrit dans une série de décisions de plus en plus critiquées au sein de l'Alliance. En mars, le secrétaire général de l'OTAN a, par exemple, supprimé la division qui s'occupait du *« contre-discours »* et de la traque aux fausses informations, notamment celles émanant des sphères d'influence proches de Moscou.

Face aux signaux de plus en plus nombreux de la volonté américaine d'atténuation des priorités des alliés européens, les membres de l'OTAN sont pour l'instant restés discrets. Dans sa future revue nationale stratégique, ce document de doctrine qui donne le « la » des grandes orientations de défense, dont la publication est prévue en juillet, la France s'apprête toutefois à mettre en avant ses inquiétudes. Toute une partie devrait être consacrée aux enjeux de *« solidarité stratégique »*, comme les qualifient parfois pudiquement les diplomates. ■

PHILIPPE JACQUÉ ET ÉLISE VINCENT

La guerre Israël-Iran a accru l'isolement de la Russie sur la scène internationale

Moscou a assisté, impuissant, à l'affaiblissement du régime de Téhéran, auquel il est allié

Alors que s'est ouvert, mardi 24 juin, le sommet de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN), à La Haye (Pays-Bas), le Kremlin se retrouve dans un rôle qu'il déteste, celui de spectateur. Son porte-parole, Dmitri Peskov, a dénoncé la *« militarisation effrénée »* de l'Alliance, réduite, selon lui, à présenter la Russie en *« démon de l'enfer »* pour justifier les hausses de dépenses militaires. *« C'est une alliance créée pour la confrontation. Ce n'est pas un instrument de paix et de stabilité »*, a-t-il fulminé, lors d'un point de presse, mardi 24 juin, critiquant l'objectif des Etats membres de l'OTAN de consacrer 5 % de leur produit intérieur brut à la défense, comme l'exige Donald Trump.

Dans son avion le menant vers La Haye, le président américain n'a pas répondu aux critiques russes sur l'OTAN. Loin des louanges passées de son *« ami »* Vladimir Poutine, il s'est au contraire moqué du président russe. *« Comme vous le savez, Vladimir m'a appelé »*, a-t-il confié dans l'avion. *« Il m'a demandé s'il pouvait nous aider avec l'Iran. J'ai répondu : "Non, je n'ai pas besoin d'aide sur l'Iran. J'ai besoin d'aide avec vous-même." »*

Pour M. Trump, c'est là une manière de renvoyer M. Poutine à l'invasion de l'Ukraine, alors que quatre mois de pourparlers en vue d'un cessez-le-feu n'ont mené à aucun résultat probant. Ces dernières semaines, le président américain a multiplié les critiques contre le chef du Kremlin. Fin mai, après une série de bombardements de l'Ukraine, il a publiquement déclaré que M. Poutine était *« devenu complètement fou »*. Se disant *« très énervé, furieux »*, il a dénoncé la brutalité des attaques russes alors même que des discussions censées déboucher sur un cessez-le-feu étaient en cours. Il n'a pas non plus caché sa frustration face à l'absence de concessions de Moscou et aux répétitions des attaques russes.

Au même moment, loin du front ukrainien, M. Poutine a tenté, lundi 23 juin, de se remettre au centre du jeu, au Moyen-Orient, en soutien à son allié iranien. En vain. Dans une région où il a longtemps été l'un des rares chefs d'Etat à parler avec tous les principaux acteurs, le président russe a d'abord appelé le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, pour exprimer leurs préoccupations communes sur les *« risques pour les marchés de l'énergie »* liés à la guerre entre Israël et l'Iran. Puis il a reçu, à Moscou, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi. S'il a condamné les frappes américaines – *« une agression non provoquée qui n'a aucun fondement et aucune justification »* – et assuré vouloir *« apporter* [son] *aide au peuple iranien »*, comme il l'avait fait après les premières frappes israéliennes, le 13 juin, il n'a toutefois pas offert publiquement d'aider militairement Téhéran. Et ce, alors que, selon Kiev et ses alliés, l'Iran a fourni des drones explosifs à la Russie pour la guerre en Ukraine.

> **Le conflit aura eu l'avantage, pour le Kremlin, de détourner l'attention de la question ukrainienne**

Changement de régime

Il y a cinq mois, après la chute de son autre allié dans la région, le Syrien Bachar Al-Assad, en décembre 2024, la Russie avait pourtant acté un *« partenariat stratégique »* avec l'Iran. Le 17 janvier, M. Poutine et son homologue iranien, Massoud Pezeshkian, avaient signé au Kremlin un accord dont les enjeux militaires formaient le principal moteur, avec intensification des exercices conjoints, formation d'officiers et échange d'informations en matière de renseignement. Les Iraniens avaient espéré profiter de cet accord pour obtenir la livraison d'un matériel que les Russes hésitaient à céder, comme des avions de combat Su-35 et des systèmes de défense antimissiles S-400. Le nouveau partenariat ne prévoit cependant pas de clause d'assistance mutuelle immédiate en cas d'agression, les deux Etats s'engageant seulement à n'apporter aucune aide *« à l'agresseur »* si l'un d'eux est attaqué.

La guerre entre Israël et l'Iran aura eu l'avantage, pour le Kremlin, de détourner l'attention de la question ukrainienne et de modifier les priorités militaires occidentales. Mais, de facto, elle aura aussi marginalisé la Russie sur la scène internationale. Moscou redoute que l'objectif d'Israël et des Etats-Unis, à terme, soit non pas de stopper le programme nucléaire iranien, mais de provoquer un changement de régime à Téhéran, ce qui constituerait une menace pour l'influence russe au Moyen-Orient.

Conscient du risque de soutenir trop ouvertement son allié iranien, Moscou a caressé l'espoir de jouer un rôle de médiateur afin d'éviter une escalade. Mardi, le Kremlin a dit *« se réjouir »* d'un cessez-le-feu entre l'Iran et Israël: *« Cela peut et doit être salué. Nous espérons que ce sera durable »*, a dit M. Peskov. Mais c'est M. Trump qui a annoncé la mise en place de ce cessez-le-feu, pour lequel la Russie n'a joué aucun rôle. ■

BENJAMIN QUÉNELLE

Friedrich Merz rompt avec l'orthodoxie budgétaire allemande

Les dépenses militaires sont en forte hausse dans le premier budget du chancelier

BERLIN - *correspondante*

L'écran qui affiche l'évolution de la dette allemande en temps réel, installé à l'entrée de la Fédération allemande des contribuables, non loin du Bundestag, à Berlin, risque de s'emballer dans les prochains mois. Présenté mardi 24 juin, le premier budget de la coalition dite « noire-rouge » – qui lie les conservateurs de la CDU-CSU aux sociaux-démocrates du SPD –, au pouvoir depuis le 6 mai, prévoit un alourdissement historique de la dette allemande, en rupture avec des années de stricte orthodoxie budgétaire.

Le pays va ainsi contracter au total près de 850 milliards d'euros de dette d'ici à la fin de la législature, en 2029, entre les fonds spéciaux et le budget fédéral, dont 143 milliards dès 2025. Un changement d'échelle pour les finances publiques : la dette publique outre-Rhin avoisine aujourd'hui 2700 milliards d'euros (contre 3300 milliards d'euros pour la France) et n'augmentait en moyenne que d'environ 60 milliards d'euros par an depuis la fin de la pandémie de Covid-19, en 2022.

« Notre pays a été ruiné par des mesures d'austérité », a résumé Lars Klingbeil, vice-chancelier et ministre des finances. *« Je ne veux pas seulement être ministre des finances, je veux aussi être ministre de l'investissement de ce pays »*, a insisté celui qui est par ailleurs coprésident du SPD, annonçant quelque 120 milliards d'euros d'investissements par an au niveau fédéral *« pour de bonnes écoles, des crèches et des hôpitaux, pour des voies ferrées, des ponts et des routes modernes, pour le climat et la numérisation »*. Il a notamment promis *« des trains qui seront bientôt à nouveau à l'heure »*, sujet particulièrement épidermique en Allemagne, où les dysfonctionnements répétés de la Deutsche Bahn, victime d'années de sous-investissements, sont devenus une question politique.

« Continuer à vivre en sécurité »

Pour Lars Klingbeil, qui affrontera les contestataires de son propre parti réuni en congrès, du vendredi 27 au dimanche 29 juin, il s'agit d'un double baptême du feu. Moins de deux mois après être entré en fonctions, le numéro deux du gouvernement a dû, en effet, préparer deux budgets en parallèle, pour 2025 et 2026. Paralysée par une crise politique, l'Allemagne n'avait pas pu se doter d'un budget à l'automne 2024, la coalition sortante ayant précisément éclaté à cause des questions financières. L'examen des deux projets de loi de finances s'étalera au Bundestag jusqu'en novembre.

L'épisode a laissé des traces. Avant même la formation de son gouvernement, le futur chancelier Friedrich Merz avait convaincu les conservateurs, les sociaux-démocrates et les Verts de s'entendre pour dégager des ressources afin de financer le réarmement du pays et sa modernisation. Le 19 mars, les trois partis adoptaient au Bundestag une réforme historique du frein constitutionnel, qui restreignait depuis 2009 le recours à l'emprunt. Celle-ci a permis de débloquer à la fois les finances de l'Etat fédéral en matière militaire, celles des Länder, et de créer un fonds spécial de 500 milliards d'euros dévolu aux infrastructures, afin de relancer la croissance dans une économie en récession.

Friedrich Merz ayant promis de doter l'Allemagne de *« l'armée la plus puissante d'Europe au niveau conventionnel »*, ce sont les dépenses militaires qui vont augmenter le plus rapidement. Le budget de la défense doit croître de 62 milliards d'euros en 2025, à 153 milliards d'euros en 2029 (en France, il approchait 50 milliards d'euros en 2024). Un signal important, à la veille du sommet de l'OTAN, qui se tient mardi 24 et mercredi 25 juin à La Haye (Pays-Bas), dont les 32 pays membres ont accepté de porter leurs dépenses militaires à 5 % du produit intérieur brut (PIB) en 2035.

L'Allemagne, qui a longtemps taillé dans le budget de son armée, affirme qu'elle parviendra à cet objectif dès 2029, soit avec six ans d'avance. Ses dépenses militaires doivent atteindre 2,4 % du PIB dès 2025. *« Nous devons reconnaître que la Russie poursuit son réarmement*, a insisté Lars Klingbeil, alors qu'une frange du SPD conteste la nécessité d'un effort de défense accru. *Il est de notre devoir, en tant que responsables politiques, de veiller à ce que nous puissions continuer à vivre en sécurité en Allemagne. Pour cela, nous devons rattraper les retards accumulés au cours des deux dernières décennies. Et nous devons les rattraper rapidement. »*

Ce recours massif à l'endettement, très inhabituel pour un pays qui se targue de sa sobriété budgétaire, continue de faire débat, y compris en matière de défense. *« Nous ne le faisons pas, comme certains le prétendent, pour faire plaisir aux Etats-Unis et à leur président*, a défendu Friedrich Merz, qui s'exprimait au Bundestag, mardi, avant de s'envoler pour La Haye. *Nous devons être ensemble suffisamment forts pour que personne n'ose nous attaquer. »*

« Friedrich Merz est le chancelier de la dette de la CDU, vêtu de rouge, a attaqué le coprésident du parti d'extrême droite Alternative für Deutschland, Tino Chrupalla, à la tribune, dénonçant un *« nouvel endettement de pas moins de 846 milliards d'euros »*. Les Verts, eux, craignent qu'un recours trop facile à l'emprunt ne conduise à financer des *« cadeaux fiscaux accordés à des groupes particuliers »*, a déploré quant à lui le député écologiste Sebastian Schäfer, spécialiste des questions budgétaires, dans une tribune publiée dans la *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, lundi. *« Cela ne va pas seulement à l'encontre de l'esprit de l'accord* [qui a débouché sur l'assouplissement du "frein à l'endettement"]. *Cela bafoue la responsabilité intergénérationnelle. »*

Les marges de manœuvre considérables dégagées par la réforme constitutionnelle rendent la pression en faveur de réformes structurelles et de mesures d'économies moins urgente. Lars Klingbeil l'assure pourtant : comme le veut sa fonction, il a dû opposer un refus ferme à nombre de ses collègues ministres qui voulaient plus d'argent. *« Les demandes s'élevaient à 47 milliards d'euros »*, a-t-il pris soin de préciser. ■

ELSA CONESA

RECTIFICATIF

Dans l'article paru dans notre édition du *Monde* datée du mercredi 25 juin intitulé « Téhéran, 24 heures sous le feu », une erreur a été commise sur le nom du ministre israélien de la défense. Il ne s'agit pas de Yoav Gallant, mais d'Israel Katz, qui l'a remplacé à ce poste en novembre 2024.

Syrie : la « bombe à retardement » du camp d'Al-Hol

Damas réfléchit à une évacuation graduelle de cette prison, où s'entassent des familles de djihadistes de l'EI

REPORTAGE

AL-HOL (SYRIE) - *envoyé spécial*

C'est une tâche à l'horizon qu'on distingue à peine sous le soleil ardent qui fait fondre les reliefs. Aux confins des déserts syrien et irakien, une myriade de tentes blanches encerclées d'un grillage et de fil barbelé sort de terre, de manière presque fantomatique. Bienvenue au camp d'Al-Hol, une tache noire dans l'histoire de la Syrie, un problème que personne ne veut voir, repoussé loin des regards, dans la poussière du nord-est du pays.

Destiné, lors de l'ouverture de celui-ci en 2016, à accueillir les civils déplacés par la guerre contre l'organisation Etat islamique (EI), le camp d'Al-Hol s'est converti en prison à ciel ouvert en 2019, à la suite de la bataille de Baghouz, dernier bastion du califat autoproclamé et tombé sous l'offensive des Forces démocratiques syriennes (FDS), dominées par les troupes kurdes, avec l'appui d'une coalition internationale.

Les hommes djihadistes ont été emprisonnés à part et leurs familles rassemblées à Al-Hol, mêlées aux civils dans les travées du camp géré par l'Administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (Aanes), l'aile civile des FDS. Près de 30 000 résidents, dont environ 15 500 Syriens, 8 400 Irakiens et plus de 6 000 étrangers, sont aujourd'hui enfermés derrière les grillages, selon les chiffres de l'administration. Surpeuplé, Al-Hol est devenu un cul-de-sac morbide. Outre les conditions insalubres, les violences y sont quotidiennes et les armes y prolifèrent autant que les idées les plus radicales. L'ombre de l'EI y plane toujours et l'organisation y poursuit ses formations idéologiques, ciblant en particulier les enfants.

« Al-Hol est une bombe à retardement. Cet endroit est un nid à radicalisation. Laisser ces gens croupir ici, c'est bien pire que de les faire sortir. Il faut les réintégrer à la société », préconise le docteur Nasser Haj Mansour, du Centre syrien pour la recherche et le dialogue. Son organisation supervise, côté kurde, des opérations d'évacuation de familles syriennes. Dimanche 15 juin, pour la première fois, une quarantaine d'entre elles ont été transférées hors du territoire contrôlé par l'Aanes vers les zones tenues par les nouvelles autorités syriennes, dans la campagne d'Alep, dont elles sont originaires.

« C'est la fin du cauchemar », se réjouissait Aya, les yeux pétillants à travers la fente de son niqab noir. Agée de 24 ans, la jeune femme a passé un quart de sa vie derrière les grillages d'Al-Hol et le quart précédent sous le joug des hommes en noir de l'EI. *« On a fini là-bas à cause de la guerre, pendant des mois on a été déplacés par les bombardements »*, dit-elle. Son mari a été fauché en 2019 par un raid aérien de la coalition internationale. Etait-il un soldat du « califat » ? Sa femme jure que non. *« Il transportait de l'eau, il n'était pas de Daech* [acronyme arabe de l'EI] *»*, assure-t-elle.

« Mes enfants ont grandi dans la violence et la misère », déplore la jeune mère qui, à 18 ans, allaitait sa fille de 1 an et était enceinte, quand le « califat » est tombé. Mariam, 8 ans désormais, et Abdelhamid, 7 ans, n'ont rien connu d'autre que cet amoncellement de tentes et d'immondices. Comme eux, les deux tiers des résidents d'Al-Hol ont moins de 15 ans.

Souffrant d'un abcès à la poitrine, Aya a été sélectionnée pour un transfert, comme les autres familles, par l'administration du camp, en partenariat avec l'agence des Nations unies pour les réfugiés sur des critères médicaux et humanitaires. *« Ces familles-là ne sont pas des terroristes radicalisés. Si certains avaient des proches membres de Daech, tués ou bien emprisonnés, la plupart sont des victimes de l'organisation. Ils n'ont pas de sang sur les mains »*, assure le docteur Haj Mansour, ajoutant que chaque famille a fait l'objet d'une enquête menée par les forces de sécurité kurdes, avant que leurs dossiers ne soient transmis pour accord aux nouvelles autorités à Damas.

Le camp d'Al-Hol, dans le nord-est de la Syrie, vu d'un bus, le 15 juin. ABDULMONAM EASSA POUR « LE MONDE »

Dans une aile baptisée « l'annexe », jugée « ultra-radicalisée », les ONG n'osent plus pénétrer

Réseau de passeurs

Six ans après la chute de l'EI, ces familles se trouvent toujours dans des limbes juridiques. Elles ont été enfermées hors de tout cadre légal, sans jugement ni enquête, recluses dans une zone de non-droit administrée par une entité non étatique, l'Aanes. Dans ce flou juridique, leur degré d'implication au sein de l'EI est difficile à établir. Mais parce que leur passé porte le sceau du « califat », ici, tous sont jugés coupables.

« Le monde entier nous voit comme des gens de l'EI. Comment peut-on s'en défendre ? », interroge Ibrahim Abdallah, un jeune père de 25 ans. Ce mécanicien était mineur quand le « califat » a imposé sa loi dans le nord de la Syrie. *« Je réparais des motos, c'est tout, parfois celles des combattants de l'EI. On était forcés de travailler pour eux. On ne pouvait pas s'enfuir. On était prisonniers de l'organisation, tout comme on est prisonniers ici à Al-Hol »*, ajoute-t-il, portant l'un de ses fils aux membres ballants. Souffrant d'atrophie cérébrale et d'une infection soudaine, le petit corps brûlant est chargé dans une ambulance et mis sous perfusion.

Accueillant à ses débuts près de 70 000 personnes, le camp d'Al-Hol s'est déjà vidé de moitié. Des milliers de Syriens originaires des zones contrôlées par les FDS sont déjà rentrés chez eux. Ces derniers mois, l'Irak a accéléré les rapatriements de ses ressortissants, à raison de plusieurs centaines par mois. Le reste des départs sont des évasions, en se cachant dans des citernes d'eau ou à bord d'un véhicule, parfois même en escaladant le grillage. Un réseau de passeurs s'est constitué, moyennant 2 000 dollars (1 700 euros) pour les Syriens, 4 000 dollars pour les Irakiens et entre 15 000 à 20 000 dollars pour les autres.

Car Al-Hol n'est pas seulement un problème syrien. Dans une aile spéciale du camp, baptisée l'« annexe », s'entassent plus de 6 000 femmes de djihadistes étrangers et leurs enfants, de 46 nationalités différentes. Dans cette section jugée *« ultraradicalisée »* par l'administration du camp, les organisations humanitaires n'osent plus pénétrer. *« La communauté internationale doit prendre ses responsabilités et trouver une solution. Depuis sept ans, nous faisons notre devoir, mais nous sommes débordés. Il est impératif que les pays concernés récupèrent leurs ressortissants »*, appelle Jihan Hanan, cogérante du camp, nommée par l'Aanes.

L'avènement d'un nouveau pouvoir à Damas pourrait changer la donne. Sur fond de négociations avec les FDS, les nouvelles autorités syriennes ont envoyé une délégation à Al-Hol pour participer à une réunion inédite avec les autorités kurdes et des représentants de la coalition internationale. Damas s'est dit prêt à reprendre en main l'épineux dossier et à réfléchir à un mécanisme pour permettre l'évacuation progressive du camp. *« C'est une déclaration de principes, mais concrètement, rien n'a été acté »*, déplore Mme Hanan.

Pour les 42 familles qui ont obtenu leur ticket de sortie, l'heure du départ a sonné. Des enfants glissent leurs petites mains à travers le grillage pour dire au revoir à leurs camarades restés captifs. *« Ces familles veulent reprendre une vie normale. Un travail, un logement, une école pour les enfants, c'est ça qui les tiendra éloignés de l'EI. C'est un ballon d'essai. Nous voulons prouver que notre idée de réinsertion est la bonne pour sortir les 15 500 Syriens d'Al-Hol »*, explique Monzer Alsalal, de l'organisation Stabilization Support Unit, qui chapeaute, du côté des zones gouvernementales, l'opération baptisée « Caravane de l'espoir ».

Il est minuit quand le convoi arrive à Al-Bab, dans la campagne d'Alep, aux abords d'un stade reconverti en centre d'accueil. Dans la pénombre, des soldats encagoulés, armés jusqu'aux dents, prennent position sur les immeubles environnants, des pick-up surmontés de mitrailleuses sont stationnés tout autour. L'imposante mise en scène envoie un message clair : les nouvelles autorités veulent montrer qu'elles ne prennent pas le sujet à la légère.

« Suivi sécuritaire étroit »

A leur descente du bus, les familles sont accueillies par des équipes médicales et des psychologues. Puis, chacune est soumise à un bref interrogatoire. *« Nous avons ordre de réunir toutes les informations possibles sur ces personnes, leur passé et les proches qui vont les accueillir. Il y aura un suivi sécuritaire étroit »*, assure le chef de section de la sûreté générale.

L'onde de choc provoquée par l'attentat kamikaze perpétré dans une église orthodoxe de Damas, dimanche 22 juin, qui a fait 22 morts et plus de 60 blessés, et a été revendiqué par un groupe djihadiste méconnu, Saraya Ansar Al-Sounna, risque de compliquer la tâche des autorités. Une bonne partie de l'opinion syrienne acceptera difficilement que ces familles s'évaporent dans la nature, alors que la menace djihadiste continue de planer sur le pays.

Qu'ils soient laissés derrière les grilles d'Al-Hol au risque de s'évader, placés dans d'hypothétiques centres de déradicalisation, ou réintégrés à la société quitte à s'évanouir sous les radars, le sort des rebuts du « califat » continuera de hanter l'avenir de la Syrie. ■

ELIOTT BRACHET

En Géorgie, quatre figures de l'opposition emprisonnées

Les chefs politiques ont été condamnés pour avoir refusé de coopérer avec une commission parlementaire créée par le pouvoir

La répression en Géorgie a franchi un palier, mardi 24 juin, avec l'emprisonnement, en quarante-huit heures, de quatre figures de l'opposition. Toutes avaient refusé de coopérer avec une commission parlementaire controversée, créée par le parti au pouvoir, Rêve géorgien, pour enquêter sur l'opposition.

Mamouka Khazaradze et Badri Japaridze, dirigeants du parti Lelo, ont été condamnés à huit mois de prison, tandis que Zourab Japaridze, fondateur du parti Girchi, et Guiorgui Vachadze, chef de la formation Strategy Agmashenebeli, se sont vu infliger une peine de sept mois d'emprisonnement. Tous les quatre ont aussi été interdits d'exercer des fonctions publiques pendant deux ans.

Il s'agit de la première vague de condamnations liées à cette commission d'enquête, largement perçue comme un outil pour réprimer la dissidence. Elle a été créée en février après les promesses de Rêve géorgien de punir l'ancien parti au pouvoir, le Mouvement national uni (MNU), dirigé par l'ex-président Mikheïl Saakachvili, en prison depuis 2021. Rêve géorgien accuse notamment le MNU d'avoir provoqué la guerre d'août 2008 avec la Russie.

Initialement, le mandat de la commission se limitait aux années de gouvernance du MNU, de 2003 à 2012, mais il a ensuite été élargi à toute la période jusqu'à aujourd'hui, permettant à Rêve géorgien de cibler n'importe quelle figure de l'opposition.

« Ils ne nous briseront pas »

Les quatre opposants ont été condamnés en vertu de l'article 349 du code pénal, qui vise le *« défaut de se conformer à la demande de la Commission d'enquête temporaire du Parlement »*. Ce délit est passible d'une amende ou d'une peine d'emprisonnement, allant jusqu'à un an, ainsi que d'une interdiction d'exercer une fonction ou certaines activités jusqu'à trois ans. Poursuivis pour les mêmes motifs, trois autres dirigeants de l'opposition – Nika Melia, Nika Gvaramia et Irakli Okrouachvili – ont été placés en détention provisoire et risquent d'être emprisonnés à leur tour.

Aucun des quatre opposants condamnés lundi et mardi n'a assisté à son procès. Une forte présence policière a été déployée dans leurs bureaux lors de leur arrestation. *« Feu à l'oligarchie ! Le régime russe de Bidzina va tomber très bientôt »*, a lancé Mamouka Khazaradze, en référence à l'oligarque Bidzina Ivanichvili, fondateur de Rêve géorgien et dirigeant informel du pays.

L'ex-présidente géorgienne, la pro-européenne Salomé Zourabichvili, a affirmé que l'ampleur de la répression était un *« signe de faiblesse »* du gouvernement, considéré par l'opposition comme illégitime depuis les élections législatives contestées d'octobre 2024, entachées d'irrégularités. *« C'est le début de la fin, le régime est à un point où rien ne pourra le sauver. Notre réponse à la répression sera un plan uni »*, a ajouté Mme Zourabichvili, qui estime demeurer la seule présidente légitime, malgré son départ en décembre 2024.

Le premier ministre, Irakli Kobakhidze, a accusé les opposants condamnés d'être des *« agents »* de *« l'Etat profond »*. Reprenant cette théorie conspirationniste selon laquelle les opposants seraient des agents des Occidentaux pour renverser le pouvoir, il a justifié les peines de prison en affirmant que *« lorsqu'on est un agent de l'Etat profond, on doit accepter que s'ils nous forcent à violer la loi, à violer la Constitution, on puisse aller en prison pour cela »*.

Ces condamnations ont suscité de rares réactions à l'étranger. La Géorgie est secouée par des manifestations quotidiennes depuis le 28 novembre 2024, lorsque le gouvernement a annoncé la suspension du processus d'adhésion à l'Union européenne. Depuis l'invasion russe de l'Ukraine, le pouvoir se détourne de l'UE au profit d'un rapprochement avec la Russie, qui occupe 20 % de son territoire depuis la guerre de 2008. ■

FAUSTINE VINCENT

NÉGOCIATIONS SUR LES RETRAITES

Retraites : Bayrou à la recherche d'une « voie de passage »

Au lendemain de l'ultime séance de discussions entre les partenaires sociaux, qui s'est soldée par un échec, le premier ministre a reçu ces derniers, mardi, espérant dépasser les « points de blocage »

François Bayrou, après une conférence de presse, à Matignon, mardi 24 juin.
ALAIN JOCARD/AFP

Montrer qu'il aura tout tenté pour permettre l'accord : au lendemain de l'échec de l'ultime séance de négociations sur la réforme des retraites, le premier ministre, François Bayrou, a immédiatement cherché à reprendre la main, mardi 24 juin, en impulsant une concertation de la dernière chance, dont il a pris les commandes. *« J'ai décidé d'inviter les organisations qui ont travaillé ensemble durant ces quatre mois à me rencontrer, dès ce matin, pour rechercher une voie de passage dans l'intérêt de notre pays,* a-t-il déclaré au petit matin, les traits tirés, de Matignon. *Je me suis entretenu avec la plupart d'entre elles, hier soir, et je pense que ce principe pourra être accepté par elles. »*

Alors que syndicats et patronat avaient acté leur désaccord dans la nuit, le premier ministre a expliqué qu'il ne pouvait pas se satisfaire d'un échec *« si près du but »*. Le *« travail approfondi »* des partenaires sociaux s'est déroulé *« dans un climat de bonne coopération,* s'est-il félicité. *On est passés de l'affrontement au travail en commun, et c'est un grand acquis »*. Pour autant, les partenaires sociaux se sont séparés sans parapher le moindre accord. *« Ça n'a achoppé que sur un seul point, la prise en compte de la pénibilité,* affirmait un proche du locataire de Matignon, mardi dans l'après-midi. *François veut que les partenaires sociaux arrivent à signer au moins sur les points sur lesquels ils sont d'accord. »*

Le lancement de ces discussions, en février, avait permis au successeur de Michel Barnier, privé de majorité à l'Assemblée nationale, de ne pas être renversé, les socialistes l'assurant de leur neutralité. A mesure que le terme des discussions approchait cependant (le 28 mai dans un premier temps, la mi-juin ensuite), inquiet de les voir piétiner, le chef du gouvernement, qui avait promis de se tenir à l'écart du « conclave », s'est immiscé dans le processus. Ecartant, mi-mars, tout retour de l'âge de départ à 62 ans. Ou proposant, le 17 juin, une *« prime »* pour les seniors qui décident de rester au travail, un dispositif aux contours peu précis.

DOUTE DANS LE BLOC CENTRAL

Dans les tout derniers jours, le premier ministre a passé de longues heures au téléphone avec les représentants des syndicats et du patronat, recevant notamment à Matignon Patrick Martin, le patron du Medef, le 5 juin. *« Notre devoir est de ne pas baisser les bras et de tout faire pour permettre de dépasser un tel blocage »*, martelait, mardi matin, François Bayrou, s'apprêtant à recevoir dans la matinée les syndicats, puis, l'après-midi et le soir, les organisations patronales.

Rien n'a filtré, côté Matignon, de ces nouvelles discussions. *« Ma conviction est qu'il existe un chemin qui peut permettre de sortir de cette impasse »*, lançait le premier ministre à l'Assemblée nationale, mardi après-midi, alors que le doute s'installait, au sein du bloc central (Renaissance, MoDem et Horizons), sur la conclusion d'un accord.

D'Oslo, où il effectuait une visite d'Etat, Emmanuel Macron a *« ardemment »* appelé les syndicats et le patronat à *« savoir aller au-delà des désaccords qui persistent et à trouver ensemble une solution qui soit bonne pour le pays »*. Le président de la République *« encourage tout ce qui va dans le sens de la culture du compromis »*, assurait-on au même moment à l'Elysée, alors qu'Emmanuel Macron s'est dispensé de consulter les partenaires sociaux avant d'engager la réforme des retraites de 2023, adoptée au forceps par un recours à l'article 49.3 de la Constitution, et contestée pendant de longs mois par l'ensemble des syndicats, la gauche et l'extrême droite.

Désormais précisément averti des *« points de blocage »* qui persistent entre les partenaires sociaux, le premier ministre *« doit décider d'ici à la fin de la semaine ce qu'il fait de ce qui est aujourd'hui sur la table »*, déclarait Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT, à la sortie de Matignon.

Les organisations de salariés renvoient la balle à l'employeur

A l'issue des rencontres avec le premier ministre, le Medef restait, mardi, toujours fermé à la moindre concession

François Bayrou sait désormais que les acteurs sociaux ne joueront pas les prolongations et que le ballon se trouve entre ses pieds. Mardi 24 juin, le premier ministre a reçu, successivement, les trois syndicats et les deux mouvements d'employeurs engagés dans la négociation sur les retraites qui avait échoué durant la nuit précédente. Une série d'entretiens au cours de laquelle il a exhorté ses interlocuteurs à surmonter leurs divergences. Les organisations de salariés ont expliqué qu'elles avaient *« fait largement* [leur] *part du boulot »* et que c'était maintenant au chef du gouvernement de trancher le dossier.

Les représentants des travailleurs sont venus ensemble, mardi à midi, à l'hôtel de Matignon pour cette opération de la dernière chance. *« C'était important que l'on se dise que le conclave* [sur les régimes de pension] *est terminé »*, a déclaré Marylise Léon, la secrétaire générale de la CFDT, à l'issue de la rencontre qui a duré presque une heure et demie. En d'autres termes, il n'y aura pas de nouvelle séance de discussions, alors que la démarche de M. Bayrou pouvait laisser penser qu'il plaiderait en faveur de la poursuite des échanges entre les deux camps.

Pour Mme Léon, il appartient au premier ministre de *« tire*[r] *les conséquences »* de la situation et de *« décider, d'ici la fin de la semaine, ce qu'il fait de ce qui est, aujourd'hui, sur la table »*. *« Je lui ai dit : "Prenez vos responsabilités." »*, a-t-elle précisé. Sous-entendu : les syndicats ont pris les leurs.

Les propos de la responsable cédétiste constituent aussi une manière d'inviter le chef du gouvernement à reprendre le projet d'accord qui avait été élaboré par Jean-Jacques Marette, l'animateur des tractations entre acteurs sociaux. Ce texte prévoit – entre autres – de nouvelles possibilités de départs à la retraite avant l'âge légal pour les salariés exposés à trois *« facteurs de risques ergonomiques »* : ports de charges lourdes, vibrations mécaniques, postures pénibles. Une telle mesure *« de justice sociale »* est *« incontournable »*, a martelé Mme Léon.

Pendant leur réunion avec M. Bayrou – à laquelle participaient également les deux ministres chargées du travail, Catherine Vautrin et Astrid Panosyan-Bouvet –, les leaders syndicaux ont rappelé les pas accomplis en direction du patronat afin de parvenir à un compromis. Ils ont accepté de mettre de côté leur revendication sur la suppression de la retraite à 64 ans. Ils se sont également dits prêts à rendre un peu moins favorable le système des *« carrières longues »*, qui permet d'ouvrir des droits à la pension avant l'âge légal pour les personnes ayant commencé à travailler tôt. Autre concession significative : les économies imposées aux retraités, à travers une *« sous-indexation »* – c'est-à-dire une revalorisation des prestations moins rapide que l'inflation. Enfin, Cyril Chabanier, le président de la CFTC, était disposé à envisager une atténuation de sa principale doléance : l'abaissement de l'âge de départ sans décote, qui serait passé de 67 ans à 66 ans et demi – alors qu'il réclamait 66 ans.

> **« J'AI DIT [À FRANÇOIS BAYROU] : "PRENEZ VOS RESPONSABILITÉS" »**
> MARYLISE LÉON
> secrétaire générale de la CFDT

« Efforts partagés »

Estimant avoir pris beaucoup de risques, les dirigeants des trois confédérations ont souligné, mardi, que les mouvements d'employeurs devaient, en retour, faire des gestes. Christelle Thieffinne, secrétaire nationale de la CFE-CGC, a remis en avant la nécessité d'*« efforts partagés »*, en demandant aux entreprises de verser leur écot. Dans le projet d'accord rédigé par M. Marette, il était ainsi question d'accroître le forfait social – une contribution patronale assise sur des revenus d'activité.

Mais Patrick Martin, le président du Medef, a, une fois de plus, fermé la porte à cette éventualité, à l'issue de son rendez-vous à Matignon. *« Nos adhérents sont vent debout contre toute augmentation du coût du travail »*, a-t-il argué. Selon lui, le contexte ne se prête pas à un renchérissement des prélèvements obligatoires, qui sont déjà beaucoup trop élevés à son goût. *« L'économie française est à l'arrêt, nos entreprises en prennent plein la figure de la part de concurrents étrangers »*, s'est-il lamenté face aux journalistes.

Dès lors, la *« voie de passage »* souhaitée par M. Bayrou paraît bien difficile à identifier. Mais la Confédération des petites et moyennes entreprises a l'air d'y croire encore. Son président, Amir Reza-Tofighi, a indiqué, mardi soir, avoir *« bon espoir »* de trouver un terrain d'entente avec les syndicats. D'après lui, la réflexion va se poursuivre au sujet de la prise en compte des métiers pénibles, qui représente le plus gros point de blocage. ■

BERTRAND BISSUEL

Sans attendre un hypothétique accord, les députés socialistes – parmi lesquels le premier secrétaire du parti, Olivier Faure, prétend aujourd'hui avoir *« toujours flairé le coup de Trafalgar »* – ont annoncé, mardi, le dépôt d'une motion de censure contre le gouvernement, actant ainsi la rupture avec François Bayrou. Ils mettent donc leurs pas dans ceux de La France insoumise, qui, dès lundi soir, appelait les autres groupes de gauche à se joindre à une motion de censure contre le gouvernement. Mais, dans l'hypothèse, fort peu probable, d'une adoption de cette motion de censure, *« est-ce que la gauche est aujourd'hui en état de prendre la relève ?,* interroge le politiste Bruno Cautrès. *Je n'en suis pas sûr »*.

Sans les voix du Rassemblement national, qui a prévenu qu'il ne s'associerait pas à la censure contre le gouvernement, ce dernier devrait se maintenir. Mais un échec définitif des négociations fragiliserait le premier ministre. *« La stabilité ne doit pas nous coûter l'immobilisme »*, a prévenu Emmanuel Macron, à Oslo, alors même que *« le vice originel de cette affaire, c'est la décision du président de la République de désigner un premier ministre minoritaire »*, accuse le député (divers centre) d'Eure-et-Loir Harold Huwart.

CLIMAT DÉLIQUESCENT

Lorsque François Bayrou a lancé le « conclave », en février, personne ne pensait que cela aboutirait à un accord, rappelle-t-on au sein du camp macroniste. Un échec des discussions ne serait donc une surprise pour personne. Mais, dans le climat déliquescent qui règne au sommet de l'Etat un an après la dissolution de l'Assemblée nationale, la tentation est grande de faire porter au premier ministre la responsabilité de cet échec. *« Si le "conclave" n'aboutit pas, ce sera l'échec de la méthode Bayrou »*, affirme ainsi un proche d'Emmanuel Macron. Tandis qu'un poids lourd du gouvernement y voit *« d'abord un échec pour les partenaires sociaux, bien avant d'être un échec pour le premier ministre »*. *« S'il n'y a pas d'accord, on pourra conclure que les partenaires sociaux ne sont pas plus efficaces que les politiques »*, tranche l'ancien député (MoDem) des Yvelines Bruno Millienne, conseiller du premier ministre.

« LES SYNDICATS DISCUTENT AVEC DES ACTEURS POLITIQUES ENCORE PLUS FAIBLES QU'EUX, ET ON S'ÉTONNE QUE CELA NE MARCHE PAS ! »

BRUNO CAUTRÈS
politiste

Mais, après l'échec du Conseil national de la refondation (CNR, créé par Emmanuel Macron en 2022, qui rassemblait acteurs politiques, syndicats et associations) et celui des rencontres de Saint-Denis (également lancées par le chef de l'Etat, en 2023, qui réunissaient autour de la table l'ensemble des partis politiques représentés au Parlement), un échec de ce « conclave » sur les retraites, imaginé par François Bayrou, *« montrerait qu'il y a bien un dysfonctionnement dans le système de décision, qui remonte sans doute avant même 2022 »*, estime Bruno Cautrès, auteur, avec Anne Muxel, du *Vote sans issues. Chroniques électorales 2024* (Presses universitaires de Grenoble, 340 pages, 25 euros).

Observant un *« divorce impressionnant entre l'exécutif et l'opinion publique »* (François Bayrou est le premier ministre le plus impopulaire de la Ve République), le politiste considère que *« les rouages de confiance avec la société civile ne fonctionnent plus »*. *« Le taux de représentativité des syndicats est faible ; ils discutent avec des acteurs politiques encore plus faibles qu'eux, et on s'étonne que cela ne marche pas !,* développe le chercheur du Centre de recherches politiques de Sciences Po (Cevipof). *Le gouvernement lui-même n'est pas le produit clair des élections. Tout va de travers, on patauge dans la confusion. »* Un contexte de délitement général dans lequel les outils de la démocratie sociale ont bien peu de chances de fonctionner. ■

NATHALIE SEGAUNES

La gauche tente de s'unir pour faire tomber le gouvernement

Les députés socialistes ont annoncé, mardi, leur intention de déposer une motion de censure après l'échec du « conclave » sur les retraites

Un sentiment d'amertume et l'impression de s'être fait avoir. Le moral des socialistes n'était pas au beau fixe, mardi 24 juin. La veille au soir, la CFDT annonçait l'échec du « conclave » sur les retraites, cette négociation entre les partenaires sociaux arrachée de haute lutte à François Bayrou par le Parti socialiste (PS), qui avait, en échange, renoncé à censurer son gouvernement au début de 2025. Partagé jusqu'à ces derniers jours sur les suites à donner à ces discussions, incertain de ce qui en ressortirait, le groupe Socialistes et apparentés s'est, lors de la réunion du matin, de façon *« très majoritaire »* acheminé vers une motion de censure du premier ministre.

« Nous regrettons que le patronat n'ait pas su faire preuve de compromis. Le Medef a refusé la réintroduction des critères de pénibilité. Nous avons besoin de dialogue social, mais pas comme ça », a justifié le député du Calvados Arthur Delaporte. *« François Bayrou ne nous a pas respectés. Les socialistes avaient fait un pas vers lui. Et, lui a gâché quelque chose. C'est un ressenti très profond au sein du groupe »*, a ajouté son collègue d'Indre-et-Loire, Laurent Baumel.

Et d'ajouter que même des élus favorables à la stabilité avaient signalé leur désapprobation. Pas forcément le plus *« allant »* sur la censure, soulignant en privé l'absence d'alternative claire à un changement de gouvernement et les dangers d'une dissolution de l'Assemblée en pleine montée de l'extrême droite, le député de Corrèze François Hollande, qui aurait préféré que le groupe temporise, se ralliera tout de même à la décision prise.

« Echec extrêmement grave »

C'est lors des questions au gouvernement que le président de groupe, Boris Vallaud, a officialisé cette décision. Tout en se désolant de cet *« échec extrêmement grave »*, le député des Landes a commencé par demander au premier ministre de déposer un *« texte de loi ouvrant la voie à une réforme nouvelle sans totem ni tabou »*, comme il s'y était engagé début 2025, avec une requête de taille, celle de laisser *« aux parlementaires la possibilité de débattre de la mesure d'âge »*, autrement dit de faire une croix sur la réforme de 2023, qui avait reculé l'âge de la retraite à 64 ans.

« BAYROU NE NOUS A PAS RESPECTÉS. LES SOCIALISTES AVAIENT FAIT UN PAS VERS LUI »

LAURENT BAUMEL
député PS d'Indre-et-Loire

Une demande de pure forme tant le chef de file des députés PS avait conscience que François Bayrou lui opposerait un refus. Ce que ce dernier a fait quelques secondes plus tard. Même si *« le chemin »* est *« très difficile »*, le premier ministre, qui a convié les partenaires sociaux à d'ultimes discussions, pensait pouvoir *« déboucher sur un texte »*. Tout en opposant d'entrée de jeu des limites au jeu parlementaire. *« Il est inacceptable de laisser détruire l'équilibre financier si difficile à trouver »*, a-t-il précisé, laissant entendre qu'un article 40 empêchant toute mesure entraînant une charge supplémentaire dans les finances publiques serait déclenché. La sentence est tombée. *« Cela nous contraint à déposer une motion de censure contre votre gouvernement »*, a conclu Boris Vallaud.

Aussitôt, Jean-Luc Mélenchon a cherché à tirer la couverture vers La France insoumise (LFI). *« Enfin, le PS revient à la raison, c'est-à-dire à l'opposition frontale avec Bayrou après l'échec du conclave. Il rallie la motion de censure commune de la gauche »*, a-t-il écrit sur X. Au détail près qu'à ce stade, LFI ne peut plus déposer de motion de censure seul, nombre de ses députés ayant épuisé leur quota – on ne peut signer plus de trois motions de censure au cours de la session ordinaire. Le mouvement a donc besoin de quatorze signatures de plus pour parvenir à ses fins. Dès lundi soir, Mathilde Panot, présidente du groupe LFI, écrivait aux autres formations de gauche pour les inviter à *« cosigner »* une motion de censure commune. Le lendemain matin, elle profitait de la conférence des présidents pour parler avec Cyrielle Chatelain, présidente du groupe écologiste, et le communiste Stéphane Peu, qui préside le groupe Gauche démocrate et républicaine (GDR). Le trio devait se revoir dans la journée.

Faire cause commune

Les écologistes et GDR, visiblement soucieux de se placer en réconciliateur de la gauche, ont proposé d'être à l'initiative d'un texte commun de la gauche, une façon de revivifier le Nouveau Front populaire, cette alliance née lors des législatives de 2024, qui s'est divisée en début d'année sur la censure ou le maintien de François Bayrou. Dans l'après-midi, les trois groupes ont donc décidé de faire cause commune, assure l'« insoumis » Eric Coquerel. Ils attendaient de savoir si le PS était d'accord pour les rejoindre ou s'il déposerait un texte seul, comme il l'avait avancé dans la matinée.

Une chose est sûre : pour le PS, cette motion de censure tombe à point nommé. Cela permet aux socialistes de répondre aux procès en trahison que leur adressent les « insoumis » depuis plusieurs mois et de donner des gages à gauche. Ainsi, Mathilde Panot a confirmé que les députés LFI voteraient une motion socialiste. Les différentes motions de censure (ou le texte commun à toute la gauche) devraient être examinées le 1er ou le 2 juillet par les députés.

Mais, même une initiative commune ne suffirait pas à la gauche pour faire tomber le gouvernement de François Bayrou, comme elle a mis fin à celui de Michel Barnier fin 2024. Tout dépend de la décision du Rassemblement national (RN). Et Jean-Luc Mélenchon de grincer : *« On va voir si le RN décide de sauver une fois de plus le système Macron. »* ■

SANDRINE CASSINI

Le RN veut attendre le budget pour censurer

MARINE LE PEN ET JORDAN BARDELLA ne semblent pas presser de faire tomber le premier ministre. *« Je ne voudrais pas que la non-action du gouvernement se résume à son immobilisme sur la question des retraites »*, a argué, mardi 24 juin, le président du Rassemblement national (RN), en marge d'un déplacement à un salon organisé par la Confédération des petites et moyennes entreprises (CPME), l'une des organisations patronales ayant participé au « conclave » raté. Le maintien de l'âge légal de départ à 64 ans n'est donc pas une raison suffisante pour censurer le gouvernement, selon le dirigeant d'extrême droite qui, s'il assure toujours *« combattre la réforme des retraites »*, s'affaire également à rassurer les chefs d'entreprise et les marchés. *« On a toujours revendiqué être une opposition résolue et responsable. C'est ce qu'on arbitre à chaque motion de censure »*, justifie le député de Moselle Laurent Jacobelli, qui accompagnait Jordan Bardella à la CPME.

Le RN pourrait cependant remettre la censure à l'ordre du jour, si François Bayrou décidait de passer par décret pour appliquer la programmation pluriannuelle de l'énergie, rejetée mardi dans l'Hémicycle et que les lepénistes jugent trop antinucléaire et trop favorable aux énergies renouvelables. Une hypothèse envisagée par le ministre de l'industrie, Marc Ferracci. Jordan Bardella a exclu que ses troupes utilisent comme véhicule la motion de censure de la gauche pour faire chuter le gouvernement sur sa politique énergétique. *« On pourrait déposer notre propre motion de censure »*, a-t-il assuré. Celle-ci aurait le mérite de ne l'engager à rien, puisque les formations de gauche ne la voteraient pas.

Surtout, il n'est pas question pour Marine Le Pen et ses troupes d'apparaître à la remorque de leurs concurrents de gauche. Le parti d'extrême droite entend bien reprendre la main et imposer son tempo, avec en ligne de mire la rentrée parlementaire et le débat sur le budget 2026. *« On est concentré sur le budget et sur la nécessité de défendre la France du travail »*, affirme Jordan Bardella qui rappelait, en avril, que son projet pour réformer les retraites passait par le fait de *« déverrouiller les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur la croissance »*. Mercredi 25 juin, Sébastien Chenu, vice-président du RN, l'a rappelé sur France Inter : *« Le rendez-vous de la censure, c'est à l'automne, au moment du budget. »* ■

ROBIN D'ANGELO

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

A Paris, un « sommet » pour l'union des droites

Mardi, Vincent Bolloré et Pierre-Edouard Stérin ont rassemblé les têtes d'affiche de l'extrême droite

On peut être riche à milliards et voir ses noces gâchées par un défaut de climatisation. Il faisait chaud, trop chaud au Casino de Paris, mardi 24 juin, pour l'événement co-organisé par des structures de Vincent Bolloré et Pierre-Edouard Stérin, les deux promoteurs d'une union entre droite et extrême droite sur un programme libéral, conservateur et xénophobe. Ce « sommet des libertés », organisé dans cette salle de concerts parisienne détenue par le groupe Bolloré, était la première collaboration d'envergure entre les deux hommes d'affaires, qui se connaissent et participent, chacun à leur façon, à la droitisation du débat public en France.

La jonction entre les deux milliardaires se matérialise dans l'organisation à deux têtes. D'un côté, Périclès, la structure d'influence financée par Pierre-Edouard Stérin, qui promet d'engager jusqu'à 150 millions d'euros sur dix ans pour mettre ses idées au pouvoir ; de l'autre, *Le Journal du dimanche* (*JDD*), institution de la presse française rachetée par l'homme d'affaires breton en 2023, et depuis transformé en hebdomadaire d'extrême droite. Les partenaires de l'événement sont, en quasi-totalité, des petites structures associatives que Périclès revendique d'aider dans leur développement.

Nicolas Dupont-Aignan et Marion Maréchal, lors du « sommet des libertés », au Casino de Paris, le 24 juin. JULIE SEBADELHA/AFP

Inimitiés profondes

A ces noces du monde des affaires et de la politique, l'extrême droite et son public (1200 spectateurs à 29,90 euros la place) ont répondu présent. Ils sont venus écouter les vedettes de la soirée : le président du Rassemblement national (RN), Jordan Bardella, et son allié Eric Ciotti ; l'eurodéputée Reconquête ! Sarah Knafo et sa collègue, Marion Maréchal, qui dirige le petit parti Identité-Libertés. Quatre nuances de l'extrême droite, entre lesquelles les différences programmatiques semblent moins rédhibitoires que les inimitiés profondes. Ils côtoient l'ex-député souverainiste Nicolas Dupont-Aignan, et des élus des Républicains, comme la députée conservatrice du Maine-et-Loire Anne-Laure Blin.

La présence du député centriste Charles de Courson, débattant avec conviction de la réforme des retraites – il fut l'une des figures parlementaires de l'opposition au recul de l'âge de départ – devant un parterre acquis à l'extrême droite et au travail jusqu'à 70 ans, est parue totalement incongrue.

Dans l'air flotte une ambiance d'union des droites radicales, entre ses courants conservateurs et identitaires. Des (nombreux) députés RN, élus dans des territoires déshérités grâce à la « ligne sociale » du parti, côtoient des chefs d'entreprise prônant la fin de l'Etat social. Les militants les plus aguerris disent sentir un climat favorable à l'union des droites, conscients que celle qui s'y est opposée, Marine Le Pen, est absente.

Cette dernière – dont la participation à la présidentielle de 2027 est menacée par son procès en appel dans l'affaire des assistants parlementaires européens du Front national – a toujours fait obstacle à ces mariages de circonstance. Elle se méfie de l'influence des milliardaires et conserve un vieux fond populiste.

Mais d'autres absents fâchent davantage : les dirigeants des Républicains. *« La porosité intellectuelle est forte, mais ceux qui résistent à l'union ne sont pas là, les LR »*, déplore Eric Ciotti. C'était pourtant l'objectif affiché des promoteurs : *« Ouvrir et promouvoir une politique verticale, libérale, pour casser la mécanique d'affrontement identitaire qui risque de phagocyter les prochains scrutins. »*

« Détournement populiste »

La soirée – dont le modèle sera décliné d'ici 2027 – était ainsi présentée comme un débat sur le libéralisme. *« Dans un pays rongé par la dette, la norme, le contrôle et l'infantilisation des citoyens, ce sommet marque le retour de l'idée libérale dans le débat public »*, promettaient les organisateurs. Mais les principales figures politiques, médiatiques, philosophiques ou universitaires de ce courant de pensée en France sont absentes. Les personnalités promues ce soir par les sphères de MM. Stérin et Bolloré sont-elles libérales ? Le 15 avril, dans une note pour le think tank Fondapol, l'historien Jérôme Perrier notait *« le détournement populiste du courant libertarien »* dont l'incarnation est le président argentin, Javier Milei, qui entre en contradiction avec les piliers du libéralisme, notamment sur l'immigration, les modes de vie ou la question des monopoles.

Le 24 juin, dans une tribune pour le journal *L'Opinion* et dans un article de *L'Humanité*, les cadres de Génération libre, authentique think tank libéral, ont mis en garde contre la dissolution des libéraux *« au sein d'un axe réactionnaire et vertical »*. Charge violente de l'essayiste Gaspard Koenig dans le quotidien communiste : *« Ce qui constitue le libéralisme, à mon sens, c'est précisément ce que combat cette mouvance ; eux, ils veulent une société homogène où la liberté ne vaut que pour ceux qui leur ressemblent. »*

De fait, l'immigration, bien plus que le libéralisme économique ou philosophique, constitue le liant entre ces différentes mouvances de droite et d'extrême droite, cette dernière étant, de très loin, la plus représentée parmi les spectateurs. *« Il y a deux raisons qui ont coulé la France… »*, commence ainsi l'essayiste Olivier Babeau, co-organisateur, interrompu par un cri au fond de la salle : *« L'immigration ! »* Lui pensait aux 35 heures et à la retraite à 60 ans.

> **« La porosité intellectuelle est forte, mais ceux qui résistent à l'union ne sont pas là, les LR »**
>
> ÉRIC CIOTTI
> président de l'Union des droites pour la République

Dans les discussions des spectateurs, sur la table de livres, dans les interventions politiques : partout se retrouvent les obsessions des puissances invitantes. Contre l'impôt, contre la norme, contre les *« flemmards »*, contre l'immigration, contre les syndicats ou les agences de l'Etat… Un ouvrage promet également la vérité sur *« les manœuvres maçonniques pour le "droit à mourir" »*. Dans un autre coin de la salle, un stand, orné d'un gilet jaune et d'une casquette rouge *« Make money great again »*, détournement du slogan de Donald Trump, vend des formations à l'univers du bitcoin. Dans la salle, l'homme d'affaires Pierre Noizat, l'un des pionniers des cryptomonnaies en France, rêve d'un monde où disparaîtrait le monopole de la monnaie.

Entreprise d'influence

En loges et dans le hall, fuyant la moiteur de la salle, les petites mains s'affairent, un mélange de journalistes du *Journal du dimanche* et de salariés de Progressif Media, la nouvelle agence de communication en vogue à l'extrême droite. Vivendi, le groupe de Vincent Bolloré, en est devenu l'actionnaire en 2024 et l'a installée dans les locaux de Lagardère, où Progressif Media côtoie les médias CNews, Europe 1 et *Le JDD*.

Aux manettes du « sommet des libertés », on retrouve une petite société de communication nommée « Fiat Lux », fondée par deux militants de la droite conservatrice : Ludovic de Froissard, ancien militant de La Manif pour tous et des Eveilleurs, qui a tenté de fonder une banque en ligne soutenue par le Fonds du bien commun de Pierre-Edouard Stérin ; et Paul Valadier, qui dirigeait la régie publicitaire de *Valeurs actuelles* sous son ancienne direction – cette dernière est depuis passée au *JDD* – et collabore également à Progressif Media.

Ironie : pendant la soirée était diffusé, sur France 2, un épisode du magazine « Cash Investigation » revenant sur l'entreprise d'influence politique par Pierre-Edouard Stérin. Eric Ciotti a volé au secours de celui qui l'alimente en candidats, en cadres ou en services rendus : il a dénoncé la présumée absence de neutralité du service public de l'audiovisuel, et n'a pas manqué de réclamer la suppression de l'Arcom. Comme lui, pas un intervenant politique n'a oublié de dénoncer le scandale qu'a constitué, selon eux, la disparition de C8. Une attention que l'hôte du soir a dû considérer comme la moindre des politesses de la part de ses invités. ■

CLÉMENT GUILLOU

Stérin n'en finit pas d'étendre ses projets d'influence politique

Le milliardaire parraine un institut de formation et multiplie les rachats de comptes influents sur les réseaux sociaux

Le milliardaire Pierre-Edouard Stérin a beau menacer de poursuites judiciaires quiconque l'assimilerait à l'extrême droite, c'est bien vers ce camp qu'il se tourne pour accroître son influence sur la vie politique française. Ainsi parraine-t-il un institut de formation fondé par Xavier Fruleux, une figure discrète de cette famille politique, visant à préparer des dirigeants du secteur privé à exercer des responsabilités publiques.

La formation de cadres issus du privé aux problématiques politiques est l'une des pierres angulaires de l'échafaudage politique de Pierre-Edouard Stérin, qui encourage par plusieurs projets la montée en puissance des idées libérales conservatrices. En gestation depuis l'automne 2024, l'Institut des hautes études de l'action publique (IHEAP) a été discrètement annoncé sur le réseau LinkedIn par son fondateur. Pierre-Edouard Stérin l'a relayé lundi 23 juin, après que *Le Monde* est entré en contact avec M. Fruleux.

Officiellement, l'IHEAP est une *« initiative personnelle »*, affirme ce dernier, démentant tout lien avec M. Stérin. C'est pourtant la société Otium Impact, l'un des fonds d'investissement du milliardaire, qui a déposé le nom de domaine du site internet de l'institut, dès novembre 2024. Mis en ligne le 23 juin, le site est dépourvu de toutes mentions légales, et la marque n'a pas encore été déposée.

Sphères identitaires flamandes

Si le nom de Xavier Fruleux est méconnu du grand public, l'homme a déjà une riche expérience à l'extrême droite. Dans le Vaucluse, il a accompagné les succès électoraux de la famille Bompard – Jacques Bompard a été maire d'Orange entre 1995 et 2021, son fils Yann lui succédant ; son épouse, Marie-Claude Bompard, a été l'édile de Bollène entre 2008 et 2020 – et de la Ligue du Sud, leur petit parti d'extrême droite islamophobe et conservateur, rival local du Front national (ancêtre du Rassemblement national). Il fut le directeur de cabinet de Mme Bompard à la mairie de Bollène pendant onze ans (2009-2020) et élu conseiller départemental avec elle en 2015.

Membre actif des sphères identitaires flamandes pendant sa jeunesse à Lille, il assistait à la convention du Bloc identitaire à Orange, en 2012, et soutenait, une fois élu, les actions du collectif Génération identitaire – aujourd'hui dissous. Catholique traditionaliste, il accompagnait également le clan Bompard au Vatican, en 2018, pour remettre au pape François une lettre s'inquiétant de son discours favorable aux migrants.

Ces dernières semaines, selon des courriels consultés par *Le Monde*, M. Fruleux a cherché à constituer un « comité d'honneur » pour donner de la crédibilité au projet, et promettait que la formation serait adossée à l'Institut catholique d'enseignement supérieur, l'un des centres de formation de la droite conservatrice. Ces deux ambitions ont été abandonnées, dit-il désormais. La formation, sur dix mois – un samedi par mois et un séminaire de sortie, pour 2 000 euros –, sera destinée à des cadres du secteur privé souhaitant s'engager dans l'action publique, afin de former une *« nouvelle élite administrative et politique »* pour appliquer *« les réformes* [qui seront] *indispensables au redressement de la France* (…) *auprès des responsables politiques »*. La mission ? *« Au service de la France et du bien commun »*, ajoute M. Fruleux, presque une formule déposée des projets de Pierre-Edouard Stérin.

Lignes éditoriales

Au *Monde*, le fondateur écrit pourtant que ce *« projet est "apartisan" et n'a pas vocation à aborder les questions liées aux idées politiques, aux programmes ou à la philosophie politique »*. Sur LinkedIn, l'annonce de l'IHEAP a été saluée à la fois par les piliers de la sphère Stérin et par de nombreuses figures identitaires. *« Parfait pour compléter le dispositif général ! »*, se félicite Romain Petitjean, coordinateur de l'Institut Iliade, le fer de lance de cette mouvance racialiste

Ces dernières semaines ont vu s'accélérer les projets de M. Stérin dans un autre domaine, l'acquisition de marques sur les réseaux sociaux. Par le biais de diverses sociétés remontant jusqu'à une holding, basée en Belgique où il s'est exilé pour des raisons fiscales, le milliardaire a acquis deux acteurs importants de l'« infotainment ». Le 11 juin, la société détentrice du compte d'actualité sur les réseaux sociaux Cerfia (1,2 million d'abonnés sur X) a été rachetée par un véhicule d'investissement. L'opération, remarquée quelques jours plus tard par des utilisateurs du réseau social, a fait perdre quelques dizaines de milliers d'abonnés au compte.

Quelques semaines plus tôt, Adventure, via une autre filiale, a entamé l'acquisition du réseau Explore Media, qui se définit comme un média consacré à la *« connaissance, qui rassemble plus de 8 millions d'abonnés »* gratuits. Le rachat, rapporté en mars par *La Lettre*, est une pierre en plus à l'édifice bâti par les équipes de M. Stérin.

Aucun changement n'est perceptible pour l'heure sur les différents comptes de Cerfia ou d'Explore Media, mais le milliardaire n'a jamais fait mystère de sa volonté de peser sur la ligne éditoriale des médias qu'il rachetait. Il avait ainsi essuyé le refus de la rédaction de *Marianne*, à l'été 2024, puis du groupe Bayard, où la nomination annoncée de son ancien homme de confiance Alban du Rostu avait été perçue comme une tentative d'entrisme.

Sa première acquisition de taille dans le secteur des réseaux sociaux était le rachat, en 2024, de Marmeladz, une agence d'influenceurs et de contenus en ligne orientée vers le divertissement. C'est le fondateur de Marmeladz, Adrien Aversa, que Pierre-Edouard Stérin et son numéro deux, Edward Whalley, ont placé à la tête des différentes structures possédant désormais Cerfia et Explore Media. ■

CL. GU.

TikTok : « Chaque mois qui passe sans régulation, des jeunes sont sacrifiés »

La commission d'enquête parlementaire sur les effets psychologiques du réseau social sur les mineurs s'est achevée, mardi. Sa rapporteuse, Laure Miller, et son président, Arthur Delaporte, dressent un bilan

ENTRETIEN

Quels sont les effets psychologiques de TikTok sur les mineurs ? C'est la question à laquelle tente de répondre la commission d'enquête parlementaire lancée en mars. Après une consultation publique ayant généré 30 000 réponses, les députés ont entendu plus de 150 acteurs et experts. Alors que les auditions ont pris fin mardi 24 juin, la rapporteuse, Laure Miller (Ensemble pour la république), et le président, Arthur Delaporte (Parti socialiste), font le bilan, avant la remise du rapport, prévue en septembre.

Cette commission d'enquête avait pour objet d'examiner l'effet psychologique de TikTok sur les mineurs. Après cette série d'auditions, quelle conclusion en tirez-vous ?

Laure Miller : Malgré certaines nuances, il y a des effets psychologiques indéniables sur les plus jeunes, ce qui doit nous conduire à l'application d'une forme de principe de précaution. On ne peut pas, sous prétexte que certains jeunes peuvent avoir du recul sur cette application, sacrifier une partie de nos enfants qui, eux, peuvent subir un impact extrêmement néfaste de TikTok.

Arthur Delaporte : Les principaux impacts tiennent à l'efficacité de son algorithme, la privation du temps de sommeil, et le catalyseur de mal-être que représente l'application.

Au fil de cette enquête, qu'avez-vous découvert qui vous a le plus surpris ?

A. D. : Le déni des plateformes de leur responsabilité. C'est le plus choquant.

L. M. : Oui, leur mauvaise volonté : ils ont les moyens de faire quelque chose et ne le font pas.

A. D. : Ce qui nous a surpris aussi, c'est le sentiment d'impuissance d'un grand nombre d'acteurs publics. C'est le lapin devant les phares de la voiture : tétanisé et qui ne fait rien, ou pas assez. Sachant que, chaque mois qui passe sans régulation, des jeunes sont sacrifiés. Il ne faut pas longtemps pour tomber dans une spirale de noirceur. Il y a urgence.

Vous avez auditionné les représentants de TikTok, qui ont assuré que la sécurité de leurs utilisateurs, notamment les mineurs, était la priorité de la plateforme. Vous ont-ils convaincus ?

L. M. : Pas du tout. Ils donnent une belle leçon de langue de bois aux politiques ; nous qui pensions en avoir le monopole ! C'était insupportable. Notre objectif était de leur montrer la réalité, avec des témoignages et des vidéos toujours en ligne. Ils ont reconnu des failles. Ça nous a permis de mettre en évidence l'imposture de leur discours. Ils disaient : « Notre modèle économique ne tourne pas autour des jeunes, on s'en fiche, qu'ils soient là ou pas. » Alors dans ce cas, qu'ils mettent en place un système de vérification de l'âge ! Ils en ont les moyens techniques, mais ils attendent les autres avant de le faire. C'est de la mauvaise foi.

> **« Notre objectif était de montrer la réalité aux représentants de TikTok »**
> LAURE MILLER
> rapporteuse de la commission d'enquête parlementaire

Une série d'auditions a retenu l'attention, celle d'influenceurs controversés. Notamment une séquence : quand le masculiniste Alex Hitchens, en visioconférence, vous a raccroché au nez. Allez-vous le poursuivre ?

A. D. : On y réfléchit. Parce que le respect des institutions et des lois est cardinal. C'est vrai que cette audition a mis les projecteurs sur cette commission d'enquête, alors que la presse ne s'en faisait pas suffisamment l'écho, ce qui est triste, car les auditions les plus fortes, comme celles des victimes, et les plus sidérantes, comme celles des responsables de TikTok, n'ont pas connu le même sort. C'est une illustration de la manière dont les réseaux sociaux radicalisent le débat public : l'algorithme met en avant des contenus choquants, alors que, quand on cherche à faire de la pédagogie, on est hors des radars. Il y a eu cette reprise médiatique parce qu'il y avait de l'écho sur les réseaux sociaux.

Cela a aussi fait gagner en visibilité Alex Hitchens, qui capitalise sur cet épisode pour faire sa promotion et développer un discours antisystème. Regrettez-vous d'avoir offert une tribune à ces influenceurs ?

> **« Ce qui nous a surpris, c'est le déni des plateformes de leur responsabilité »**
> ARTHUR DELAPORTE
> président de la commission d'enquête parlementaire

A. D. : Je ne regrette absolument pas, car on a appris des choses de leurs auditions. On a vu leur déni, on a vu leurs soucis aussi. On leur a posé des questions sur leurs revenus : c'est notre travail, de nous intéresser à la mécanique économique derrière tout ça, parce que, si les contenus existent et sont « poussés », c'est qu'ils rapportent de l'argent. Là, ils vont gagner de l'argent sur le dos de l'Assemblée nationale, mais comme ils gagnent de l'argent sur le dos des mineurs ! Ce qui doit nous choquer, ce n'est pas que l'Assemblée ait contribué à ce qu'ils génèrent des revenus, c'est qu'ils génèrent des revenus sur des contenus problématiques.

Vous avez laissé entendre, lors de l'audition des représentants de Meta, YouTube et X, que les plateformes devraient avoir des conditions d'utilisation « plus vertueuses que le droit », en interdisant, par exemple, certains propos sexistes mais légaux. Ça peut paraître surprenant de la part de législateurs…

A. D. : Non, parce que la loi ne peut pas être à chaque fois la mieux-disante. Prenons le droit des contrats : si vous voulez instituer la semaine de quatre jours dans votre entreprise, qu'est-ce qui vous en empêche ? Il y a là plutôt un effet rhétorique qui ne s'observe pas en réalité : Facebook a une politique restrictive sur la nudité, que le droit n'interdit pas, et à côté de ça vous avez des propos clairement à la frange de l'illégalité, qui sont tolérés. Il y a une hypocrisie terrible. Aujourd'hui, TikTok est le réseau qui va intervenir un peu plus, mais ce « un peu plus » n'est pas suffisant.

Vous comptez publier votre rapport en septembre, assorti d'une série de recommandations, qui pourraient aussi concerner les autres plateformes. Avez-vous déjà quelques idées ?

L. M. : C'est délicat de commencer à en parler. Je veux que le rapport porte la parole de tous mes collègues membres de la commission. Ce n'est pas un sujet de clivage, une grosse part du travail peut être faite de façon transpartisane.

A. D. : Les plateformes évoluent à une vitesse plus rapide que la régulation ne s'adapte, mais, dans cette course contre la montre, j'ai l'impression qu'il se passe quelque chose du côté des acteurs publics. Ce qui s'est passé la semaine dernière a mis une piqûre de rappel sur le fait qu'il ne fallait pas tarder. On a reçu des remerciements en cascade de familles de victimes, d'acteurs de l'écosystème ou de parents inquiets, pour nous être emparés du sujet. C'est ça, notre principal moteur. Peu importent les critiques de masculinistes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR MORGANE TUAL

Bonnes adresses

Le Monde — Reproduction interdite

Tarifs 01/01/25
Prix à la ligne : 15,50 € HT - 18,60 € TTC
Autres formats : nous consulter
stephane.pesque@mpublicite.fr

Portofino 3 places
2290€

Design et fabrication italiens. L209 x P101 x H87 cm, présenté en tissu Fervor (100% polyester). Nombreux revêtements au choix ; autres dimensions possibles. Ecopart incluse, prix hors livraison.

EspaceTopper©
Maison familiale depuis 1926

LE PLUS GRAND ESPACE CANAPÉ À PARIS
7J/7 • M° Charles Michels
63 rue de la Convention Paris 15 • 01 45 77 80 40
147 rue Saint-Charles Paris 15 • 01 45 75 02 81
Canapés, literie, mobilier : nos adresses sur www.topper.fr

MAISON CHARLES ANTIQUE ACHÈTE

L'ABUS D'ALCOOL EST DANGEREUX POUR LA SANTÉ, À CONSOMMER AVEC MODÉRATION.
La maison recherche également bien d'autres produits
Déplacements réguliers et gracieux dans toute la France
Expertises gratuites & paiement immédiat
N'hésitez pas à nous contacter pour tout renseignement
par téléphone au 06 19 89 55 28
email : antique.charles@gmail.com / maisoncharles-antique.fr

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
(tous les mercredis & samedis)

Vos acheteurs et locataires sont parmi nos lecteurs.

LIGNAGE
Prix à la ligne :
15,50 € HT - 18,60 € TTC

MODULES
Merci de nous consultuer

stephane.pesque@mpublicite.fr

145-147 rue St-Charles Paris 15, M° Charles Michels, 01 45 75 02 81
63 rue de la Convention Paris 15, M° Charles Michels, 01 45 77 80 40
Canapés, literie, mobilier sur 3000 m² : nos adresses sur www.topper.fr
SOLDES DU 25 JUIN AU 22 JUILLET 2025

Le Monde

RUBRIQUE BONNES AFFAIRES
POUR VENDRE, VOULEZ-VOUS LE BON PLAN OU LE MEILLEUR ?
stephane.pesque@mpublicite.fr

ACHAT VINYLES

Disquaire sérieux et passionné.
20 ans d'expérience.
Achète vinyles 33 et 45 tours
Jazz, Pop Rock, Soul Funk, World, Hip Hop, Classique…
Je me déplace. Paiement comptant.
David B : 06 07 44 03 77

Le Monde

RUBRIQUE IMMOBILIER
stephane.pesque@mpublicite.fr

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Aisne : angoisse après des infections alimentaires

A Saint-Quentin, 22 cas ont été enregistrés, parmi lesquels une enfant de 12 ans qui est décédée le 16 juin

REPORTAGE
SAINT-QUENTIN (AISNE) - *envoyée spéciale*

Petite valise rose à la main, Luc Zscharnack n'est pas mécontent de rentrer chez lui, à Aix-en-Provence (Bouches-du-Rhône), 900 kilomètres plus au sud. *« Surtout qu'il y a plein de poison chez vous apparemment ! »*, lance-t-il à celle qui lui sert un café à emporter dans la gare de Saint-Quentin (Aisne), mardi 24 juin. Un *« Oh là là ! »* fuse en retour. Face à la série de graves intoxications alimentaires qui touche sa ville, la serveuse abonde : *« Je ne mange plus de viande jusqu'à ce qu'on sache. »* Et encore, poursuit-elle, *« je ne vous dis pas le soulagement »* quand la piste de l'eau a été éliminée. Les premiers jours, c'était *« psychose et parano »*, résume-t-elle à son client.

Depuis une dizaine de jours, Saint-Quentin vit au rythme des fermetures de boucheries et des communiqués de l'agence régionale de santé (ARS) et de la préfecture de l'Aisne. Le dernier en date, publié mardi, recense vingt et un enfants et une personne âgée pris en charge pour des symptômes digestifs sévères depuis le 12 juin, dont neuf ont développé un syndrome hémolytique et urémique, une complication qui peut être mortelle. Soit trois victimes de plus que la veille : un bébé de 9 mois et demi, un enfant de 6 ans et une personne âgée, qui n'ont pas déclaré le syndrome. Dix d'entre eux sont toujours hospitalisés, dont quatre dialysés.

« A ce stade, la cause la plus probable de la contamination est la consommation de viande », précise le communiqué. En cause, la bactérie *Escherichia coli* (*E. coli*). L'incubation pouvant durer jusqu'à dix jours après la consommation des aliments incriminés, et les deux dernières boucheries ayant été fermées samedi 21 juin, la liste pourrait s'allonger.

Le 16 juin, une chape de plomb s'est abattue sur la ville. Elise, 12 ans, est morte des suites du syndrome hémolytique et urémique. La douleur des parents, *« j'imagine même pas »*, chuchote l'employé d'une agence de location de voitures du centre-ville, comme pour conjurer le sort. Lui a une préadolescente d'à peine un an de moins ; la fille de son collègue était *« copine »* avec Elise. La sous-préfecture de l'Aisne compte près de 53 000 habitants, trop grand pour connaître tout le monde, mais assez petit pour connaître quelqu'un qui la connaissait.

La maire de la ville, Frédérique Macarez (Les Républicains), évoque une petite fille pleine de vie, *« emblème »* du club de gym. *« Une telle situation sanitaire, la mort d'une enfant, c'est tout ce qu'on redoute. Alors on leur doit des réponses, aux parents d'Elise et à tous les autres. »* Hôpitaux, mairie, préfecture, rectorat… Les institutions ont œuvré ensemble pour tenter de répondre à la crise. La justice également, avec une enquête préliminaire, ouverte contre X, le 19 juin, des chefs d'« homicide volontaire », « blessures involontaires », « mise en danger de la vie d'autrui et tromperie sur la marchandise présentant un danger pour la vie humaine ».

Les investigations ont été confiées à l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique, à la brigade nationale d'enquêtes vétérinaires et phytosanitaires et au service départemental de police judiciaire de Saint-Quentin, a précisé la procureure de la République, Stéphanie Lescaut.

Contrer les rumeurs

En croisant ce que les enfants ont pu manger, l'enquête sanitaire a mené à la fermeture successive et préventive de six boucheries, dans l'attente des résultats d'analyses, qui devraient être connus à la fin de la semaine.

Lilio, elle, a fêté ses 4 ans samedi 21 juin. Elle a eu droit à une fête avec piscine, paillettes et sa famille réunie autour d'elle. *« On était vingt-cinq à table »*, compte sa mère, Emeline Dhirson. Ils sont autant, depuis, à surveiller le moindre symptôme qui pourrait survenir. Car, le lendemain de la fête, la jeune femme de 29 ans a découvert que la boucherie de l'Intermarché de Gauchy, où elle avait acheté la viande, était fermée à son tour. Elle a gardé ce qu'il lui restait au congélateur, si jamais *« ils »* avaient besoin de faire des prélèvements, lui a-t-on conseillé quand elle a appelé le numéro mis en place à la préfecture de Laon.

Douze agents se sont relayés au sein de cette cellule d'information au public depuis l'ouverture de la ligne, samedi 21 juin, pour répondre à près de 280 appels, entre 8 heures et 18 heures. Avec deux objectifs, résumés par Nadine Lombardi, l'adjointe au directeur du cabinet de la préfète de l'Aisne : *« Répondre aux angoisses et interrogations légitimes de la population et éviter l'engorgement des urgences et du 15. »*

Mardi, elles sont trois de permanence. L'une d'elles décroche à la première sonnerie. Une femme signale un rat aperçu sur un pack d'eau, il y a plusieurs mois, alors qu'elle faisait ses courses dans un supermarché. *« La bactérie n'a rien à voir avec les rats, mais c'est bien noté madame. »* Un autre demande s'il peut manger la viande achetée le 23 mai dans une des boucheries fermées, soit une semaine avant la période indiquée comme problématique par l'ARS. *« Principe de précaution »*, lui répond-on. Ce qui veut dire non.

« Le problème, c'est qu'avec l'angoisse les gens n'ont plus le bon sens habituel. Ça fait tellement peur », explique l'écoutante. Alors elles rassurent et tentent de répondre aux questions sur le chien qui a mangé les restes, le nombre de passage aux toilettes par jour qui mérite de s'inquiéter, une piscine qui a *« étrangement fermé »* (en raison d'un incendie), les menus sans risque pour les enfants ou les possibilités de remboursement, car aux questions sanitaires s'ajoutent celles des fins de mois difficiles.

Un homme a mangé de la viande d'une boucherie fermée. *« Bien cuite »*, précise-t-il à l'autre bout du fil. *« Restez vigilants et surveillez vos symptômes. Et surtout, en cas de diarrhées sanglantes, appelez le 15. »* Une mère explique que son enfant somnole et a des maux de ventre. Elle est renvoyée vers le 15. *« Nous ne sommes pas médecins, en cas de doute, on relaie au SAMU. »*

Surtout, insistent les écoutantes, il n'y a *« pas de questions bêtes »*. La préfète de l'Aisne, Fanny Anor, acquiesce : *« C'est en répondant à tout qu'on évite aux gens de se retrouver seuls avec leurs questions sur les réseaux sociaux. »*

Comme pour toute crise désormais, fausses informations et rumeurs à contrer circulent. D'où les communiqués, diffusés chaque jour, insiste la préfète. Une équipe était en route, mardi après-midi, vers les soignants du centre hospitalier pour créer des *« capsules »* vidéo à diffuser sur les réseaux sociaux, à partir de questions posées par la population, ajoute Frédérique Macarez.

« On a arrêté le barbecue »

Toutes deux estiment que *« jusqu'à maintenant »*, l'organisation mise en place semble fonctionner. D'ailleurs, le rectorat de l'académie d'Amiens confirme que le taux d'absentéisme dans les écoles de Saint-Quentin est *« normal en cette période de l'année »*, et la mairie ne note pas de retrait particulier des cantines scolaires. *« La restauration scolaire n'est ciblée dans aucun des cas recensés »*, insiste le point de situation de l'ARS et de la préfecture.

Devant l'Intermarché de Gauchy, Murielle précise tout de même avoir vérifié le menu de son fils de 9 ans avant de le laisser à la cantine : *« Pâtes au fromage ce midi, c'était OK. »* Elle lui a longuement expliqué pourquoi il ne mangerait plus de viande jusqu'à nouvel ordre. *« Il m'a dit que, de toute façon, il préfère aussi. »* Face aux angoisses des enfants, la maire de Saint-Quentin prévient déjà qu'il faudra mettre en place *« quelque chose »* pour les soulager et *« les faire parler »* lorsque la crise sera passée.

L'enquête sanitaire a mené à la fermeture de six boucheries, dans l'attente des résultats d'analyses

Devant une école primaire du centre-ville, Anne Caudron salue prestement un autre parent. *« C'est rapide le midi ! »* Sa belle-mère ne pouvait pas récupérer ses trois petits comme habituellement. *« On aurait dû les mettre à la cantine ce midi, mais on préfère attendre les résultats des analyses… »* Elle est médecin et sait bien que les enfants ne sont pas les plus précautionneux quant au respect des gestes barrières. *« Mais les adultes, c'est pareil ! Les gens faisaient comme s'il ne se passait rien à la Fête de la musique ou au club de foot. Je ne comprends pas. »*

Le week-end des 21 et 22 juin, l'Olympique saint-quentinois a organisé un tournoi rassemblant plusieurs centaines de petits joueurs de 6 ans à 9 ans. Depuis, le club subit une déferlante d'insultes sur les réseaux sociaux. *« On nous a même traités de meurtriers »*, raconte le secrétaire général, Thierry Minouflet, également cadre de santé à l'hôpital de Saint-Quentin. En cause : un post publié sur la page Facebook du club de foot le samedi, expliquant que de la viande d'une nouvelle boucherie, fermée le jour même, avait été vendue au barbecue.

« Mais les enfants avaient des sachets repas spéciaux avec des sandwichs au jambon ou à la dinde, le barbecue était organisé pour les accompagnants. Et manger de la viande des boucheries ouvertes n'était pas interdit ! » Si des mesures plus drastiques avaient été prises, *« évidemment »* qu'elles auraient été suivies, ajoute-t-il en insistant : *« Dès qu'on a su pour la boucherie, on a arrêté le barbecue et tout jeté. On n'est pas irresponsables, au contraire, on a été très transparents dès qu'on a su. »* Thierry Minouflet comprend les inquiétudes, mais *« là, ça va trop loin »*. Lui aussi attend les résultats des analyses pour *« enfin »* pouvoir souffler. En août, il fêtera ses 60 ans. *« J'espère qu'on sera loin de tout ça d'ici là. Et qu'on pourra faire un barbecue. »* ■

LUCIE SOULLIER

Devant le rayon boucherie, fermé temporairement, de l'Intermarché de Gauchy (Aisne), le 23 juin. FRANÇOIS NASCIMBENI/AFP

Les graves complications provoquées par certaines bactéries « E. coli »

Si la plupart de ces organismes sont inoffensifs, certains peuvent entraîner des « altérations rénales et neurologiques »

Les bactéries *Escherichia coli* (*E. coli*), comme celle impliquée dans la série d'infections alimentaires recensées dans l'Aisne, sont omniprésentes dans les organismes humains et animaux, notamment dans le tube digestif. Si la grande majorité des souches d'*E. coli* sont inoffensives, certaines, comme les souches d'*E. coli* entérohémorragiques (ECEH) retrouvées chez les ruminants, sont pathogènes. Les ECEH ont des gènes de virulence qui leur permettent d'adhérer aux cellules de la paroi du tube digestif. Dans la plupart des cas, ils vont entraîner des diarrhées, parfois sanglantes.

« Mais, dans 10 % des infections chez les enfants, cela va conduire à une infection sévère, le syndrome hémolytique et urémique [SHU], précise François-Xavier Weill, directeur du centre national de référence à l'Institut Pasteur. *En effet, ces bactéries contiennent également des gènes codant pour une toxine – la shigatoxine – qui va se diffuser dans le sang et, dans certains cas, provoquer une anémie et des altérations rénales et neurologiques. »* Le SHU est mortel dans environ 1 % des cas.

La transmission de ces bactéries survient principalement lors de la consommation d'aliments contaminés (le plus fréquemment de la viande crue ou peu cuite, ou de produits laitiers au lait cru, mais aussi de végétaux). Des contaminations environnementales peuvent se produire par l'intermédiaire des sols, de l'eau ou du contact avec un animal. Chaque année, en France, environ 170 cas d'infections sévères à *E. coli* sont recensés chez les enfants. *« Il s'agit en grande majorité de cas isolés, il est rare d'observer une épidémie liée à une même souche »*, explique François-Xavier Weill.

Selon l'ONG Foodwatch, le dispositif de surveillance de sécurité des aliments est lacunaire

Pour les personnes touchées, *« le traitement est essentiellement symptomatique*, précise M. Weill, *souvent en réanimation, de façon à compenser le rein qui ne fonctionne plus avec de la dialyse et transfuser s'il n'y a plus assez de globules rouges »*. Les autorités sanitaires insistent sur la prévention : se laver les mains avant de manipuler les aliments et de les consommer, et, pour les enfants, bien cuire les viandes et ne pas consommer de produits au lait cru.

Autocontrôles des fabriquants

Les toxi-infections alimentaires font l'objet d'une obligation de déclaration des médecins, et une enquête sanitaire est déclenchée lors de signaux de cas groupés. Mais, selon l'ONG Foodwatch, le dispositif de surveillance est lacunaire. *« La réaction des autorités est malheureusement d'agir en pompiers quand il est trop tard*, déplore Ingrid Kragl, directrice de l'information chez Foodwatch. *Ce sont le décès d'une enfant et le nombre important d'hospitalisations qui ont donné l'alerte à Saint-Quentin. Or cela devrait se passer dans l'autre sens : sur des produits aussi sensibles que de la viande, les autocontrôles et des contrôles réguliers auraient dû empêcher un tel scandale sanitaire de survenir. »*

Le système de surveillance de sécurité sanitaire repose en effet en premier lieu sur les autocontrôles des fabricants avec une obligation de transparence en cas de non-conformité et de rappel des produits, surveillés par des contrôles sanitaires des autorités. Après plusieurs scandales majeurs, les services de contrôle ont été réorganisés en 2023. Auparavant dispersée entre le ministère de l'agriculture et celui de l'économie, cette mission a été placée sous la tutelle de la direction générale de l'alimentation (DGAL). Mais la question des moyens alloués reste posée. Alors que des syndicats déplorent l'externalisation d'une partie des contrôles, la DGAL assurait, début mai, que les effectifs avaient augmenté, sans donner de chiffre précis. Pour Ingrid Kragl, *« les moyens dédiés à la sécurité sanitaire sont insuffisants et les résultats des contrôles opaques. Les retraits-rappels de produits ne donnent jamais lieu à des sanctions. En bout de chaîne, ce sont toujours les consommateurs qui en paient les conséquences »*. ■

MATHILDE GÉRARD

A l'Assurance-maladie, un vaste plan d'économies

L'institution propose 3,9 milliards d'euros de réduction des coûts pour le budget 2026 discuté à l'automne

Ce sont 3,9 milliards d'euros d'économies préconisées pour 2026, soit deux fois plus qu'en 2025, et 22,5 milliards d'euros au total à l'horizon 2030. Les montants suggérés dans le rapport annuel « charges et produits » de l'Assurance-maladie, rendu public mardi 24 juin, atteignent des niveaux inédits. Ce document, élaboré par la Caisse nationale d'assurance-maladie (CNAM), et qui doit être adopté par son conseil, le 3 juillet, sert à éclairer la représentation nationale, en amont des débats parlementaires sur le projet de loi de financement de la Sécurité sociale, à l'automne. Il paraît, cette fois, dans un contexte particulièrement tendu, alors que les alertes s'accumulent sur les comptes de la Sécurité sociale.

« L'Assurance-maladie est à un tournant », a déclaré Thomas Fatôme, directeur général de la CNAM, en appelant à des *« choix structurants pour préserver* [le] *système de santé solidaire »* et *« trouver les moyens de garantir sa soutenabilité »*. Avec 16 milliards d'euros de déficit en 2025, et une perspective d'aggravation – 19,4 milliards en vue en 2029, selon les projections budgétaires, a-t-il rappelé –, il y a urgence. Si la majeure partie du niveau de déficit actuel s'explique par le non-financement du Ségur de la santé (les revalorisations des soignants, actées en 2020, qui représentent environ 13 milliards d'euros), la dynamique des dépenses inquiète tout autant.

Le vieillissement de la population va de pair avec l'augmentation du nombre de malades chroniques, notent les responsables de l'Assurance-maladie. Les chiffres sont évocateurs : le nombre de personnes prises en charge à 100 % par l'Assurance-maladie sous le régime de l'affection longue durée (ALD) pourrait passer de 14,1 millions d'euros en 2023 à 18 millions d'euros en 2035, au vu de la tendance actuelle.

Equation impossible

Pour 2026 et au-delà, les leviers d'économies déclinés au gré de soixante propositions mises au débat par l'organisme national s'articulent autour de plusieurs axes, allant de la prévention à la réorganisation du système de soins, en passant par la volonté d'appliquer le *« juste soin au juste prix »*. Avec des mesures classiques portant sur l'amélioration de l'efficience et de la pertinence des soins, la baisse des prix des médicaments ou encore la lutte contre la fraude. Et d'autres, qui pourraient faire débat.

Sur les arrêts maladie, alors que les indemnités journalières ne cessent de progresser depuis la pandémie de Covid-19, l'Assurance-maladie préconise notamment de limiter la durée d'arrêt que peut prescrire un médecin (hors patient ALD), afin de *« garantir un vrai suivi médical de la personne arrêtée et la pertinence de l'arrêt »*. Elle propose encore de réfléchir à une sortie du dispositif d'ALD pour des *« personnes en situation de guérison ou de rémission de certaines pathologies »*, comme des *« cancers en phase de rémission »*.

> **« L'Assurance-maladie est à un tournant »**
> THOMAS FATÔME
> directeur général de la Caisse nationale d'Assurance-maladie

Ces propositions de la CNAM surviennent quelques jours à peine après une autre alarme : le gouvernement a été sommé de trouver des économies d'ampleur sur la santé, et ce, dès 2025. Un avertissement, assez inédit lui aussi, émis par le comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance-maladie, veillant au respect de l'Ondam – l'Objectif national de dépenses de l'Assurance-maladie, soit l'enveloppe fixée chaque année pour le secteur de la médecine de ville et l'hôpital.

Ce comité a estimé, dans un avis publié mercredi, qu'il existait un *« risque sérieux »* de dérapage. En l'occurrence, un dépassement supérieur à 0, 5 % de l'Ondam (établi, pour 2025, à 265,9 milliards d'euros), soit de plus de 1,3 milliard d'euros. Cette procédure d'alerte n'avait été déclenchée qu'une fois, en 2007. Les ministères de l'économie et de la santé ont réagi en assurant qu'ils proposeraient *« rapidement »* des *« mesures de correction »*, en s'appuyant notamment sur les propositions de la CNAM, qui doit remettre d'autres suggestions à l'exécutif dans les toutes prochaines heures.

Comment expliquer le dérapage de l'Ondam ? Les prévisions de dépenses ont été jugées, dès le départ, *« fragiles »* par les experts du comité : l'évolution des indemnités journalières (versées pour un arrêt de travail), établie à + 4 %, serait ainsi finalement de + 6,7 %. Autre écart, les économies promises sur les médicaments n'ont pu être réalisées, le protocole entre l'Etat et l'industrie pharmaceutique n'étant toujours pas signé. Une dernière donnée rend l'équation impossible : il n'apparaît pas envisageable d'aller puiser dans les sommes *« mises en réserve »* traditionnellement en début d'exercice (1,1 milliard d'euros cette année), au vu des difficultés budgétaires des hôpitaux. Leur déficit constitue un *« point de fuite majeur »*, ont de nouveau avancé les auteurs, avec quelque 3 milliards d'euros attendus en 2025.

« Il est certain que cet avis va aider à justifier des mesures difficiles », tempère Pierre-Louis Bras, ancien directeur de la Sécurité sociale, qui tient à rappeler que *« cet indicateur montre une chose, c'est que l'on dépasse les prévisions, pas qu'il se passe une catastrophe dans les dépenses de notre système de santé »*.

Reste que l'alerte a déjà des répercussions, qui ont provoqué un branle-bas de combat chez les professionnels de santé : cette procédure entraîne en effet le gel de toutes les revalorisations de tarifs prévues au 1er juillet, reportées au 1er janvier 2026. Médecins spécialistes, chirurgiens-dentistes et kinésithérapeutes sont concernés. *« Nous ne sommes pas responsables de ce dérapage. Nous n'acceptons pas de faire peser ses conséquences sur la profession »*, dénonce Sébastien Guérard, président de la Fédération française des masseurs-kinésithérapeutes rééducateurs, qui appelle à une mobilisation le 1er juillet.

> **Le comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance-maladie a évoqué un « risque sérieux » de dérapage**

Colère des médecins spécialistes

Les médecins spécialistes partagent cette colère : *« Le gel de ces revalorisations, difficilement négociées, touche particulièrement des spécialités qui étaient dans un besoin urgent de soutien, notamment les pédiatres, les psychiatres, les gériatres, les dermatologues, les endocrinologues, les gynécologues et les médecins de réadaptation »*, s'inquiète-t-on au syndicat Avenir Spé-Le Bloc.

Ce qui donne lieu, déjà, à de premières passes d'armes entre acteurs de la santé, alors que le gouvernement n'a toujours pas abattu ses cartes – ses pistes de *« redressement »* seraient attendues d'ici au jeudi 26 juin, ont cru comprendre les syndicats. *« Qu'en sera-t-il des financements de l'hôpital public, auxquels personne n'ose s'attaquer et dont la majorité s'accorde à reconnaître la non-efficience en matière de résultats ? »*, a ainsi fulminé le syndicat de libéraux. *« Nous voulons bien prendre notre part de l'effort, mais tout le monde doit participer : l'hôpital, les patients, les industries pharmaceutiques »*, défend son président, Patrick Gasser.

Un dernier rapport devrait servir au gouvernement, à l'heure des choix : le premier ministre, François Bayrou, a saisi, en mars, trois hauts conseils (financement de la Sécurité sociale ; avenir de l'Assurance-maladie ; famille, enfance et âge), afin qu'ils émettent leurs propositions sur les comptes sociaux. Elles doivent être rendues durant avant la fin juin.

Dans le document de travail de ces trois conseils, que *Le Monde* a pu consulter, apparaissent, outre des pistes « classiques », à l'instar de la meilleure pertinence des soins, des mesures plus délicates, comme le déremboursement de certains médicaments – ceux remboursés à *« 15 % »* et les cures thermales, dont *« le bénéfice médical est faible ou non démontré »*. Avant même l'examen, très incertain, du budget 2026, le débat promet d'être vif. ■

CAMILLE STROMBONI

Gérald Darmanin consulte sur la probation et la réinsertion

Les Etats généraux, lancés mardi, ont été boudés par plusieurs syndicats, qui dénoncent la « politique ultrasécuritaire » du ministre

Il y aurait donc un deuxième Gérald Darmanin. On connaissait le ministre ultramédiatique de la prison, de la lutte contre le narcotrafic et plus largement de la *« refondation sécuritaire »*, pour reprendre ses mots, mais il existerait aussi un autre garde des sceaux, plus méconnu, celui chargé de la réinsertion. Politiquement, on parlerait de la jambe gauche d'un ministre de droite. Mardi 24 juin au matin, du premier étage de la chancellerie et devant une centaine de représentants du monde de la justice, M. Darmanin a profité du lancement des Etats généraux de l'insertion et de la probation pour vanter les vertus du deuxième pilier de sa politique pénale.

« Ces deux démarches, la sécurité et la réinsertion, ne sont pas substituables, elles ne sont pas simplement complémentaires. Elles incarnent en une seule exigence, celle de la République qui punit, qui protège (...) *et qui ne renonce jamais à accompagner et à reconstruire »*, a lancé le garde des sceaux. Dans une démarche, qui, dit-il, *« interroge, disrupte, et bouscule »*, il se donne plusieurs mois de consultations, d'auditions et de tables rondes, avec des magistrats, des universitaires, des agents pénitentiaires et du service de l'insertion et de la probation, afin d'aboutir, fin décembre, à des *« propositions innovantes et consensuelles »*.

En attendant, Gérald Darmanin a d'abord cherché à prononcer des mots réconfortants, à destination des 6 500 agents de l'insertion et de la probation. Une profession peu valorisée, dont le travail est non seulement d'assurer le suivi et le contrôle des obligations prononcées par l'autorité judiciaire, en prison comme en milieu ouvert, mais aussi de préparer la réinsertion. *« Il est urgent de renforcer le rôle structurant de la probation dans la politique pénale, de lui donner des moyens d'agir plus vite, plus directement, et sans doute encore plus efficacement »*, a déclaré M. Darmanin. Et d'ajouter *« ce moment est une écoute, une main tendue particulièrement aux professionnels de terrain qui font un travail difficile et formidable »*.

Hasard du calendrier

Ces phrases ont laissé de marbre Kelly Bianco, la secrétaire nationale de la CGT insertion et probation, qui avait accepté l'invitation place Vendôme. *« C'étaient peut-être des mots gentils, mais ça fait des mois que l'on alerte sur la dégradation de nos conditions de travail, dans un contexte où le ministre ne fait que défendre une politique ultrasécuritaire. »* Le 17 juin, les agents de l'insertion et de la probation ont manifesté pour dénoncer, notamment, la dégradation de leurs conditions de travail. Reçue lundi 23 jun dans l'après-midi par le cabinet du garde des sceaux, Estelle Carraud, la secrétaire nationale du Snepap-FSU, avait fait le choix de sécher cette journée de lancement. *« On voulait marquer le coup, en espérant que ces Etats généraux serviront à autre chose qu'à la communication du ministre »*, argumente-t-elle.

Hasard du calendrier, juste quelques minutes après la fin du discours introductif du ministre, une conférence de presse réunissait, sous l'égide de l'Observatoire international des prisons, 38 syndicats et associations dont le Syndicat de la magistrature, pour dénoncer la *« dérive assumée d'une politique pénale et pénitentiaire inhumaine et insensée »*. Outre la situation dramatique des prisons, les participants ont évoqué la question de la probation.

Paradoxe : le ministre porte une très vieille revendication des organisations syndicales, la création d'une peine de probation que le condamné effectuerait hors de la prison. Une sanction, selon les mots du ministre, à la fois *« unique, autonome et lisible »*, qui se *« substituerait aux mesures dispersées du milieu ouvert »*, comme les travaux d'intérêt général, le bracelet électronique... Elle s'inscrit dans le projet plus vaste de M. Darmanin d'une refonte complète de l'échelle des peines autour de quatre sanctions principales : la prison, la probation, l'amende et les interdictions.

De quoi, a priori, séduire les organisations syndicales. Sauf que celles-ci ne veulent pas entendre parler d'un « codicille », répété à plusieurs reprises par le ministre : en cas de non-respect d'une peine de probation, le condamné partirait, automatiquement, en prison. Ce que refusent les deux organisations majoritaires et le Syndicat de la magistrature.

L'autre ligne rouge est encore plus urticante : Gérald Darmanin laisse entendre depuis plusieurs semaines qu'il serait favorable à la création d'une police de la probation qui aurait en charge le contrôle des obligations faites au condamné. Mais, mardi matin, le ministre de la justice a préféré rester flou sur ses intentions. Comme si l'important, cette fois, était de ne surtout pas brusquer. ■

GRÉGOIRE BISEAU

Le Monde
Formalités & Annonces Légales

ACCESSIBLE 24H/24, BÉNÉFICIEZ D'UNE PLATEFORME RAPIDE ET EFFICACE POUR L'ENREGISTREMENT DE VOS ANNONCES LÉGALES ET JUDICIAIRES

DEVIS IMMÉDIAT
COMPTE PROFESSIONNEL PERSONNALISÉ
ATTESTATION IMMÉDIATE DE PARUTION EN LIGNE

Publiez votre annonce dans l'heure sur
annonces-legales.lemonde.fr !

avec MonAnnonceLégale.com

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Les vagues de chaleur compliquent les grossesses

Des études montrent une hausse des naissances prématurées après des périodes de températures élevées

Les fortes chaleurs ne sont pas seulement inconfortables pour les femmes enceintes, elles peuvent représenter un danger aussi bien pour leur santé que pour celle du fœtus. Déshydratation, malaise, risque augmenté d'hypertension, mais aussi accouchement prématuré ou bébé de faible poids à la naissance… Depuis 2023, les études se multiplient pour explorer les différentes conséquences d'une exposition à des températures élevées au cours de la grossesse.

Les experts appellent à la prudence, alors que la France fait face à sa première vague de chaleur de l'été. *« Cette vague intervient en début de saison. Donc, les mécanismes d'adaptation n'ont pas eu le temps de se mettre en place »*, prévient Johanna Lepeule, chercheuse épidémiologiste en santé environnementale à l'Inserm. Comme les personnes âgées, les femmes enceintes sont ainsi invitées à boire beaucoup, à ne pas s'exposer à la chaleur aux heures les plus chaudes de la journée et à limiter les efforts physiques.

Pourquoi une telle vulnérabilité à la chaleur au cours de la grossesse ? *« Les femmes enceintes font partie des personnes à risque en général, pas seulement pour la chaleur*, souligne le gynécologue-obstétricien Charles Egloff, chef de clinique à l'hôpital Louis-Mourier, à Colombes (Hauts-de-Seine). *C'est lié aux changements hémodynamiques qui interviennent au moment de la grossesse. »* Pendant ces neuf mois, le débit cardiaque de la femme enceinte augmente de 30 % à 50 %, atteignant un pic vers le deuxième trimestre de la grossesse, afin de nourrir et d'oxygéner le fœtus et pour mieux préparer son corps à l'accouchement. On observe également un phénomène de rétention d'eau naturel, qui sert notamment à soutenir la production de liquide amniotique et à préparer des réserves pour l'accouchement.

« Et tous ces phénomènes sont aggravés par la chaleur », précise M. Egloff. Les principaux mécanismes permettant au corps de se rafraîchir consistent, en effet, à augmenter le débit sanguin pour propulser plus de sang dans les vaisseaux situés au niveau de la peau, mais également à évacuer de l'eau par la sueur qui, en s'évaporant, emporte des calories thermiques. Un transfert d'énergie qui permet de faire baisser la température interne du corps.

Une sage-femme et une patiente, dans la salle de naissance de la maternité de l'hôpital de Valence, en 2021. PABLO CHIGNARD/DIVERGENCE

Les femmes enceintes sont invitées à boire beaucoup et à ne pas s'exposer à la chaleur aux heures les plus chaudes de la journée

Dans une méta-analyse parue en novembre 2024 dans la revue mensuelle *Nature Medicine*, des chercheurs sud-africains ont analysé 198 études parues sur le sujet dans 66 pays entre 2010 et 2023. Parmi les principaux résultats, il en ressort *« une augmentation du risque de naissance prématurée de 4 % par degré supplémentaire d'exposition à la chaleur, et de 26 % pendant les vagues de chaleur »*, écrivent les auteurs, qui notent également, en cas de forte chaleur, des risques augmentés de mortinatalité (+ 13 %), c'est-à-dire la naissance d'un enfant sans signe de vie à partir de vingt-deux semaines d'aménorrhée. Plus globalement, la probabilité d'une complication obstétrique augmente de 25 % pendant les vagues de chaleur.

Potentiels effets à long terme

Les effets de la chaleur sur la santé de la mère sont moins étudiés que ceux concernant la santé du fœtus, mais on observe un risque accru de diabète gestationnel et d'hypertension. Cette dernière, quand elle est associée à la présence de protéines dans les urines, peut causer la prééclampsie, une des complications les plus fréquentes lors de la grossesse et deuxième cause de mortalité maternelle au monde.

« Les données les plus probantes sont de loin celles qui concernent les naissances prématurées et le faible poids à la naissance, deux facteurs déterminants de la mortalité, de la santé et du bien-être des enfants tout au long de leur vie », écrivent les auteurs de l'étude. Pas de quoi paniquer pour autant, selon Charles Egloff, qui veut rassurer : *« Cela ne veut pas dire qu'il va y avoir une vague de prématurité à chaque vague de chaleur ; ce risque de prématurité reste modéré. »* D'autant plus que les résultats varient d'un pays à l'autre, en fonction des températures observées, de l'acclimatation de la population et de la qualité des systèmes de soins.

Des chercheurs américains se sont penchés, dans une étude parue en avril dans la revue *GeoHealth*, sur les risques de naissance prématurée (de 28 à 36 semaines d'aménorrhée) ou précoce (de 37 à 38 semaines) dans les jours suivant les vagues de chaleur intervenues de 1990 à 2017 dans huit Etats américains. Ils concluent à un risque modeste (+ 2 %) de naissances précoces ou prématurées après des périodes de températures élevées. *« Mais il s'agit de moyennes globales sur la population*, ajoute Lyndsey Darrow, professeure à l'école de santé publique de l'université du Nevada à Reno et autrice de l'article. *Nous savons que de nombreuses femmes enceintes aux Etats-Unis réussissent à éviter la chaleur pendant les vagues les plus intenses grâce à l'air conditionné, de sorte que les femmes enceintes qui sont vraiment exposées à la chaleur courent probablement des risques plus élevés. »*

Côté français, une étude parue dans la revue *International Journal of Epidemiology* en juin 2023 montrait un impact de la chaleur nocturne, avec une fenêtre de risque de prématurité lors d'une exposition pendant les cinq premières semaines de grossesse et de la 20e à la 26e semaine. *« Le début de grossesse est notamment le moment où le placenta se met en place, ce dernier joue un rôle crucial dans la nutrition et l'oxygénation du fœtus »*, explique Johanna Lepeule, co-autrice de l'étude.

Concernant la santé de la mère, on observe un risque accru de diabète gestationnel et d'hypertension

Outre ces effets de la chaleur à court terme, de nouveaux travaux laissent présager des effets à long terme. Dans une étude parue dans *Environmental Health* en avril, une équipe de chercheurs français montre, pour la première fois, un lien entre l'exposition à des températures élevées pendant la grossesse et la petite enfance et des troubles neurodéveloppementaux chez les jeunes enfants. En se fondant sur les 12 000 couples mère-enfant de la cohorte française Elfe, qui suit 18 000 enfants nés en France en 2011, les chercheurs ont établi que des températures extrêmes au début du deuxième trimestre, entre la 14e et la 19e semaine de grossesse, et durant les sept premiers mois de vie sont associées à une diminution des capacités langagières de l'enfant, selon un test évaluant le nombre de mots produits, la diversité du vocabulaire et l'émergence de la syntaxe à 2 ans. Des résultats qui doivent désormais être confirmés par d'autres études.

Dans tous les cas, ces risques sont amenés à augmenter. Depuis 2020, la France a connu en moyenne 17 jours supplémentaires d'extrême chaleur à risque pour la grossesse chaque année, avertit Climate Central, l'organisation non gouvernementale de référence basée aux Etats-Unis, dans un rapport relayé, en mai, en France par l'association Conséquences. ■

DELPHINE ROUCAUTE

Algues vertes : l'Etat reconnu partiellement responsable d'un décès

La justice a souligné les manquements dans la mise en œuvre d'une réglementation visant à protéger les eaux de toute pollution agricole

C'est une première en France. La justice reconnaît un lien direct entre la mort d'un homme et la prolifération des algues vertes. Mardi 24 juin, la cour administrative d'appel de Nantes a condamné l'Etat à indemniser la famille de Jean-René Auffray. Ce joggeur a été retrouvé mort, le 8 septembre 2016, dans une zone marécageuse recouverte d'algues en décomposition, dans l'estuaire du Gouessant, entre Hillion et Morieux, dans les Côtes-d'Armor. La cour *« retient la responsabilité pour faute de l'Etat, en raison de ses carences dans la mise en œuvre de la réglementation européenne et nationale destinée à protéger les eaux de toute pollution d'origine agricole »*, explique-t-elle dans un communiqué.

« Ce jugement est capital et dépasse de loin le cadre familial des Auffray. C'est la première fois que l'Etat de droit fait pleinement son œuvre. Jusqu'ici, toutes les institutions bretonnes étaient soumises à une forme d'omerta quant au danger que représentent les marées vertes », estime Yves-Marie Le Lay, coprésident de l'association Halte aux marées vertes. C'est donc une « victoire » pour la famille et les associations, mobilisées depuis près de dix ans.

Insuffisance respiratoire brutale

En 2016, le corps de Jean-René Auffray avait été rapidement inhumé, la thèse d'un arrêt cardiaque après un envasement en tentant de sauver son chien étant alors privilégiée. Sous la pression des associations, convaincues que les gaz émis par les algues vertes étaient en cause, une exhumation a été ordonnée. L'autopsie a révélé que le quinquagénaire, jusque-là en bonne santé, était mort d'une insuffisance respiratoire brutale. Cependant, le lien avec le gaz toxique n'a pas pu être formellement établi, l'examen ayant été effectué dix-neuf jours après le décès.

En 2022, le tribunal administratif de Rennes avait rejeté les demandes d'indemnisation de la famille, estimant que le lien de causalité ne pouvait être établi. La cour d'appel vient de casser ce jugement, estimant que le décès de la victime, qui est survenu « *instantanément* » et a été causé par un *« œdème pulmonaire massif et fulgurant »*, ne pouvait s'expliquer autrement que par une intoxication mortelle due à l'inhalation d'hydrogène sulfuré à des concentrations très élevées.

Les algues vertes sont des végétaux présents naturellement en mer, qui prolifèrent en raison des nitrates et autres nutriments apportés par les cours d'eau côtiers. Lorsqu'ils se décomposent, ils dégagent de l'hydrogène sulfuré (H_2S), dont l'inhalation est particulièrement dangereuse. A fortes concentrations, il peut entraîner une perte de connaissance, des atteintes neurologiques graves, une détresse respiratoire aiguë ou un arrêt cardiaque.

Plusieurs accidents mortels, en Bretagne, sont attribués à ces ulves en décomposition. Depuis 1989, trois personnes ont été retrouvées sans vie sur des plages ou des zones touchées par des marées vertes dans les Côtes-d'Armor. Aucune mort n'a jamais été officiellement causée par l'hydrogène sulfuré, jusqu'à aujourd'hui. *« Il faut désormais agir pour mettre un terme à ces marées vertes. Cela passe par une révision du modèle agricole intensif en Bretagne. Tant que ce ne sera pas fait, le problème restera entier »*, insiste Yves-Marie Le Lay.

« C'est la première fois que l'Etat de droit fait pleinement son œuvre [sur ce sujet] »

YVES-MARIE LE LAY
coprésident de l'association Halte aux marées vertes

Une grande partie des nitrates provient des activités agricoles et de la fertilisation des sols. La Bretagne regroupe seulement 7 % des exploitations agricoles du pays, mais produit environ 60 % de la viande de porc française. En 2021, un rapport de la Cour des comptes estimait que la prolifération d'algues vertes était *« à plus de 90 % d'origine agricole »*, notamment à travers les engrais utilisés dans les cultures, mais également les déjections des animaux d'élevage.

Alors que les algues vertes continuent de s'échouer sur les côtes, cette condamnation a une portée d'autant plus importante qu'elle s'inscrit dans le sillage de deux autres jugements, rendus le 13 mars par le tribunal administratif de Rennes. Dans une première décision, celui-ci avait donné dix mois au préfet de la région Bretagne pour agir et faire en sorte de *« réduire effectivement la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole »*, les mesures mises en œuvre étant jugées insuffisantes. La concentration moyenne en nitrates, en particulier, baisse beaucoup moins qu'auparavant dans les cours d'eau bretons.

Dans son second jugement de mars, le tribunal de Rennes avait, par ailleurs, condamné l'Etat à verser 5 000 euros à Eau et Rivières de Bretagne, retenant que *« les carences constatées dans la lutte contre la prolifération des algues vertes* [étaient] *de nature à engager la responsabilité de l'Etat et à l'origine d'un préjudice écologique qu'il lui appart*[enait] *de faire cesser »*.

Une somme de 277 343 euros, assortie d'intérêts, devra être versée à l'épouse du joggeur. Ses trois enfants recevront chacun 15 000 euros et son frère 9 000 euros. Toutefois, la cour a reconnu une responsabilité partielle, estimant que le joggeur avait pris un risque en courant dans cette zone, et l'a évaluée à 60 % des conséquences dommageables du décès. ■

LINA TAMINE

Rénovation énergétique : comment l'Etat a fragilisé MaPrimeRénov'

Le gouvernement a suspendu le dispositif lundi pour pouvoir rattraper le retard pris dans le traitement des dossiers et écarter les demandes frauduleuses

C'est en juin 2022 que Sylvie et son compagnon ont acheté pour un peu plus de 100 000 euros une petite ferme percheronne de la fin du XIXe siècle, une *« coquille vide »* sans plomberie ni électricité, des murs de pierre sur un sol en terre battue. *« Notre désir de campagne était motivé aussi par une anxiété écologique, nous voulions un endroit pour vivre mieux le dérèglement climatique et isoler au maximum notre maison »*, confie celle qui a quitté la région parisienne pour le Perche après la crise sanitaire.

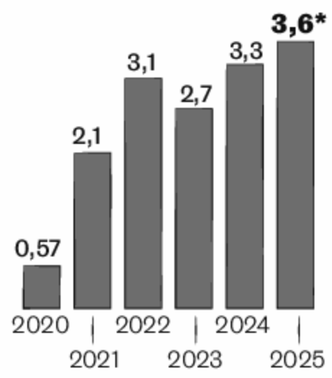
Après plus de deux ans de recherches laborieuses d'artisans, de devis sans cesse réévalués au rythme de la flambée des prix des matériaux, le couple a déposé en septembre 2024 son dossier complet au guichet MaPrimeRénov'. La validation est arrivée sept mois plus tard, en mars : 34 000 euros d'aides leur ont été accordés. Le chantier a enfin pu débuter, mais la subvention n'a pas été versée, puisque le paiement n'intervient qu'une fois les travaux terminés et contrôlés.

« Quand j'ai appris en juin que MaPrimeRénov'serait suspendue à l'été, mon cœur s'est arrêté », raconte Sylvie. Mercredi 4 juin, le ministre de l'économie, Eric Lombard, a annoncé la mise sur pause du dispositif, en raison d'un *« encombrement »* dans le traitement des dossiers et d'un *« excès des fraudes »*. *« J'ai cru qu'on allait me dire "tant pis pour vous" »*, poursuit-elle. Bien que l'Agence nationale de l'habitat (ANAH), qui distribue les aides, se soit engagée à traiter les dossiers acceptés, la quadragénaire reste inquiète *« tant que l'argent n'est pas versé »*.

Après une phase d'incertitude, la suspension de MaPrimRénov'est entrée en vigueur lundi 23 juin. Depuis, il n'est donc plus possible de déposer un nouveau dossier pour les rénovations d'ampleur, les plus performantes en matière d'efficacité énergétique, mais aussi les plus coûteuses. Une réouverture des plateformes informatiques est espérée à la mi-septembre par le ministère du logement.

En nombre insuffisant, les personnels dévolus au traitement des dossiers vont profiter de cette pause pour rattraper leur retard. Mais aussi pour écarter les nombreuses demandes frauduleuses. En 2024, l'ANAH avait évité, grâce aux contrôles, 229 millions d'euros de fraudes, alors que celles qui avaient été avérées avaient atteint 8 millions d'euros, auxquels il faut ajouter une fraude *« suspectée »* mais non décelée, estimée à près de 50 millions d'euros.

Sommes consacrées par l'ANAH à la rénovation énergétique (dossiers engagés)
En milliards d'euros



* Sommes prévues
Source : Agence nationale de l'habitat • Infographie *Le Monde*

En 2025, un nouveau type de fraude voit le jour. Elle s'est développée à l'occasion d'une réforme des aides, qui oblige les candidats à la rénovation globale à avoir recours à un tiers de confiance, appelé « Mon accompagnateur Rénov' » (MAR). Parmi les 1 600 MAR agréés par l'Etat, une centaine de ces structures sont aujourd'hui suspectées d'avoir déposé 16 000 dossiers douteux (devis survitaminés, usurpations d'identité, audits énergétiques manipulés, collusions avec des entreprises de travaux).

Feuille de route très ambitieuse

Ces arguments pour justifier la suspension de MaPrimeRénov' peinent toutefois à convaincre. *« La fraude, c'est le sujet qu'on nous ressert tout le temps pour tuer le dispositif,* s'agace un proche du gouvernement. *La vérité est qu'on a fermé le guichet MaPrimeRénov'pour des raisons budgétaires. »* De fait, le ministère du logement n'avait pas demandé la mise sur pause de la machine à rénover les logements. Il a été mis devant le fait accompli par Bercy, qui, obnubilé par l'atteinte des objectifs de réduction du déficit public, a repris la main sur un programme jugé trop coûteux.

« Une partie de la classe politique semble percevoir MaPrimeRenov'comme une dépense de luxe en oubliant les objectifs climatiques que la France s'est fixés », regrette Marine Braud, ancienne conseillère écologie à l'Elysée puis à Matignon, cofondatrice du cabinet de conseil Alameda. Face à un secteur du bâtiment responsable de 25 % des émissions de gaz à effet de serre, et de 45 % de la consommation finale d'énergie, la France

Bercy, obnubilé par l'atteinte des objectifs de réduction du déficit public, a repris la main sur un programme jugé trop coûteux

s'est en effet engagée sur une feuille de route initialement très ambitieuse : le seuil de 900 000 rénovations d'ampleur par an devait être atteint dès 2030. En 2024, dix fois moins ont été réalisées.

La ministre du logement, Valérie Létard, aime toutefois à rappeler la genèse du dispositif. Lors de sa création, en 2020, en remplacement d'un crédit d'impôt qui favorisait les ménages les plus riches, MaPrimeRenov'doit soutenir la rénovation globale, souvent qualifiée de « chantier du siècle ». Pour atteindre les objectifs, les aides sont alors orientées vers les plus modestes. Puis, en dépit des réserves de Bercy, Matignon introduit la rénovation énergétique dans le plan de relance mis en place dans la foulée de la pandémie de Covid-19 et l'étend à tous. Résultat : 6,7 milliards d'euros sont mis sur la table. Le succès est au rendez-vous. Portés par la rénovation « mono geste » (par exemple, le changement de chaudière), 150 000 foyers sont aidés en 2020, 700 000 en 2021.

S'impose alors l'idée de créer un service public de la rénovation. Dans un premier temps, le budget suit. La rénovation globale est encouragée et Mon accompagnateur Rénov'devient obligatoire pour les dossiers les plus importants à compter du 1er janvier 2024. Mais de MAR, il y en a si peu. *« Je fais tout ce qu'on me dit, je forme mes salariés à l'étanchéité à l'air, à la migration de la vapeur d'eau dans les parois, et, derrière, ça ne suit pas »*, déplore Matthias Marsollier, charpentier et spécialiste de l'isolation biosourcée, à Chalonnes-sur-Loire (Maine-et-Loire), contraint, faute de MAR, de suspendre la moitié de son activité.

La filière ne suit pas, elle tarde à se structurer. Les artisans labellisés « reconnu garant de l'environnement » (RGE), incontournables pour bénéficier des aides publiques, ne sont pas assez nombreux, et les organisations professionnelles préfèrent, à la rénovation d'ampleur, les monogestes, qui sont plus rentables et ne bousculent pas les habitudes de travail.

La machine se grippe régulièrement. Aux particuliers désemparés qui appellent le numéro vert de l'ANAH, on explique qu'*« il n'y a vraiment aucune solution, à part patienter »* ou continuer avec des monogestes, à rebours des nouvelles recommandations du gouvernement. Depuis la création de MaPrimeRenov', le site Internet bugge, des ménages se découragent. *« Il faut être ingénieur, avoir bac +10 et des soirées à y consacrer »*, déplore Benoît Bazin, PDG du groupe français Saint-Gobain.

Le changement incessant de règles n'aide pas. Le président de la Fédération française du bâtiment, Olivier Salleron, dénombre 14 modifications depuis 2020. *« Opter pour une pompe à chaleur à plusieurs milliers d'euros est un achat raisonné,* explique de son côté Diego Lepoutre, le directeur du groupe Vaillant, l'un des leaders français du chauffage. *Si, pendant qe vous réfléchissez à cette acquisition, vous entendez que les règles peuvent changer, vous allez encore attendre. Il faut nous laisser travailler sur trois, quatre, cinq ans. »*

Il faut attendre fin 2024 pour qu'enfin les rénovations d'ampleur décollent. Les factures élevées de gaz et d'électricité l'hiver et les chaleurs caniculaires en été convainquent les Français d'isoler leur logement. *« En 2020, elles* [les rénovations d'ampleur] *représentaient 10 % des dossiers. En 2024, c'est plus d'un dossier sur cinq (22 %). Les courbes tendent à s'inverser »*, détaille Valérie Mancret-Taylor, la directrice de l'ANAH. Au premier trimestre 2025, le nombre de rénovations d'ampleur a été multiplié par trois. *« Le bilan de dix-huit mois de rénovation globale est bon,* insiste Vincent Legrand, le directeur de Dorémi, spécialisé dans l'accompagnement de tels chantiers. *Pour la première fois, en 2025, on allait atteindre les objectifs, avec 200 000 dossiers. »*

Dépôts de dossiers en cascade

Mais le gouvernement, qui avait jusque-là incité les ménages à se lancer, fait volte-face. La dégradation des finances publiques a changé les priorités. Déjà, dans la loi de finances 2025, MaPrimeRénov'subit un coup de rabot de 460 millions d'euros par rapport au budget prévisionnel, à 2,1 milliards d'euros (contre 3,1 milliards d'euros en 2024). Et le budget 2026 ne se présente pas sous les meilleurs auspices alors que Bercy traque 40 milliards d'euros d'économies l'an prochain. Le cabinet de la ministre du logement, Valérie Létard, reconnaît qu'au rythme du dépôt de dossiers *« le budget MaPrimeRénov', sans cette pause, aurait été épuisé, dès septembre, en neuf mois plutôt que douze »*.

L'annonce de cette pause estivale a provoqué des dépôts de dossiers en cascade. Leur nombre a doublé, passant de 200 à 400 par jour. *« Le risque existe qu'il n'y ait donc plus de crédits en septembre, une fois cette masse de dossiers traités »*, s'alarme le député socialiste (Pyrénées-Atlantiques) Iñaki Echaniz, coauteur d'une proposition de loi sur l'assouplissement de l'interdiction de mise en location des logements énergivores.

D'un côté, l'ANAH cherche encore à envoyer des signaux positifs en faveur de la rénovation d'ampleur, en lui réaffectant une partie des crédits initialement fléchés vers la rénovation par geste (200 millions d'euros), selon les informations du *Monde*. Mais, dans le même temps, certaines règles MaPrimeRénov seront revues à la baisse à la rentrée. Les subventions seront recentrées sur les logements les plus énergivores, les étiquettes D n'étant plus éligibles. Les plafonds d'aides n'iraient plus au-delà de 50 000 euros. La suppression du bonus accordé pour la sortie du statut de passoire énergétique (quitter l'étiquette F ou G pour atteindre la lettre D) est également sur la table.

« La pire chose à faire, ce sont ces stop-and-go. Cette politique doit permettre de se projeter jusqu'à un demi-siècle, estime Marine Braud. *Ces arrêts, ce ne sont pas juste quelques rénovations en moins. Ce sont des ménages qui retardent leurs travaux, des entreprises qui renoncent à des investissements et une filière qui prend des années de retard. »* Ce revers essuyé par la rénovation énergétique s'ajoute à la longue liste des reculs enregistrés dans la lutte contre le réchauffement climatique. Rien qu'au cours du mois de juin, les députés ont voté l'abrogation des zones à faibles émissions contre la pollution de l'air et l'assouplissement du zéro artificialisation nette, le dispositif de lutte contre l'artificialisation des sols. Et il s'en est fallu de peu pour qu'un moratoire sur tout nouveau projet d'éolien ou de photovoltaïque ne soit adopté à l'Assemblée. ■

ÉMELINE CAZI
ET VÉRONIQUE CHOCRON

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Airbags Takata : la pression monte sur les constructeurs

Le ministre des transports a ordonné le rappel de tous les véhicules à risque et l'immobilisation de 800 000 nouvelles voitures

Elles étaient toutes présentes ou représentées. Les associations de victimes de plusieurs scandales automobiles s'étaient rassemblées, mardi 24 juin, à Paris, unies dans un profond ressentiment envers des constructeurs accusés d'avoir eu pendant des années *« les yeux rivés sur leur rentabilité au détriment de la sécurité »*. Ces mots sont ceux de Me Christophe Lèguevaques, avocat au barreau de Paris et de Toulouse, et initiateur de la rencontre. Me Lèguevaques représente des dizaines de victimes présumées de ces affaires, à travers plusieurs actions collectives conjointes mutualisées sur la plate-forme MyLeo.legal.

Au premier rang de ces scandales, figure le plus dramatique : celui des airbags défectueux Takata, dont les explosions accidentelles ont fait au total 18 morts et 25 blessés – dont 16 décès et 24 blessés dans les départements et territoires d'outre-mer. Face à ce bilan, les associations, quelle que soit l'affaire (étaient présents aussi une trentaine de victimes de moteurs Renault et Stellantis gravement défectueux), appellent à des mesures plus contraignantes envers les entreprises concernées et à la mise en place d'une commission d'enquête parlementaire sur les pratiques des industriels.

Ont-ils des chances d'être entendus ? Le gouvernement a en tout cas, ce même mardi 24 juin, pris une nouvelle mesure forte concernant les airbags Takata. Le ministre des transports, Philippe Tabarot, a décidé d'étendre encore le rappel et l'interdiction de conduite de voitures équipées des airbags à risque, ceux installés entre 2008 et 2019, qui présentent des menaces mortelles d'explosion, en particulier dans des conditions de température et d'humidité élevées.

Le ministère demande donc le rappel général des véhicules avec airbags Takata potentiellement défectueux, quel que soit le modèle, quelle que soit la marque et quel que soit l'âge du véhicule. Par ailleurs, il étend l'immobilisation – mesure dite de « stop drive » – à l'ensemble des voitures porteuses de ces mêmes équipements Takata, toutes marques confondues, dans les départements et territoires d'outre-mer, ainsi qu'en Corse et, pour les véhicules fabriqués avant 2012, sur le territoire métropolitain (hors Corse donc).

2,5 millions de véhicules

Le rappel général concerne désormais 2,5 millions de véhicules (600 000 de plus qu'avant cette décision) et, parmi elles, le « stop drive » (arrêt total jusqu'au remplacement de l'équipement défectueux) est mis en place pour 1,7 million de véhicules, contre 900 000 véhicules interdits de circulation avant la nouvelle mesure, soit 800 000 nouveaux véhicules immobilisés. Le détail des plus de 30 marques concernées et des véhicules visés est disponible sur le site du ministère des transports.

Le décès d'une conductrice âgée de 37 ans, à Reims, mercredi 11 juin, a été l'élément déclencheur de ces nouvelles précautions. L'explosion du coussin de sa Citroën C3, censé protéger l'automobiliste en cas d'accident, a occasionné de très graves blessures ayant entraîné la mort de cette femme. Philippe Tabarot avait alors ordonné l'arrêt immédiat de conduite pour l'ensemble des Citroën C3 et DS3 avec airbags Takata.

La mesure du 24 juin va plus loin. *« L'accident mortel du 11 juin (...) a montré que les analyses de risques faites par certains constructeurs – et qui relèvent de leurs responsabilités – doivent être réévaluées »*, précise le communiqué du gouvernement. Autrement dit, le ministère des transports, qui jusqu'ici se fondait uniquement sur les évaluations de risque des industriels pour prendre ses décisions, ne leur fait plus entièrement confiance et va donc au-delà pour éviter de nouveaux drames.

« La mesure ne sera pas suffisante, déplore Charles-Henri Coppet, avocat au barreau de Paris et de Guadeloupe, qui défend 23 familles victimes des airbags Takata (11 décès et 12 blessés). *Parmi les personnes que je représente, aucune n'avait reçu de consigne, de lettre ou d'information sur la nécessité d'un rappel ou d'une immobilisation de sa voiture. Les courriers se perdent, les fichiers des constructeurs ne sont pas à jour... A La Réunion, l'ensemble des véhicules potentiellement dangereux ont été interdits de circulation il y a six mois, pourtant des dizaines d'entre eux roulent encore aujourd'hui. Il faut que l'Etat mette en place des effectifs pour l'information, le contrôle, l'inspection... »*

> **« Il faut que l'Etat mette en place des effectifs pour l'information, le contrôle, l'inspection... »**
> CHARLES-HENRI COPPET
> avocat au barreau de Paris et de Guadeloupe

Les propriétaires de véhicules immobilisés tant que l'airbag n'a pas été remplacé insistent aussi sur les carences des constructeurs dans l'accompagnement de leurs démarches. *« Il n'y a, dans la plupart des cas, toujours pas de prêts de véhicule de remplacement et pas de prise en charge des frais de remorquage »*, fustige Maryse-Hélène Malroux, porte-parole du collectif Scandale Airbags Takata.

Le ministère des transports dirigé par M. Tabarot rappelle que les obligations des constructeurs ont été renforcées, aboutissant dans certains cas à des sanctions. Selon nos informations, BMW (concerné pour une quinzaine de modèles commercialisés jusqu'en 2017) a été condamnée à une amende pour défaut d'accompagnement de certains de ses clients dans les territoires d'outre-mer.

Par ailleurs, un arrêté est en cours de rédaction fixant de nouvelles exigences aux constructeurs : mise à disposition de *« solutions de mobilité »* (selon l'expression du ministère) jusqu'au remplacement des airbags concernés, fixation obligatoire de délais pour la prise en charge de réparations et niveau minimal de stocks d'airbags disponibles pour éviter un engorgement dans les garages équivalent à ce qui s'était produit à la mi-2024.

Mais plus que les carences de l'accompagnement en aval, ce sont surtout les choix industriels des constructeurs en amont qui choquent les victimes. *« Ils connaissaient la dangerosité des airbags Takata depuis 2014,* avance Vicky Abelie, dont le père a été tué par l'explosion de l'airbag de la Toyota en juillet 2024. *Pour moi, c'est le constructeur qui l'a tué. »*

Affaires de moteurs défectueux

Au-delà des airbags, plusieurs affaires de moteurs défectueux, concernant des centaines de milliers de voitures et provoquant des incidents parfois à grande vitesse, alimentaient mardi soir une forme de colère contre ce qui est vécu comme des choix cyniques de la part des grands groupes. Stellantis, champion de la chasse aux coûts sous la direction de Carlos Tavares (2014-2024), est souvent cité : pour la défaillance de ses moteurs à essence Puretech ou la casse d'une chaîne de transmission sur les moteurs diesel Blue HDI. *« La chaîne en question fonctionnait très bien, mais ils ont réduit son épaisseur de 10 mm à 7 mm, on suppose pour économiser de la matière, et c'est là que la casse a commencé »*, détaille Smaël Sebille, qui anime depuis le collectif de victimes de cette défaillance.

Dans l'affaire « motorgate » Renault-Dacia-Nissan (casse de moteurs essence Tce 1,5 litre), qui a débouché par une plainte au pénal contre le groupe Renault et généré 2 949 inscriptions de victimes sur la plate-forme de Me Lèguevaques, *« nous avons 400 cas de casse sur autoroute,* explique Olivier Blanchard, représentant de l'association de défense des victimes. *Heureusement, nous n'avons pas eu de drame comme pour Takata, mais jusqu'à quand ? »* ■

ÉRIC BÉZIAT

La RATP conserve l'essentiel des nouveaux bus mis concurrence

La régie a remporté les trois quarts des lignes remises en jeu dans la petite couronne de la banlieue parisienne. Keolis a raflé le reste

L'autorité organisatrice des transports dans la région capitale, Ile-de-France Mobilités (IDFM), a dévoilé, mardi 24 juin, la liste des *« candidats pressentis »* pour gérer quatre nouveaux lots de bus ouverts à la concurrence dans la petite couronne de la banlieue parisienne.

La RATP, jusqu'ici en quasi-monopole, conservera trois des quatre lots, soit 92 lignes sur les 120 concernées. Celui qui lui échappe échoit à Keolis, filiale de la SNCF et de la Caisse des dépôts du Québec. Dans le détail, la RATP, à travers sa filiale de droit privé RATP Cap Ile-de-France, exploitera les 38 lignes de la Défense et de Saint-Cloud (Hauts-de-Seine) qui pénètrent dans les 8e, 10e et 16e arrondissements de Paris. Parmi les lignes de ce lot, certaines étaient jusque-là exploitées par son concurrent dans les transports publics, Transdev. La régie parisienne conserve aussi les 30 lignes du secteur de la Plaine Saint-Denis (Seine-Saint-Denis) qui couvrent également les 17e, 18e et 19e arrondissements. Enfin, elle conserve les 24 lignes du nord du Val-de-Marne.

Le lot attribué à Keolis concerne 28 lignes du secteur dit « Seine-Orly », qui dessert Orly, Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne), ainsi que les 6e, 7e, 13e, 14e, 15e et 16e arrondissements. Figure également dans ce lot la ligne de tramway T9, reliant la porte de Choisy (13e) à Orly. Ces candidats pressentis seront officiellement désignés comme délégataires de service public lors du conseil d'administration d'IDFM, prévu le 10 juillet. Cette vague d'attributions est la troisième d'une série commencée en 2024. Une quatrième est prévue en septembre et concernera deux derniers lots de lignes de bus qui circulent à Paris intra-muros. A ce stade, la RATP peut se réjouir d'avoir conservé six des dix lots en jeu.

La précédente vague d'attributions, en mars, avait été vécue comme une douche froide par la RATP qui avait perdu deux des trois lots en jeu. Au profit de Transdev pour l'un et, pour l'autre, de l'entreprise italienne ATM, qui n'avait jusque-là obtenu aucun marché en France. La stupéfaction était d'autant plus forte qu'un document confidentiel de synthèse des offres reçues par IDFM, consulté par *Le Monde*, montrait que la société qui exploite les transports milanais avait fondé son offre sur l'hypothèse d'accords d'entreprise qui ne pourront être envisagés qu'après que des représentants du personnel auront été élus.

Portée symbolique

Les dernières lignes qui seront ouvertes à la concurrence maillent l'essentiel de la capitale. Au-delà de la portée symbolique pour la RATP, dont l'histoire est étroitement liée à Paris, l'enjeu est également financier et opérationnel. Ces deux derniers lots représentent quelque 40 % du chiffre d'affaires des bus RATP. Par ailleurs, fait valoir Xavier Léty, président de RATP Cap Ile-de-France, *« à mesure que l'on se rapproche du centre de Paris, la complexité d'exploitation est grandissante. Ces zones denses exigent beaucoup de technique »*. En clair, la RATP revendique un savoir-faire et une expérience que n'ont pas ses concurrents pour ces lignes parisiennes.

Quel que soit le résultat de ce dernier lot, en septembre 2026, les 18 000 agents de l'établissement public industriel et commercial (EPIC) RATP affectés aux bus auront changé d'entreprise. C'est bien sûr le cas des salariés des lignes remportées par Transdev, Keolis et ATM qui seront transférés vers ces sociétés. Mais ce sera aussi le cas de ceux des lignes conservées par la RATP. Ils quitteront l'EPIC pour une filiale ad hoc de Cap Ile-de-France dont les contours épousent ceux des lots définis par IDFM.

Les salariés ont l'obligation de rejoindre ces nouvelles entreprises équipés d'un *« sac à dos social »* prévu par la loi d'orientation des mobilités de 2019, qui garantit leur salaire, une partie de leurs avantages, ainsi que le bénéfice, pendant quinze mois, des accords de l'entreprise qu'ils quittent.

L'opposition régionale à la présidente (Les Républicains), Valérie Pécresse, et l'essentiel des syndicats de la régie parisienne sont vent debout contre le processus de mise en concurrence, entamé en 2020 par les bus de la grande couronne et qui doit s'achever en 2040 avec les métros. En grande banlieue parisienne, la mise en place de ces nouveaux contrats avait été chaotique. Services perturbés, mouvements sociaux durs et renégociations onéreuses pour IDFM ont montré que cette politique chère à Valérie Pécresse ratait sa cible, font valoir le groupe communiste à la région et la CGT. Selon un sondage commandé à l'institut IFOP par le syndicat, début juin, la moitié des Franciliens ne sont pas au courant de ce big bang dans les réseaux de bus et les trois quarts d'entre eux sont favorables à un référendum sur le sujet. ■

JONATHAN PARIENTÉ

Princesse Tam-Tam et Comptoir des cotonniers, l'échec d'Uniqlo

En dépit des restructurations menées en 2021 et en 2023, le groupe japonais n'est pas parvenu à redresser les enseignes françaises de mode

C'est un nouveau coup dur pour le marché français de l'habillement. A quelques jours du lancement des soldes d'été, mercredi 25 juin, le groupe japonais Fast Retailing, dont la figure de proue est la marque Uniqlo, a demandé le placement en redressement judiciaire des enseignes françaises Princesse Tam-Tam et Comptoir des cotonniers auprès du tribunal des activités économiques de Paris, vendredi 20 juin. Les juges devraient le prononcer d'ici à début juillet.

La direction a annoncé l'ouverture de cette procédure judiciaire aux élus du personnel, lors d'un comité social économique extraordinaire, mardi 24 juin. Fast Retailing France dit vouloir présenter aux juges un *« plan de redressement et un projet de réorganisation socialement responsables »* pour *« préserver les emplois autant que possible »*.

Les deux enseignes emploient environ 500 personnes. Ce nouveau plan pourrait déboucher sur la fermeture d'un tiers de la centaine de magasins exploités sous les deux enseignes, dans le cadre d'un *« plan de rationalisation »* pour combiner les deux marques *« dans un modèle de boutiques plus grandes »*, a précisé le groupe japonais.

« C'est un non-sens. Fusionner les deux enseignes est l'inverse de ce qu'il faut faire ! », réagit Frédéric Biousse, ancien dirigeant de Comptoir des cotonniers (2003-2007), qui avait signé la vente de l'enseigne de mode féminine à Fast Retailing en 2005. Pour ce spécialiste de la mode, ancien actionnaire de SMCP (Sandro, Maje, Claudie Pierlot) et ancien dirigeant du fonds d'investissement Experienced Capital, qui détenait Sœur et Sessun, ces deux marques peuvent *« ressusciter »*, malgré la conjoncture économique *« très dure »*.

Frédéric Biousse se dit même prêt à réfléchir à un *« projet fort »* centré sur le produit et non pas sur la gestion, avec des partenaires, des professionnels de la mode ou des fonds d'investissement. *« Je ne peux pas me résoudre à ne rien faire »*, dit-il, *« attristé »* par le sort de ces deux marques et appelant les pouvoirs publics à réagir. A ses yeux, la mise en redressement judiciaire de Comptoir des cotonniers et Princesse Tam-Tam n'a *« rien à voir »* avec la concurrence des plateformes de vente en ligne comme le chinois Shein, bête noire du secteur. *« On échoue parce qu'on est moins bon »*, formule M. Biousse, en rappelant combien Sessun, Balzac ou Sézane rencontrent le succès en France.

Erreurs stratégiques

Les difficultés de Princesse Tam-Tam et Comptoir des cotonniers montrent qu'aucun segment du marché français n'échappe à la crise. Leur positionnement, plus haut de gamme que celui de Jennyfer, liquidée le 12 juin, ou de feu Camaïeu, est censé les mettre à l'abri des plateformes de vente à bas prix. Il s'apparente davantage à celui de Ba&sh, sortie d'une procédure de sauvegarde en janvier, ou de The Kooples, cédé en janvier par le suisse Maus Frères au fonds Verdoso, spécialiste de la restructuration d'entreprise.

Princesse Tam-Tam et Comptoir des cotonniers auraient pu espérer un autre destin, puisque les deux enseignes sont adossées à un géant de l'habillement, Fast Retailing, dont le chiffre d'affaires a dépassé 18 milliards d'euros en 2024. Connu pour exploiter Uniqlo et posséder 3 595 magasins de marques différentes dans le monde, le groupe avait racheté coup sur coup les deux *success-stories* tricolores en 2005 : Princesse Tam-Tam auprès de ses fondatrices, les sœurs Assya et Loumia Hiridjee, pour un montant de 70 millions d'euros, et Comptoir des cotonniers auprès de ses fondateurs, Tony et Georgette Elicha, et de fonds d'investissement.

Ce nouveau plan de redressement pourrait déboucher sur la fermeture d'un tiers des magasins des deux enseignes

A l'époque, Fast Retailing, créé par Tadashi Yanai en 1991, prétendait diversifier son portefeuille. En 2010, il avait repris Theory et Helmut Lang, dont il a développé le réseau à 443 unités dans le monde. Princesse Tam-Tam et Comptoir des cotonniers n'ont pas suivi le même chemin.

Très vite, les salariés ont *« su que la stratégie de Fast Retailing allait mener Comptoir des cotonniers dans le mur »*, rapporte une ancienne employée. Le japonais a fait appel aux fournisseurs chinois d'Uniqlo pour vendre doudones et pulls en cachemire au sein des magasins Comptoir des cotonniers, marque connue jusque-là pour ses pièces originales et ses silhouettes raffinées.

Princesse Tam-Tam a également fait les frais de nombreuses erreurs stratégiques sous l'ère Fast Retailing, notamment lors de l'introduction de lignes aux propriétés thermiques analogues à celle d'un Damart. La marque, fondée en 1985, s'est alors éloignée de l'insolence de ses débuts. Dans les années 1990, Princesse Tam-Tam était parvenue à moderniser la vente de sous-vêtements féminins, alors dominée par les détaillants indépendants et les grands magasins, et à bâtir un réseau de boutiques à son nom pour écouler ses pyjamas en popeline inspirés des caleçons pour hommes et ses soutiens-gorges en coton imprimé. Puis, la marque avait survécu à la mode du Wonderbra. En 2005, elle comptait 86 magasins. Vingt ans après, avec moins de 70 boutiques, dont un tiers menacées de fermeture, elle fait pâle figure.

En 2021, au lendemain de la crise sanitaire, une restructuration avait été lancée au sein des deux entreprises, débouchant, chez Comptoir des cotonniers, sur la fermeture de 74 points de vente et la suppression de près de 200 postes et, chez Princesse Tam-Tam, sur la disparition de 25 boutiques. Cela n'a pas suffi pour redresser les comptes. En 2023, Fast Retailing a entamé la fermeture de 55 boutiques supplémentaires, entraînant la suppression de 304 emplois. D'après la direction, ce plan n'est pas encore achevé. ■

JULIETTE GARNIER

En Belgique, les groupes de presse Rossel et IPM se rapprochent

Le groupe Rossel, qui édite « Le Soir », reprend les activités de presse écrite d'IPM, propriétaire de « La Libre Belgique »

BRUXELLES - *correspondant*

Concentration dans la presse belge. Les deux groupes francophones belges, Rossel et IPM, ont annoncé, lundi, un projet de fusion. Si celui-ci est approuvé par les autorités de la concurrence belges, Rossel, qui édite notamment le quotidien *Le Soir*, reprendra les activités de presse écrite d'IPM, propriétaire, entre autres, de *La Libre Belgique*. IPM entrera au capital de Rossel à hauteur de 10 %. Les activités audiovisuelles d'IPM ne sont pas concernées. En présentant leur projet, Bernard Marchant, administrateur délégué de Rossel, et François Le Hodey, patron d'IPM, ont été évasifs sur les *« synergies »* qu'ils envisageaient.

Deux des quotidiens d'IPM, *L'Avenir* et *La DH Les Sports +*, connaissent des difficultés financières, et leur rapprochement avec les pôles régional et sportif de Rossel risque d'entraîner des suppressions de postes, redoutent les rédactions. MM. Marchant et Le Hodey ont répondu qu'une situation financière saine était la garantie d'une indépendance rédactionnelle et que des *« mesures ciblées »* viseront à rétablir la rentabilité et la viabilité des titres concernés.

Marché très étroit

Ce rapprochement s'apparente à un mariage de raison. *« IPM jouait sa survie »*, indique une source proche de la négociation, convaincue que la fusion avec Rossel n'était pas l'option première de son dirigeant, qui aurait approché, en vain, l'entourage de Vincent Bolloré. Ni confirmation ni démenti, mardi, à Vivendi, à la Compagnie de l'Odet (holding de contrôle du groupe Bolloré) ou au sein du groupe Bolloré où l'on dit *« ne pas avoir cette information »*.

Ce rapprochement est la conséquence de l'évolution d'un marché francophone belge très étroit, marqué par la chute des ventes de journaux papier, la rentabilité insuffisante des sites en ligne et la concurrence des géants du Web sur le marché publicitaire. Le gouvernement fédéral a contribué à fragiliser ce secteur en mettant fin, en 2024, à la distribution bon marché des journaux par la société publique Bpost. *« Cette fusion, qui laisse un seul acteur en piste, était sans doute la seule issue, mais le vrai enjeu est désormais le maintien du pluralisme »*, juge François Heynderickx, professeur de sociologie des médias à l'Université libre de Bruxelles.

Pour M. Marchant, il s'agit d'assurer la pérennité de nombreux titres dans son giron. Son groupe entend poursuivre son développement en France, où Rossel est le troisième groupe de la presse quotidienne régionale (*La Voix du Nord*, *Paris-Normandie*, *L'Union*, etc.). Selon certaines sources, Rossel serait intéressé par le groupe EBRA (*Le Dauphiné libéré*, *Le Progrès*, *les Dernières Nouvelles d'Alsace*, etc.). La direction du Crédit mutuel alliance fédérale, l'actionnaire d'EBRA, dément toute vente, partielle ou totale, de sa filiale médias. Et le patron de Rossel indique au *Monde* que ses discussions se limitent à l'évocation de possibles synergies, projets communs, partenariats industriels et questions liées à la distribution. ■

JEAN-PIERRE STROOBANTS
AVEC BRICE LAEMLE (À PARIS)

A 98 ans, Claude Perdriel, directeur du titre, continue d'investir dans « Challenges »

Le patron vient de procéder à une augmentation de capital du dernier journal qu'il détient

En apparence, rien ne change au magazine *Challenges*. Chaque jour encore, son directeur historique, Claude Perdriel, 98 ans et demi, s'installe derrière son vaste bureau, qui fut la table de salle à manger de sa mère, pour travailler. Quand il reçoit des visiteurs, le patron de presse prend toujours place dans l'un des deux canapés immaculés qui se font face, des modèles Bauhaus achetés en 1964. *« Vous avez devant vous un homme heureux*, sourit-il. *J'aime* Challenges, *c'est un journal passionnant. Et jamais les politiques économiques n'ont été aussi importantes, alors que la situation économique de la France n'est pas très bonne. »*

Celle du magazine économique ne l'est pourtant pas vraiment non plus. C'est pourquoi, une fois encore, Claude Perdriel, qui détient 60 % des éditions Croque Futur qui possèdent *Challenges*, et son actionnaire (à hauteur de 40 %), le groupe LVMH de Bernard Arnault, viennent de procéder à une augmentation de capital de 5 millions d'euros, ainsi que l'a écrit le média économique *L'Informé*. A l'automne, les associés devraient signer un accord, encore en cours de discussion, pour réinjecter 6 millions d'euros : une somme dégagée par le rachat à Claude Perdriel par le groupe de luxe du magazine *Sciences et Avenir* et du trimestriel *La Recherche*. *« La perte de 2024 étant de l'ordre de 5 millions d'euros seulement, nous nous retrouverons avec des finances qui sont bonnes*, assure Claude Perdriel. *D'autant qu'avec LVMH, nous avons été d'accord pour décider d'investir. »*

D'ici à quelques jours, une sélection d'articles parus sur le site Internet du *New York Times*, traduits par intelligence artificielle (IA), mais validés par des journalistes, s'affichera en une du site de *Challenges*, comme c'est déjà le cas avec le titre britannique *The Economist*. Un nouveau directeur de la stratégie numérique, Emmanuel Botta, vient d'être débauché du mensuel *Capital*, et *« au moins deux personnes »* pourraient prochainement renforcer les équipes Web.

« Les chouchous officiels »

« Nous sommes un des rares magazines qui, en pleine crise, embauche un peu, développe une campagne d'abonnements et s'efforce de développer son audience », se félicite Claude Perdriel. Celui qui fut à l'origine du *Nouvel Observateur* et du *Matin de Paris* ambitionne de voir le magazine distribué avec des quotidiens de la presse régionale. Un accord vient d'être conclu avec le breton *Le Télégramme*, dont les abonnés qui le souhaitent recevront *Challenges*, sans surcoût, dès le 1er juillet. Un autre est en passe d'aboutir avec *Nice-Matin*. Des opérations *« gagnant-gagnant »*, estime Claude Perdriel, qui espère doper ainsi la diffusion du titre.

Challenges a-t-il un autre choix ? En 2024, sa diffusion France payée s'est établie à 140 454 exemplaires, en baisse de 6,84 % par rapport à 2023 – celle de début 2025 est de même proportion. *« Etre entrepreneur, c'est rester optimiste même quand la situation est difficile »*, avance le dirigeant, qui *« pense réduire assez sensiblement la perte en 2026 »*. *« Bien sûr, ce n'est pas sûr, mais disons que je donnerais 80 % de probabilité »* à ce scénario, qui verrait le magazine limiter les pertes à 3 millions en 2026, et encore davantage l'année suivante. A la question de savoir si son actionnaire adhère à ces perspectives, Claude Perdriel laisse échapper un petit rire : *« Je ne lui ai pas demandé. »*

A ce stade, Bernard Arnault dispose d'une option d'achat de *Challenges* à hauteur de 6 millions d'euros. Mais Claude Perdriel n'a pas encore l'intention de passer la main. *« Les journalistes de* Challenges *n'ont pas l'air trop mécontents de ma direction. J'aurais même tendance à dire qu'ils ont un peu envie de me garder »*, glisse-t-il, à quelques jours de prendre part, le 9 juillet, au séminaire annuel du groupe.

« Depuis la vente [en janvier] *de* Sciences et Avenir *et* La Recherche *à LVMH et* L'Histoire *à sa femme* [Benedicte Sourieau] *(via la holding SFA, pour 2,5 millions d'euros), nous sommes devenus les chouchous officiels* [car les seuls] *de Claude Perdriel »*, résume un rédacteur qui a préféré rester anonyme. *« Il est un peu plus fatigué qu'avant, mais ses neurones fonctionnent parfaitement »*, reconnaît une autre, qui salue celui qui *« est peut-être le dernier des vrais patrons de presse en France. Il est très attaché à une certaine idée de la presse »*.

Très fier de la charte de déontologie qu'il a contribué à élaborer, Claude Perdriel n'espère plus voir Bernard Arnault signer l'avenant qui y a été apporté sur l'utilisation de l'IA. *« Du haut de mes 60 %, j'ai entériné les choses*, tranche-t-il. *Et Bernard Arnault a acheté le journal dont les statuts comportent cette charte. Elle est intangible. »*

L'absence de consentement à ce texte par le magnat du luxe avait agité la rédaction, il y a un an, lorsque celle-ci avait vu dans la décision de la direction de ne pas porter la famille Arnault en une du numéro spécial consacré aux 500 plus grandes fortunes françaises une ingérence de sa part. Cette année encore, ce numéro, attendu le 10 juillet, qui affiche toujours des ventes record, devrait adopter une couverture dépourvue de tout visage. ■

AUDE DASSONVILLE
ET BRICE LAEMLE

PERTES & PROFITS | CARMAT

PAR ISABELLE CHAPERON

De battre son cœur menace de s'arrêter

Au début des années 2000, le grand cardiologue Alain Carpentier avait trouvé chez Matra (l'ancêtre d'Airbus) un soutien technologique et financier pour développer un cœur artificiel, au sein de l'entreprise Carmat. Le fruit d'une rencontre entre l'inventeur et son mécène, Jean-Luc Lagardère. Après trente ans de recherches, 550 millions d'euros d'investissement et 120 patients traités, voilà Carmat de retour à la case philanthropique.

Depuis vendredi 20 juin, Carmat en appelle aux dons et à l'aide de l'Etat pour éviter la cessation de paiement d'ici à la fin du mois. Il a besoin de 3,5 millions d'euros tout de suite et de 35 millions d'ici à un an. A l'heure où le gouvernement plaide pour la réindustrialisation de la France, le directeur général, Stéphane Piat, dénonce, écœuré, la *« crédibilité »* de ce discours, espérant que le cas de Carmat puisse constituer un *« électrochoc »*.

C'est un crève-cœur de voir une fierté technologique française, un espoir de survie pour les insuffisants cardiaques en attente de greffe, ainsi chanceler. *« L'innovation dans la santé est très difficile à financer en France. La santé est perçue comme n'ayant pas de valeur parce qu'elle est gratuite »*, déplore Thomas Clozel, le fondateur de la start-up Owkin, qui dénonce également un manque de vision des politiques. Le domaine des instruments médicaux, avec une dimension industrielle, apparaît comme un des plus complexes à financer. Pour autant, Wandercraft, le spécialiste des exosquelettes – une innovation également extraordinaire pour les personnes à mobilité réduite – poursuit son chemin. Le 11 juin, la jeune pousse a annoncé la levée de 75 millions de dollars (65 millions d'euros), à travers notamment un partenariat avec Renault visant à développer des robots mobiles pour l'industrie.

Trop de promesses non tenues

Carmat, de son côté, peine à trouver un modèle d'affaires convaincant. Trop de promesses n'ont pas été tenues, ce qui a créé une défiance des investisseurs. Il y a une dizaine d'années, la banque publique Bpifrance était même sortie du capital à cause de divergences avec la direction. Mais l'erreur majeure a été l'introduction en Bourse beaucoup trop précoce. En Europe, la cote n'est pas capable de fournir les capitaux dont les entreprises de croissance ont besoin, n'apportant que contraintes et volatilité.

Si Carmat se dit à bout de souffle, ce n'est pas la première fois et il reste à espérer que le cœur artificiel va vite trouver un défibrillateur. Mais le contribuable ne peut pas tout. ■

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

A l'entrée du Relais 6, l'un des derniers restaurants routiers de l'ancienne route nationale 6, à Cussy-les-Forges (Yonne), le 27 mai. ED ALCOCK/MYOP POUR « LE MONDE »

PLEIN CADRE

La lente agonie des **restos routiers**

Leur nombre a été divisé par dix depuis les années 1960. En cause, notamment, l'arrivée de chauffeurs étrangers, moins bien payés, qui n'ont pas les moyens de s'y arrêter

REPORTAGE
LA ROCHE-EN-BRENIL (CÔTE-D'OR) ET AVALLON (YONNE) - *envoyés spéciaux*

A force d'arpenter la nationale 6, Pascal Lagaffe en connaît chaque rond-point par cœur. Voilà quatre décennies que le chauffeur de poids lourds parcourt les routes. De la fenêtre de sa cabine de camion, il a vu son parcours régulier entre Chalon-sur-Saône (Saône-et-Loire) et Avallon (Yonne), en Bourgogne-Franche-Comté, se muer progressivement en cimetière de restaurants routiers. *« La moitié d'entre eux ont fermé »*, constate-t-il.

Le Relais Bel-Air, peu après Chagny (Saône-et-Loire), fermé ; Chez Mamie, à Arnay-le-Duc (Côte-d'Or), disparu dans un incendie et jamais rouvert ; L'Oasis, tenu par « Mobylette », une ancienne prostituée ainsi surnommée pour avoir longtemps fait le trottoir en deux-roues avant de réussir à ouvrir un restaurant avec ses économies, fermé là encore… Sur les 132 kilomètres joignant les deux petites villes de cette artère du centre de la France, M. Lagaffe recense cinq fermetures, pour sept restaurants encore ouverts. Vendredi 13 juin, il a fallu ajouter une sixième fermeture, quand le Relais Saint-Christophe, près d'Avallon, a mis la clé sous la porte, faute de repreneur.

Sur la nationale, les dépouilles de cet ancien monde s'alignent le long du bitume. Un panneau *« Les Routiers »* rongé par la rouille apparaît sur le mur de l'Hôtel de la Cloche, à La-Roche-en Brenil (Côte-d'Or), transformé en logements. A La Barrière (Sauvigny-le-Bois, dans l'Yonne), un écriteau *« à vendre »* à moitié déchiré reste accroché sur la devanture, mince espoir d'une reprise qui n'a jamais eu lieu. A l'intérieur, un comptoir noir recouvert de poussière abrite une demi-douzaine de bouteilles d'alcool abandonnées. Du restaurant, il ne reste que le carrelage marron, les fausses briques rouges collées aux murs et la margelle du puits qui servait de table pour déguster sa purée saucisse.

Les restos routiers, synonymes de menus à prix mini et assiettes maxi, se meurent. Selon Laurent de Saulieu, le patron des Relais Routiers – l'entreprise qui accorde le fameux macaron rouge et blanc contre 350 euros par an –, la France en comptait 3500 dans les années 1960. Il en restait 900 en 1995, 600 en 2005, et moins de 300 aujourd'hui. Celui qui a hérité de la société créée par son grand-père dans les années 1930 ne cache pas le déclin de ces établissements : *« Peut-être que je verrai la fin des restos routiers, du moins ceux qui reçoivent des chauffeurs de poids lourds »*, lâche-t-il.

Jean-Luc Mollaret avait prévenu : *« Chez moi, on fume encore au comptoir. »* Le patron de Relais 6, près d'Avallon, n'avait pas menti. Carrelage noir et blanc au sol, posters et figurines de Johnny Hallyday partout, buffet du midi de fromage et charcuterie pas encore rangé, il défend une certaine idée du parler brut de décoffrage, de la camaraderie de la route et d'une époque qui disparaît. Voilà douze ans qu'il a ouvert ce petit établissement au bord de la nationale 6, entouré de deux immenses parkings pour les camions. L'histoire d'une tragédie personnelle. Après une vie au volant d'un poids lourd, il devait ouvrir le restaurant avec sa compagne. Celle-ci est décédée d'une crise cardiaque foudroyante un mois avant.

CAMIONS MIEUX ÉQUIPÉS

Lui aussi raconte un lent déclin. Son chiffre d'affaires s'est réduit d'un quart depuis l'ouverture en 2013, il ne fait plus qu'une cinquantaine de couverts par jour contre 80 auparavant, ses trois employés d'autrefois (dont deux à mi-temps) ont été remplacés par une seule. *« Le jour où je n'arrive plus à gagner 2 000 euros par mois, j'arrête »*, lâche-t-il. La raison de la chute ? *« C'est l'Europe qui a tout foutu en l'air »*, assure-t-il. Depuis la disparition des frontières en 1993, et plus encore l'élargissement de l'Union européenne à l'est à partir de 2004, les entreprises françaises de transport routier ont perdu d'énormes parts de marché. Désormais, sur les grandes routes qui traversent la France, les camions sont en grande partie immatriculés en Roumanie, Pologne, Lituanie… En vingt ans, les kilomètres parcourus par les poids lourds français ont baissé d'un tiers, ceux de Pologne presque triplé.

Quant aux chauffeurs, ils sont de plus en plus nombreux à être originaires d'Inde, d'Asie centrale ou d'Afrique. Avec un salaire entre 1 500 et 2 000 euros par mois environ, frais de route compris – indemnités repas et hôtel –, ils touchent moitié moins que les chauffeurs français. *« Ils se garent sur mon parking, mais ne viennent pas manger ici*, peste M. Mollaret. *Ils ferment les rideaux de leur cabine, et, quand vous ouvrez, le réchaud à l'intérieur fume et ça sent les pieds. »* Il raconte prendre régulièrement sa tractopelle pour verser une brassée de sable sur leurs camions afin de les faire partir.

Et même ceux qui pourraient se payer le menu du Relais 6 (17 euros pour entrée, plat, fromage, dessert), préfèrent de toute façon mettre de l'argent de côté. L'équipement des camions d'aujourd'hui, avec leur frigo et leur micro-onde, permet beaucoup plus facilement de rester en autarcie. La même logique s'applique à une partie des chauffeurs français, pourtant mieux lotis que leurs collègues étrangers. Avec un forfait de 67,99 euros par jour pour couvrir les frais de bouche et de nuitées, quelles que soient leurs dépenses réelles, beaucoup préfèrent garder cette somme pour eux.

Treize kilomètres plus loin, l'ambiance est radicalement différente au Relais Saint-Christophe. L'endroit est propre, convivial et, contrairement à celui de son voisin, le parking est rempli par une quinzaine de poids lourds. Les chauffeurs – et même quelques chauffeuses – sont accoudés au bar, un verre de bière à la main, avant de passer la nuit dans leur cabine.

Imma Ambit, la patronne, l'assure : le nombre de clients ne baisse pas. Certes, c'est en partie parce qu'elle a profité de la fermeture des concurrents. Mais même ce chiffre d'affaires stable ne l'a pas empêchée de servir son tout dernier repas le 13 juin, date de la fermeture définitive. *« Ça va me faire mal »*, reconnaissait-elle la mort dans l'âme fin mai, à quelques semaines de l'échéance fatidique.

Les cahiers des charges des autoroutes rendent très difficile l'ouverture d'un établissement tenu par un petit entrepreneur

Voilà six ans qu'elle cherchait désespérément un repreneur. En vain. Quatre entrepreneurs ont regardé de près, mais ils se sont heurtés au refus des banques de leur prêter. *« Beaucoup de ces Relais Routiers de bord de nationale ne gagnent pas leur vie*, analyse M. de Saulieu. *Ceux qui sont là depuis longtemps, qui avaient amorti leur fonds de commerce, qui étaient propriétaires des murs, ça allait. Mais quelqu'un qui doit se réinstaller, prendre des crédits, il n'y arrive pas avec un menu à 16 euros. »*

D'autant que le métier est difficile. Mme Ambit débute tous les jours à 7 h 30, finit à 22 h 30, en parcourant 50 kilomètres aller-retour. En mai, elle s'est versé 1 500 euros. Finalement, elle a trouvé un repreneur du terrain, comme un symbole : une entreprise de pompes funèbres, qui va détruire son restaurant et construire un nouveau bâtiment.

La raison profonde de ces difficultés vient d'un changement complet des routes françaises. Progressivement, les camions ont été expulsés des nationales et envoyés vers les autoroutes. D'ailleurs, la *« N6 »*, comme tout le monde l'appelle encore, est devenue, comme la plupart des nationales, une route départementale. *« On vous oblige à aller vers les autoroutes »*, maugrée Alain Semence. A 58 ans, dont *« vingt-six ans et neuf mois »* derrière un volant, il a le sentiment de faire partie d'un monde qui s'effiloche. Sa cabine – sa *« maison »* comme il dit – est impeccable et il est fier de la montrer. *« Mais, aujourd'hui, on n'est plus qu'un numéro »*, déplore-t-il. Les poids lourds sont devenus des véhicules invisibles à qui on demande simplement d'apporter la marchandise à l'heure. *« Les gens ne veulent plus voir les camions, c'est ça le problème »*, continue le transporteur de ferraille et de pièces automobiles.

Centres-villes interdits et bretelles de contournement ont tué de nombreux restaurants routiers. Quant aux autoroutes, leurs cahiers des charges rendent très difficile l'ouverture d'un établissement tenu par une famille ou un petit entrepreneur. L'heure est aux chaînes ouvertes vingt-quatre heures sur vingt-quatre, sept jours sur sept.

RELAIS EN CENTRE-VILLE

Dans ces conditions, les restaurants routiers traditionnels se sont mis à offrir des services dégradés. *« Ils sont de moins en moins souvent ouverts le vendredi soir. Et puis, ils ne se sont pas remis en cause. Quand on voit la décoration façon années 1980, ça ne donne pas envie »*, raconte Philippe Fournais, chauffeur depuis trente-six ans.

Contraint de reconnaître le déclin des restos routiers, M. de Saulieu, le propriétaire de l'entreprise Relais Routiers, a commencé à se diversifier. Il a accordé le label à quelques établissements de centre-ville, qui n'ont ni douche ni parking poids lourds *« pour attirer une autre clientèle »*. Le dernier Relais Routier est né le 29 mars à Troyes… en face d'une place piétonne, à deux pas de l'hôtel de ville. L'espoir du gérant repose désormais sur les touristes et les citadins curieux de redécouvrir cette marque emblématique de la route des vacances.

C'est cette nostalgie qui a poussé Jérôme et Stéphane Dumant à ouvrir un restaurant routier en 2014, en face de l'entrée des camions de marchandise du Palais de Tokyo, à Paris (16e arrondissement). La quinzaine d'employés accueille 30 % de touristes et 70 % de locaux. Loin des exigences du cahier des charges des Relais Routiers, le menu du jour composé, vendredi 6 juin, d'une terrine de saumon sauce tartare et d'un demi-magret de canard aux griottes avec frites, coûte 22 euros. *« La famille de Saulieu a été très compréhensive, elle a même l'habitude de venir manger chez nous »*, justifie Margot Dumant, la fille de l'un des fondateurs.

La famille Dumant a pris soin d'exhiber le macaron rouge et bleu dans les moindres recoins de la salle, jusque dans les assiettes. *« C'est encore plus authentique que les restos des années 1960 »*, sourit M. de Saulieu. Tout a été aménagé pour *« rendre l'expérience immersive »* : les chaises en bois, les nappes à carreaux rouge et blanc, le vieux mobilier… Si l'ambiance populaire attire 150 à 200 personnes par jour, seuls *« deux à trois anciens routiers nostalgiques »* poussent la porte du restaurant chaque année. La boucle est bouclée : les Relais Routiers ne servent plus les routiers. ■

ÉRIC ALBERT
ET NOA MOUSSA

Malgré les webinaires, les RH ne renoncent pas aux grands salons professionnels

Là où les salons et les congrès attisent la curiosité, les événements en ligne l'entretiennent

La boîte e-mail de Mathieu, directeur adjoint dans une entreprise de conseil, est saturée. Les invitations à des webinaires, salons en ligne et congrès numériques pullulent. Ce consultant aime ces formats, qui lui permettent de ne pas quitter son bureau et de répondre à quelques demandes en parallèle, à tel point qu'il ne se rend désormais quasiment jamais aux grandes rencontres professionnelles physiques. *« Le seul intérêt de se déplacer, c'est le côté paillettes, lorsque le DRH d'une entreprise cotée se félicite de révolutionner les ressources humaines pour un rien »*, tranche-t-il. Au-delà, il trouve ces rendez-vous professionnels chronophages.

Et pourtant, ces événements physiques ne sont pas en perte de vitesse, au contraire : en Ile-de-France, le nombre de salons et de congrès, ainsi que les effectifs de visiteurs, ont non seulement retrouvé leur santé d'avant Covid-19, mais ils sont même dans une dynamique de croissance.

Au premier trimestre, la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) de Paris compte 6,6 % de visiteurs supplémentaires aux salons professionnels par rapport à l'année précédente, ainsi qu'une progression du nombre d'exposants de 4,4 %. Car ces rencontres ont su mettre en avant le contact direct et satisfaire la curiosité des visiteurs en mettant à profit les outils numériques.

Se passer d'un rendez-vous physique ? Hors de question pour Fabienne Delahaye, qui a fondé et qui préside le salon du « made in France ». *« Le salon est à la rencontre professionnelle ce que le concert est à la musique, c'est-à-dire une forte émotion et la joie de se retrouver entre passionnés »*, analyse-t-elle. Les salons permettent d'appréhender un produit et de transmettre une histoire aux prospects, qui ont prévu du temps pour s'inspirer de nouvelles idées : en moyenne, les visiteurs étrangers consacrent 3,3 jours à la visite d'un événement professionnel, une durée stable.

« Partage de connaissances »

De l'autre côté, les rencontres en ligne peinent à maintenir l'attention des participants, qui, de leur ordinateur, sont plus facilement distraits. *« L'interaction est au cœur de la relation entre professionnels et créé la confiance, ce que le numérique ne parvient pas à remplacer »*, poursuit Mme Delahaye. *« Donner une dimension numérique à un salon permet aux personnes qui ne peuvent pas se déplacer d'accéder à une partie du contenu »*, nuance Bérangère Bonnet, directrice chez Promosalons, une association professionnelle tournée vers l'international.

Si les rencontres professionnelles permettent d'améliorer son réseau et de partager sa passion, les rendez-vous en ligne ne visent pas la même chose. *« Moins que pour prospecter, les événements virtuels sont idéaux pour l'animation de réseaux et le partage de connaissances »*, soutient Gilles Bertaux, cofondateur et PDG de Livestorm, un logiciel permettant d'organiser des webinaires, et dont une étude signale que 28,4 % des entreprises qu'ils ont interrogées organisent des événements virtuels et des webinaires, tandis que 70 % des répondants ont augmenté le nombre d'événements en 2024 par rapport à 2023.

> **« Le salon est à la rencontre professionnelle ce que le concert est à la musique »**
> FABIENNE DELAHAYE
> présidente du Salon du made in France

Dans ce cas, les conférences numériques suivent une logique propre : une thématique précise, centrée sur une information à partager et sur un créneau plus court qu'en présentiel, rarement plus d'une heure et idéalement entre trente et quarante-cinq minutes. Les mardis et les jeudis sont les jours privilégiés pour les organiser, notamment en fin de matinée ou de journée. Aussi, il ne faut pas s'affoler d'un nombre important de personnes qui s'inscrivent et ne se présentent pas à l'événement en ligne, le taux de participation se situant autour de 50 %. Autre conseil : il est important de garder l'attention de son audience en incitant à commenter la conférence dans le chat.

Sa simplicité facilite la discussion entre une entreprise et ses clients éparpillés dans toute la France. Ainsi, HomeExchange, réseau d'échange de maisons entre particuliers, en organise régulièrement pour expliquer le fonctionnement de la plateforme aux futurs adhérents, intéresser ceux qui le sont déjà et fédérer les salariés. *« Nous organisons des rencontres pour créer de la confiance en répondant aux questions que les nouveaux usagers se posent en mettant à disposition leur maison et en mettant un visage humain derrière un site »*, explique Margaux Thierrée, cheffe de projet chargée de la communauté. Les membres les plus actifs, qualifiés d'« ambassadeurs », sont invités à découvrir en avant-première les nouvelles fonctionnalités et échanger avec les équipes.

Surtout, les 150 salariés en France, aux Etats-Unis et en Croatie, sont invités tous les mois à participer à une discussion géante pour s'exprimer sur la stratégie et se présenter lorsqu'ils arrivent dans l'entreprise. L'échange numérique est complété au bureau d'un moment informel, autour d'un buffet ou d'un verre.

De même, l'indémodable séminaire d'entreprise n'est pas remisé. Tous les ans, l'ensemble des salariés sont réunis pendant une semaine. *« Nous croyons beaucoup au distanciel, mais il peut y avoir un risque que les collaborateurs aient un rapport transactionnel entre eux, qu'ils se parlent uniquement lorsqu'ils en ont besoin pour leur travail. C'est nécessaire de créer d'autres contextes d'interaction »*, souligne Edouard Mouillon, le DRH de la plateforme HomeExchange.

Opposer physique et numérique n'a pas beaucoup de sens, les deux suivant des objectifs différents. *« Les rencontres physiques favorisent la curiosité, tandis que les webinaires permettent de maintenir le lien. Lorsque les deux formats comprennent cette complémentarité, les événements sont réussis »*, estime Michel Bernard, président de Viparis, le gestionnaire de sites de congrès, et élu à la CCI de la région Ile-de-France. ■

NICOLAS SCHEFFER

LES CHIFFRES

5,6 MILLIONS
C'est le nombre de visiteurs de salons en Ile-de-France en 2023, selon la CCI de Paris - Ile-de-France.

52
C'est le taux d'exposants fréquentant les salons qui affirment que les outils numériques leur permettent de garder le lien tout au long de l'année, selon la CCI de Paris - Ile-de-France.

CARNET DE BUREAU
CHRONIQUE PAR ANNE RODIER

Une captation du CPF par les employeurs ?

Près de 2 500 euros, c'est le coup de pouce donné en moyenne par les entreprises aux salariés pour compléter le budget disponible sur leur compte personnel de formation (CPF). Cette dotation représente la moitié du coût pédagogique de leur formation. Ainsi, 250 millions d'euros ont été versés par les entreprises depuis 2020 pour abonder les CPF. C'est ce que révèlent les chiffres d'une note de la Caisse des dépôts sur « Les dotations des employeurs sur les comptes personnels de formation » publiée le 18 juin. Le groupe chargé de la gestion du dispositif voit dans ce premier bilan un *« intérêt croissant des entreprises pour le dispositif »*.

« Il existe un encouragement fort du gouvernement pour développer le CPF comme outil de la coconstruction des parcours professionnels, de la fidélisation, de la reconversion, a expliqué Axel Rahola, le directeur adjoint des politiques sociales de la Caisse des dépôts. *Mais cette pratique de cofinancement encouragé ne remet pas en cause l'esprit du dispositif. »* La question mérite toutefois d'être posée. Le CPF a été créé en 2014 pour redonner la main aux salariés sur leur formation professionnelle. Initialement attaché à l'individu et non à l'entreprise, il a depuis été réorienté vers les employeurs, qui commencent à l'utiliser comme une brique complémentaire à leur plan de formation dans le cadre de politiques de dotation très individualisées : pour l'année 2023, en moyenne 3,3 salariés sur 10 000 en ont bénéficié.

> **250 MILLIONS D'EUROS ONT ÉTÉ VERSÉS PAR LES ENTREPRISES DEPUIS 2020**

Depuis le 5 septembre 2024, l'employeur a même la possibilité de flécher sa dotation sur une certification donnée. Responsabilité bancaire (conseil en clientèle, conseil patrimonial), test d'anglais (Toeic), *« les formations les plus suivies* [de 2020 à 2023] *par les bénéficiaires d'une dotation employeur portent sur les métiers bancaires »*, indique Elise Kayser, coautrice de l'étude avec Marième Diagne, qui précise que *« si l'on ne peut pas établir de lien de causalité entre formation et parcours professionnel, l'analyse des bénéficiaires ayant fini leur formation en 2022 indique que 79 % d'entre eux travaillent toujours dans la même entreprise »*.

Le CPF est donc bien utilisé pour monter en qualification, tel qu'il a été conçu, mais à la main de l'entreprise. Les employeurs ont notamment raté l'occasion d'en faire un outil de dialogue social. Seuls 1 % des 250 millions d'euros de dotation versés entre 2020 et 2023 sont issus d'accords d'entreprise ou d'accords de branche.

Enfin, les seniors, encore une fois, restent sous les radars. Seulement 7 % des salariés bénéficiaires d'un abondement de l'entreprise ont plus de 55 ans, contre 65 % des salariés de 26 à 45 ans. Ils peuvent toutefois utiliser leur CPF sans compter sur une dotation de l'employeur. Bien que le code du travail prévoie leur inéligibilité dès qu'ils atteignent l'âge de la retraite et leurs trimestres, *« dans les faits, tant qu'ils n'ont pas liquidé la totalité de leurs droits à la retraite, ils sont éligibles jusqu'à l'âge de 67 ans. Le CPF a vocation à maintenir et accroître l'employabilité »*, confirme le ministère du travail. ■

AVIS D'EXPERT | GOUVERNANCE

Un pays ne se dirige pas comme une entreprise

Au-delà des outrances provocatrices et des effets de manche du président Trump, la politique Make America Great Again (MAGA) pose au monde occidental une question de fond : dans un capitalisme spéculatif globalisé, les Etats conservent-ils encore un réel pouvoir de politique économique ?

Car c'est en défenseur des intérêts nationaux que Donald Trump se pose lorsqu'il exige l'allégeance des géants du numérique ou lorsqu'il brandit la menace de droits de douane pour forcer la relocalisation de la production aux Etats-Unis. Relocaliser, c'est en effet réaligner l'espace économique, celui des consommateurs et des producteurs, sur l'espace politique des électeurs.

Dans le même mouvement, constatant que la croissance de la dette de l'Etat américain (120 % du PIB) rogne ses marges de manœuvre, le MAGA s'attaque à la structure même de l'Etat fédéral, accusé par certains penseurs libertariens de constituer un *« Etat profond »*, c'est-à-dire un réseau d'agences voué à maintenir la paix sociale en distribuant subsides et prestations, au prix d'un endettement public abyssal.

La méthode, brutale et disruptive, de la politique MAGA suscite de nombreuses réserves. Elles ne doivent pas, néanmoins, faire oublier son enjeu central : un Etat dispose-t-il encore des forces nécessaires pour encadrer un capitalisme mondialisé dont la logique échappe aux intérêts nationaux ? La réponse autoritaire à cette question caractérise le capitalisme chinois, érigé par l'administration Trump en rival mimétique, précisément parce qu'il a le souci de conjuguer puissance économique et souveraineté politique.

Or l'incertitude quant à la réussite de la stratégie MAGA ne tient pas seulement à la manière dont elle est conduite. De fait, le capitalisme spéculatif a dissous peu à peu la puissance publique, à travers trois mécanismes : la financiarisation, qui a aligné les revenus de millions de citoyens sur les profits des grandes entreprises cotées ; la digitalisation, qui a fait du secteur numérique mondialisé l'architecte des économies ; la sociétalisation, qui a dépouillé les institutions de l'expression politique légitime pour la transférer aux plateformes. Malgré les slogans, aucun des présidents américains récents n'a pu s'opposer à cette transformation qui a redessiné notre système économique, mais aussi social et politique.

La difficulté à le faire s'est encore illustrée, le 2 avril, lorsque les marchés financiers ont réagi violemment aux annonces économiques de l'administration Trump.

> **RELOCALISER, C'EST RÉALIGNER L'ESPACE ÉCONOMIQUE SUR L'ESPACE POLITIQUE**

Le « Liberation Day », marqué par l'instauration tonitruante de droits de douane massifs censés rapatrier emplois et puissance industrielle, a provoqué une déflagration boursière. En cinq jours, Wall Street a perdu 10 %, amputant directement le capital des épargnants – qui sont les électeurs de Donald Trump. Sous la pression financière, le président a dû ravaler ses menaces protectionnistes.

Fait notable : ce revers ne lui est pas infligé par le grand rival chinois, mais par le fonctionnement même du système spéculatif. Les marchés de capitaux ont imposé leur opinion d'autant plus aisément que Donald Trump leur doit sa propre fortune et qu'il veut les déréguler encore pour dynamiser l'économie américaine. Il découvre cependant que le pays ne se gouverne pas comme une entreprise dirigée par un actionnaire unique et omnipotent, mais comme une société, où les intérêts à court terme des électeurs-spéculateurs ne traduisent pas nécessairement ceux de la nation dont ils sont membres. ■

Pierre-Yves Gomez est professeur émérite à l'EM Lyon

LA SOUFFRANCE AU TRAVAIL

Insomnies, pleurs, problèmes de mémoire et de concentration… La liste des symptômes exprimés, en consultation, par les travailleurs en souffrance est longue. Certains évoquent aussi une admission en établissement psychiatrique. D'autres reconnaissent avoir pensé mettre fin à leurs jours. Aujourd'hui, *« l'idée même de retourner au travail leur est insupportable »*, relève Daniel Sartor, psychologue clinicien et psychanalyste.

Dans *La Fabrique de la violence au travail* (L'Harmattan, 2024), le président de l'association Souffrance au travail du Gard a souhaité analyser les mécanismes à l'œuvre au cœur des organisations, qui expliquent l'effondrement psychique de ces patients. S'appuyant, dans une approche pluridisciplinaire, sur les travaux de nombreux chercheurs (économistes, psychiatres…), le livre interroge l'organisation du travail, à la recherche des moteurs de cette violence qui altère la santé mentale de nombreux salariés. Ce faisant, l'essai se penche aussi sur les ressorts psychiques des travailleurs, eux aussi riches d'enseignements : quels processus internes peuvent, selon les situations, les faire tenir ou sombrer ?

L'ouvrage rappelle d'abord les changements structurels, bien identifiés, qui ont affecté les organisations depuis les années 1980. Portées par la financiarisation de l'économie, celles-ci ont intensifié le processus d'*« émiettement des tâches »* introduit par le taylorisme, multiplié les procédures de contrôle et orchestré un management par le chiffre.

Autant de mutations qui ont limité au strict minimum la capacité d'initiative des salariés et les occasions qui leur étaient offertes d'adapter le travail prescrit au réel. *« Le travail vivant, celui qui contribue à la construction et à la transformation du sujet, le rendant ainsi compétent et expérimenté* (…) *n'est plus*, déplore M. Sartor. *Le nouveau travailleur est traité de manière inhumaine, considéré comme interchangeable, jetable, sans identité, sans identification. »*

En conséquence, explique l'auteur, la satisfaction ressentie par le salarié n'a plus lieu d'être au sein de l'entreprise. Il en est de même de la reconnaissance par autrui du travail accompli. Le collaborateur se trouve ainsi privé de sources d'épanouissement qui faisaient jusqu'alors contrepoids à la dureté de la tâche, l'exposant ainsi à de nouvelles souffrances.

Une peur aux effets pervers

M. Sartor identifie une autre problématique, elle aussi à l'origine d'un mal-être profond au travail : l'isolement croissant des salariés. Il décrit une responsabilité individuelle accrue pesant sur leurs épaules mais aussi une mise en concurrence accélérée au cœur de l'entreprise et un *« effondrement des solidarités »*, alors que les collectifs, aujourd'hui en déclin, avaient justement la capacité d'engager des stratégies de défense (indiscipline, jeux…) pour *« faire face à la souffrance »* ou *« prévenir la maladie »*. Esseulé, le travailleur éprouve sa vulnérabilité.

LA FABRIQUE DE LA VIOLENCE AU TRAVAIL
de Daniel Sartor, L'Harmattan, 2024, 204 pages, 23 euros

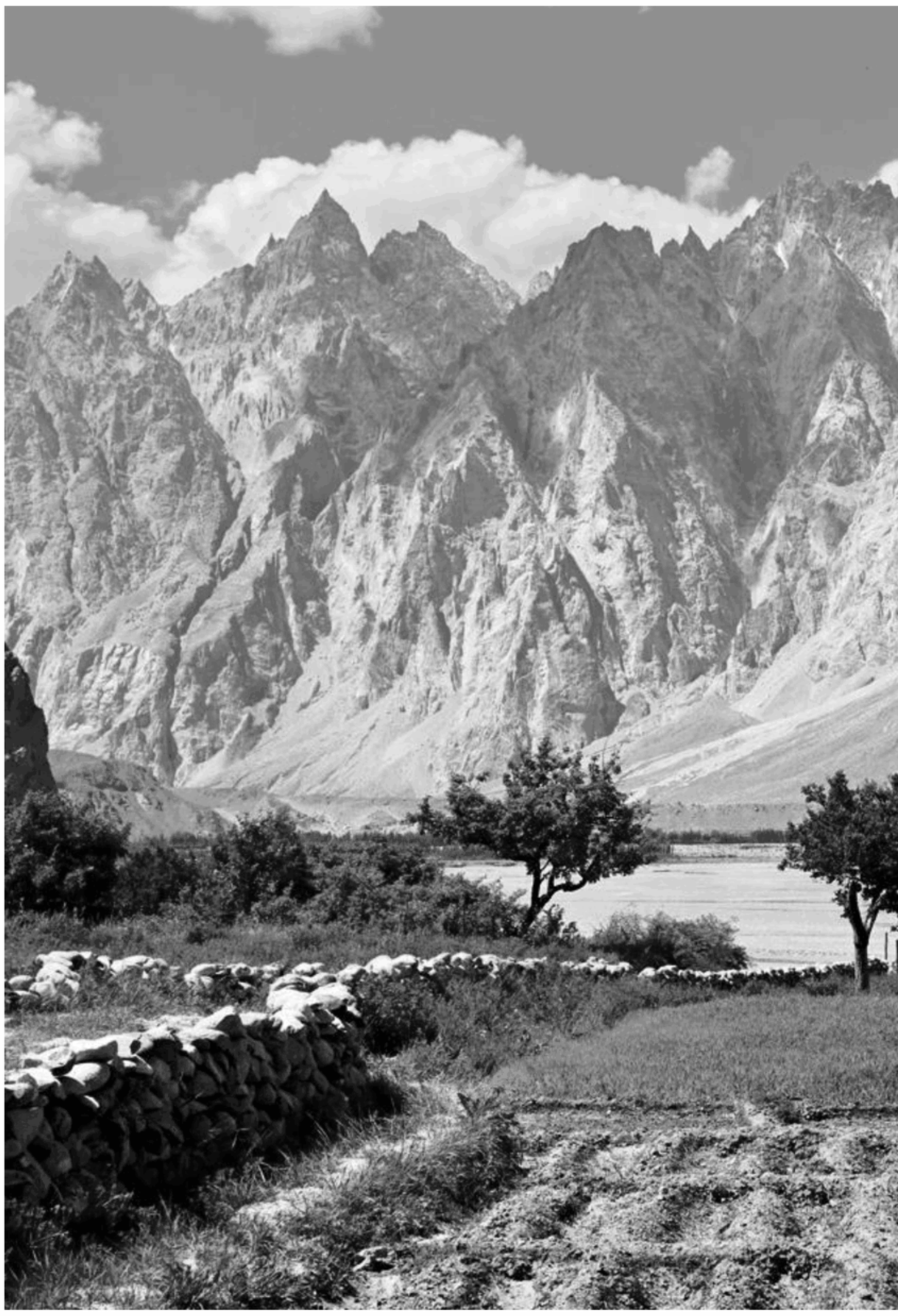
L'auteur cible enfin une *« gestion des ressources humaines par la peur »*. Il évoque *« le maniement managérial de la menace du chômage »*, soulignant que *« les travailleurs* [vivent] *constamment dans la peur. Peur de la précarité, de perdre leur place sociale et leur identité. Et surtout, peur de n'être plus "rien" »*. Une peur aux effets pervers : elle pourra générer *« des conduites d'obéissance et de soumission »*, et conduire le salarié à accomplir des missions que sa morale réprouve – un terreau favorable à l'apparition de nouvelles souffrances. ■

FRANÇOIS DESNOYERS

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Au Pakistan, le **déclin** de la vallée de la Hunza

L'HIMALAYA EN SURCHAUFFE 3|6 Dans le nord du pays, les habitants de villages restés isolés du monde extérieur durant des siècles subissent les effets conjugués du raccordement au reste du territoire et du réchauffement climatique, à l'origine de diverses catastrophes



SHIMSHAL (PAKISTAN) - *envoyée spéciale*

La route est à peine dessinée sur les cartes. Située dans l'extrême nord du Pakistan, à un jet de pierre de la frontière chinoise, elle mène à Shimshal, le plus haut village de la vallée de la Hunza. L'itinéraire débute au pied de la chaîne du Karakoram et de son chapelet de montagnes en forme de cônes, des cathédrales naturelles, pointues comme des aiguilles, à la beauté époustouflante. Dans le village de Passu, on quitte la confortable « Karakoram Highway », la nationale mise en service au début des années 1980 pour relier la Chine au Pakistan. Le 4 × 4 emprunte alors un premier pont suspendu qui marque le début de l'ascension vers Shimshal. En contrebas, une poignée d'hommes, des chercheurs d'or, s'affairent dans la rivière tumultueuse et grisâtre, nourrie par la fonte des glaciers. Une vague de chaleur, en cette fin mai, s'est abattue sur le Pakistan et n'épargne pas le haut Himalaya.

La piste est étroite, en terre et en gravier ; elle s'enfonce dans un défilé de gorges rocailleuses, puis franchit des vallées dégarnies aux parois sculptées par le vent comme des forts naturels, longe des glaciers couleur noir cendre recouverts de sédiments. Ce désert minéral et fragile s'effrite de toutes parts. La dernière portion du voyage, en bordure de précipice, sera un supplice : les roues du véhicule frôlent le vide et les flancs de la montagne.

« SYMBIOSE AVEC LA NATURE »

Shimshal surgit enfin après trois heures et demie et 55 kilomètres de poussière, telle une oasis de verdure. Ses chemins bordés de peupliers, ses vergers (cerisiers, pêchers, abricotiers), ses champs de blé et ses parcelles de légumes délimités par des murets en pierre composent un patchwork naturel luxuriant avec, en fond sonore, le seul bruit de l'eau des glaciers dévalant le labyrinthe des canaux d'irrigation. Au loin, les sommets brillent de leurs neiges éternelles. Shimshal a des airs de jardin d'Eden.

Perché à 3100 mètres d'altitude, ce bourg peuplé d'un peu moins de 2000 Wakhi, une tribu d'origine indo-iranienne dispersée entre le Pakistan, l'Afghanistan, le Tadjikistan et la Chine, a vu la première voiture pointer à l'horizon en 2003. Jusque-là, cette communauté agropastorale vivait en complète autarcie, ignorant presque tout du monde extérieur. Shimshal, il y a encore deux décennies, ne connaissait ni l'électricité, ni le téléphone, ni les machines à laver, encore moins les ordinateurs et Internet.

Pour survivre aux hivers rigoureux, les familles, autosuffisantes, cultivaient et stockaient des céréales, du blé, de l'orge, du millet, des pois noirs, des pommes de terre. Elles fabriquaient du fromage et du beurre avec le lait de leurs bêtes (yaks, brebis, chèvres) et faisaient sécher leurs abricots et leurs noix – bases de leur alimentation. Les noyaux d'abricot étaient pressés pour en extraire de l'huile. Le village n'avait accès à aucun produit transformé, il ne connaissait pas le sucre.

Sans doute les hommes avaient-ils perçu quelques échos de la vie moderne, quand ils descendaient à Passu pour se ravitailler en thé, sel et riz. Le voyage nécessitait à la descente trois jours entiers de marche dans la rocaille. Il fallait franchir trois cols et traverser à neuf reprises des rivières glaciales. Le retour, le dos lesté d'une trentaine de kilos, prenait une journée de plus. Malgré ces brèves incursions dans « l'autre monde », rien ne pouvait altérer la vie ancestrale des Shimshalis.

L'OUVERTURE SUR L'EXTÉRIEUR A BOULEVERSÉ LE RÉGIME ALIMENTAIRE DES HABITANTS DE SHIMSHAL, CONSIDÉRÉ COMME LE SECRET DE LEUR LONGÉVITÉ

« C'était une vie difficile, âpre, mais parfaitement saine et en symbiose avec la nature, confie Mohamed Amin, un professeur à la retraite. *Nous n'avions rien. On ne mangeait que ce que nous étions capables de produire, tout était pur, biologique, sans aucun produit chimique. »* Chaque été, les familles migraient avec leurs troupeaux sur les pâturages du Pamir, à 4735 mètres d'altitude, jusqu'à l'arrivée de l'hiver. Hommes et femmes avaient l'habitude de marcher plusieurs heures par jour en haute altitude. Ce quotidien très particulier, à l'abri de toute forme de pollution, a conféré à ces montagnards une résistance exceptionnelle. Shimshal et la vallée de la Hunza auraient compté des dizaines de centenaires.

Infographie *Le Monde*

CÉRÉALES INDIGÈNES DÉLAISSÉES

Des scientifiques de toutes disciplines, des ethnologues, des botanistes, des nutritionnistes sont venus les ausculter pour tenter de comprendre les secrets de leur longévité. Leur régime frugal, composé essentiellement de légumes, de céréales, de fruits et de lait, la faible consommation de viande – limitée aux jours de fête –, l'eau chargée en minéraux, l'exercice physique, l'absence de stress et des liens communautaires très forts y ont contribué.

Le village a développé un système de dons collectif, baptisé « *nomus* », une mise en commun de ressources et de main-d'œuvre pour construire des biens partagés – un chemin, un pont, un canal d'irrigation… – au nom de quelqu'un. Ainsi, au moins, quand les villageois empruntent ou utilisent l'un ou l'autre ces aménagements, ils se remémorent le nom de la personne en question et lui adressent une prière pour élever son âme. Des experts, prudents, ont toutefois émis l'hypothèse que les Shimshalis avaient les traits de centenaires sans en avoir réellement l'âge, en raison de leur exposition au soleil de haute altitude.

A 99 ans, Bibi Nageen semble avoir bien profité du bain de jouvence. En 2020, elle gardait encore ses bêtes sur les hauts pâturages, à la belle saison. Aujourd'hui, ses jambes ne sont plus assez solides et elle n'en a plus la force. *« Ça me manque beaucoup*, dit-elle. *J'aimais cette vie à l'air, même si c'était dur. Nous n'avions aucun luxe. Je portais la même robe jusqu'à l'usure. »* La vieille dame, veuve depuis 1980, reste désormais la plupart du temps dans la maison de son fils.

La route de Shimshal a nécessité dix-huit ans de travaux titanesques, entrepris par les Shimshalis eux-mêmes, pour relier le village à la route du Karakoram. Ce raccordement au monde extérieur a bouleversé les habitudes, pour le meilleur et pour le pire. Bien sûr, cette voie d'accès a facilité la circulation des hommes et des biens et généré des sources de revenus. Les familles vendent maintenant leur production agricole, certaines se sont même converties au tourisme en ouvrant des gîtes. Le village, qui a vu naître plusieurs alpinistes réputés, dont Samina Baig, la première Pakistanaise à parvenir au sommet de l'Everest, est prisé des amateurs de treks et des grimpeurs en quête des sommets de plus 7000 mètres et des glaciers comme le Yazghil ou le Khurdopin.

Le confort est entré dans les logis. Rares sont désormais les maisons sans réfrigérateur ni plaques de cuisson. *« En 2003, la route n'a pas seulement été un moyen de communication, elle a été synonyme d'une révolution pour notre communauté*, raconte Bona Begum, 60 ans, assise sur un tabouret dans la pièce à vivre de sa maison, agencée selon la tradition autour d'un poêle à bois utilisé pour confectionner les pains. *D'un coup, nous avons eu accès à la modernité. Les gens ont pu s'acheter des vêtements et des chaussures. Nous avons eu entre les mains des pièces d'argent et nous avons ouvert des comptes en banque. »* Bona Begum est attachée à sa terre et ne souhaiterait pour rien au monde en partir, mais elle laisse ses enfants choisir leur vie. Plusieurs d'entre eux ont déjà quitté Shimshal.

Le petit magasin d'Ambreen Karim, 25 ans, témoigne de l'évolution des habitudes alimentaires. Ses étagères sont remplies de bouteilles de soda, de gâteaux, chips, bonbons, savons et détergents industriels, achetés à Ali Abad, le centre administratif et commercial de la vallée de la Hunza. L'échoppe la fait vivre avec sa mère, depuis la mort de son père dans une avalanche au K2 en 2008.

L'ouverture sur l'extérieur a bouleversé le fameux régime alimentaire des Shimshalis, considéré comme le secret de leur longévité. Pour payer les études de leurs enfants, les paysans se sont mis à produire des pommes de terre, au risque de délaisser les céréales indigè-

A gauche : le village de Passu, au pied des cônes du Karakoram, dans la vallée de la Hunza (Pakistan), le 24 mai 2025. En bas : après le débordement d'un lac glaciaire, à Hassanabad, le 9 juin 2022.
SOPHIE LANDRIN/« LE MONDE » ; ABDUL MAJEED/AFP

nes, notamment le blé, indispensable à la préparation des chapatis, le pain qui accompagne tous les repas des Pakistanais. Ils ont réservé la production des abricots à la vente et ils ont commencé à acheter riz, blé et autres produits, importés de régions lointaines. Des maladies, telles que le diabète et l'hypertension, ignorées jusqu'alors, ont fait leur apparition.

« TRADITIONS ENCORE VIVANTES »

Progressivement, les Shimshalis se sont éloignés de leur mode de vie nomade. Ils ne migrent plus sur les pâturages du plateau du Pamir, comme ils l'ont fait durant des siècles, et le petit hameau pastoral – où ils dormaient autrefois l'été – est à l'abandon. A la place du *kuch*, la transhumance collective, neuf bergers se relaient pour garder le troupeau de yaks, et plus personne ne produit de lait ou de fromage. Les bêtes, appréciées pour leur chair dans la vallée de la Hunza, sont uniquement destinées aux boucheries. Leur fourrure et leur peau, utilisées autrefois pour confectionner de beaux tapis et des vêtements chauds, ne sont plus travaillées.

« Les gens sont devenus paresseux, ils passent leur vie à regarder leur téléphone », déplore Hasil Shah. Cet ancien alpiniste de 58 ans, petite moustache et visage buriné, est rongé par la nostalgie, lui qui a arpenté avec les meilleurs grimpeurs occidentaux les sommets du Pakistan, du majestueux Rakaposhi (7 788 m) au Spantik (7 027 m), en passant par le redouté K2 (8 611 m) et le Nanga Parbat (8 126 m), surnommé la « montagne tueuse ».

L'âge venant, Hasil Shah a rangé ses crampons et ses piolets pour ouvrir une maison d'hôtes. Cela lui rapporte des revenus confortables, mais sans le consoler de la perte des coutumes. *« En à peine vingt ans, tout notre environnement a changé*, confie-t-il. *Le ciment, qui rend les maisons glaciales l'hiver, a remplacé les pierres et la terre. Notre alimentation ne repose plus sur notre production. Maintenant, on fait venir du poulet du Sud. Nous n'en avions jamais mangé avant 2003. On importe du riz du Pendjab, de la farine, bourrés de pesticides. Mes enfants n'aiment pas ma farine ! »*

« EN À PEINE VINGT ANS, TOUT NOTRE ENVIRONNEMENT A CHANGÉ. ON IMPORTE DU RIZ DU PENDJAB, DE LA FARINE, BOURRÉS DE PESTICIDES »
HASIL SHAH
gérant d'une maison d'hôtes

Les deux fils et la fille de Hasil Shah ont étudié dans des grandes universités du pays et la vie ici ne les attire plus. L'un est ingénieur en Allemagne, l'autre est à Karachi, la grande mégalopole du Sud. Sa fille, elle, vit à Rawalpindi, près de la capitale, Islamabad. L'ancien alpiniste ne se fait guère d'illusions : les années du village, dit-il, sont comptées. *« Nos traditions sont encore vivantes, mais qui va apprendre de moi ? Mes enfants sont partis, ils font de l'argent. Ils ne reviendront pas. »*

Mohamed Amin, le professeur à la retraite, porte, en ce matin du 25 mai, un *shalwar kameez*, la tenue traditionnelle des hommes pakistanais, une tunique à col Mao et pantalon assorti. Il s'est coiffé d'un béret en laine blanc, symbole de cette région. Toute la communauté s'est rassemblée devant l'école, dans l'attente de l'hélicoptère qui doit transporter un visiteur de marque : le représentant de l'Aga Khan. Comme 84 % de la population de la vallée de la Hunza, les habitants de Shimshal sont des ismaéliens nizârites, un courant issu de l'islam chiite, libéral, représenté par l'Aga Khan, qui compte dans le monde entre 12 millions et 15 millions de fidèles. L'Aga Khan IV, mort en février et remplacé par son fils, avait financé pour moitié la route de Shimshal ; le reste a été pris en charge par le gouvernement. *« Il a œuvré dans toute la Hunza »*, se félicite Anwar Baig, guide et traducteur de la langue wakhi.

A travers ses organisations philanthropiques, le leader des ismaéliens a fait de la vallée de la Hunza et de tout le Gilgit-Baltistan la région la plus éduquée du Pakistan, avec un taux d'alphabétisation de 97 %, contre 60,7 % à l'échelle nationale. Dès les années 1960, il a ouvert des écoles dans presque chaque village, contribué à la construction d'hôpitaux, de ponts et de canaux d'irrigation, fait installer l'eau courante et des systèmes d'assainissement.

ÉROSION DES BERGES DE LA RIVIÈRE

L'évolution de la vallée préfigure sans doute l'avenir de Shimshal, le dernier village raccordé à la Karakoram Highway, l'épine dorsale de l'économie. Située sur l'ancienne Route de la soie, cette région de haute altitude est restée isolée durant des millénaires. Les aventuriers occidentaux de passage dans les parages au début du XXe siècle ont abondamment relayé l'image d'un paradis terrestre, répétant que le romancier britannique James Hilton avait situé ici la Shangri La, vallée mystique et harmonieuse décrite dans son livre *Les Horizons perdus* (Les Belles Lettres, 1933). *« Nous étions des nomades élevant nos chèvres, nous ne connaissions rien du monde extérieur, nous ignorions les guerres qui se jouaient ici et là. Nous savions juste qu'il était difficile de trouver du sel »*, explique d'une voix fluette Naina (son nom de famille n'a pas été donné), une centenaire installée à Karimabad, 16 000 habitants, la « capitale » de la Hunza, avec ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants.

La région, royaume dirigé par un *mir* (« prince ») jusqu'à son intégration dans le Pakistan en 1974, s'est ouverte au monde en 1980, avec vingt ans d'avance sur Shimshal, lorsque les Chinois ont achevé la Karakoram Highway, 1 300 kilomètres entre le Xinjiang et la mer d'Oman. *« Jusqu'à l'arrivée de cette route, la majorité de la population de la Hunza était très pauvre*, résume Babar Khan, responsable régional du Centre international pour le développement intégré des montagnes et natif de la vallée de la Hunza. *Les paysans cultivaient leurs champs pour la petite agriculture de subsistance, qui dépendait entièrement de la fonte des glaciers. Il n'y avait aucun marché pour vendre les éventuels surplus et gagner de l'argent. »*

Le développement a été rapide, marqué par le déclin de l'agriculture de subsistance, l'expansion de l'économie monétaire et l'essor du tourisme. La région, avec ses paysages majestueux, ses hommes et femmes aux traits européens, réputés pour leur tolérance et leur hospitalité, constitue une destination majeure pour les habitants des plaines.

Mais la fin de l'isolement a eu l'effet d'un boomerang. Le peuple de la Hunza, autonome et suffisant, a compris brutalement, en 2022, qu'il dépendait désormais entièrement de l'extérieur. Le 7 mai de cette année-là, après un épisode de hausse soudaine des températures dans le nord du Pakistan, un lac sous le glacier Shishper a rompu, générant un flot monstrueux d'eau et de roches qui dévala les pentes, dévastant tout sur son passage : un GLOF (inondation par débordement d'un lac glaciaire), dans le jargon des glaciologues. Dans le seul village de Hassanabad, 24 maisons, des terres cultivées et deux petites centrales électriques furent avalées, ainsi que le pont reliant le bourg au reste de la Hunza. L'ouvrage, construit en 1972, constituait un lien vital entre le nord du Pakistan et le reste du pays. Le commerce avec la Chine en dépend, la Hunza étant la porte d'entrée du corridor économique Chine-Pakistan.

Durant plus de sept mois, la vallée fut coupée de tout. Les habitants, démunis, ne savaient plus faire seuls. *« Cela a eu un impact énorme sur la vie locale*, témoigne Babar Khan. *Toute la chaîne d'approvisionnement a été rompue. Les gens n'étaient pas préparés à une catastrophe d'une telle ampleur. L'argent qu'ils avaient acquis avec l'ouverture de la Karakoram Highway n'était d'aucune utilité. Ils avaient arrêté de cultiver du blé. Ils n'étaient plus autosuffisants. Avant, chaque foyer avait un grenier sur son toit où il gardait les fruits et tout le reste pour les rudes hivers. Toutes ces habitudes se sont perdues. »*

Ce désastre, dont Hassanabad ne s'est pas encore remis, a rappelé les habitants à la réalité du changement climatique. La « vallée des immortels », ainsi surnommée en référence à ses centenaires, vit sous la menace de ses géants blancs qui ont fait sa renommée : le glacier Batura (57 kilomètres), ou encore le Mochowar et le Shishper. Ainsi cernée, la vallée de la Hunza est considérée comme la plus vulnérable de la chaîne du Karakoram aux risques de GLOF.

Depuis une dizaine d'années, les calamités s'enchaînent dans les environs. En janvier 2010, un énorme glissement de terrain a bloqué la rivière éponyme à hauteur du village d'Attabad, créant un lac artificiel de toute beauté, mais perturbant la vie de 6 000 personnes dont les maisons, les vergers et les fermes furent engloutis. De larges portions de la Karakoram Highway ont été submergées, perturbant gravement la communication entre les hameaux. Durant quatre ans, hommes et marchandises ont dû être chargés sur des barges pour traverser le lac. Ce n'est qu'en 2015 que les communautés locales en amont ont pu retrouver une vie normale, avec la mise en service d'une route alternative de 22 kilomètres qui passe sous six tunnels financés par la Chine.

Au pied du Karakoram, Passu a déjà perdu plus de la moitié de sa population et de sa superficie après des épisodes d'inondations. L'érosion des berges de la rivière, due à la fonte des glaciers, a détruit des dizaines de maisons. Mohamed Hassnat, 91 ans, ancien conducteur de camions dans l'armée, compte parmi les déplacés. Sa famille a déménagé trois fois. A l'époque de son père, le village était situé sur l'autre rive de la rivière Hunza. Il a été détruit par une gigantesque inondation à la suite d'un débordement d'un lac glaciaire. La famille a construit une nouvelle maison sur la rive opposée, mais celle-ci a été avalée par la rivière. Pour sécuriser le village, des murs en pierre ont été élevés le long des berges.

Il espère que sa nouvelle demeure et le verger attenant seront suffisamment éloignés de la Hunza. *« La hausse des températures est un désastre dans notre région*, témoigne son fils, Amjed Karim, 53 ans, guide pour une agence de voyages. *Nous n'avons presque plus de neige l'hiver, essentielle pour l'irrigation, car nous n'avons pas de mousson et les étés sont torrides. »* Dans les vergers, la hausse des températures fait proliférer les parasites et les insectes. Dans les champs alentour, elle perturbe la période des semis.

Malheureusement, les scénarios des climatologues laissent présager bien d'autres catastrophes. La température moyenne dans le nord du Pakistan augmente plus vite que dans le reste du territoire et pourrait s'élever de 4,8 °C d'ici à la fin du XXIe siècle. La perspective est cruelle pour ce pays de 247 millions d'habitants, très faible émetteur de gaz à effet de serre (1 % des émissions mondiales), mais l'un des plus vulnérables au réchauffement climatique et aux phénomènes météorologiques extrêmes, avec ses 13 000 glaciers. A Shimshal, l'ancien alpiniste Hasil Shah a vu de ses yeux les masses de glace reculer d'année en année, annonçant, selon lui, le triste crépuscule de la « vallée des immortels ». ■

SOPHIE LANDRIN

Prochain épisode Zanskar, la vallée de la soif

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Chucho Valdés, en concert à Madrid, en juillet 2024. MARIANO REGIDOR/REDFERNS/GETTY

L'art des métamorphoses de Chucho Valdés

A 83 ans, le pianiste qui dit avoir voulu « cubaniser Mozart » est en tournée cet été avec son Royal Quartet

MUSIQUE

Les vols vers La Havane sont devenus hors de prix depuis la pandémie due au Covid-19. Mais, heureusement, l'élite pianistique de l'île vient en France alors que débutent les festivals de l'été. Après le prodige Roberto Fonseca, en duo, le 15 juin, avec le violoncelliste Vincent Ségal aux Nuits de Fourvière lyonnaises, place à celui qui l'avait précédé en tant que directeur du festival de jazz de La Havane : l'immense (1,94 mètre) maestro Chucho Valdés, programmé, entre le 26 juin et le 4 juillet, à Ajaccio, à Wolfisheim (Bas-Rhin), à Fontainebleau (Seine-et-Marne) et à Vitrolles (Bouches-du-Rhône).

Coiffé de son éternel béret Kangol, porté, comme il se doit, à l'envers (quand Roberto Fonseca, demi-frère des fils aînés de Chucho Valdés, a opté pour le Borsalino), le vétéran des révolutions musicales, aujourd'hui résident de Malaga (Andalousie), était de passage à Paris au printemps. Avant de reprendre la route.

A 83 ans, Chucho Valdés n'en finit plus de célébrer sa longévité. Bob Dylan a inventé la « tournée sans fin ». Pour son exact contemporain, toutes les occasions sont bonnes pour faire la fiesta. Depuis 2024, il fête ainsi le cinquantenaire d'Irakere (« jungle » en lucumi, dialecte introduit à Cuba par les esclaves yoruba d'Afrique de l'Ouest). Un collectif révolutionnaire pour son syncrétisme mêlant au bouillonnement afro-cubain l'effervescence du be-bop et l'électricité du rock psychédélique, dont témoigne l'explosif *Bacalao con pan* (1973), composé par son frère Raul. A l'occasion, le joignent, pour Irakere 50, deux compagnons de route historiques qui ont choisi l'exil chez le voisin américain, le trompettiste Arturo Sandoval et le clarinettiste et saxophoniste Paquito D'Rivera, inlassable pourfendeur du mythe guévariste.

Avec son armée de percussionnistes (congas, bongos, timbales, etc.), Irakere a pu être vu comme un cousin cubain de Santana. Chucho Valdés oriente aussitôt vers une autre piste : *« J'étais un grand fan de James Brown, et nous avons choisi d'harmoniser les sonorités funk avec les tambours batas africains* [les trois tambours sacrés en forme de sablier utilisés dans la religion yoruba et sa descendance cubaine, la santeria]. *J'ai toujours adoré la musique qui fait danser, et on n'utilisait pas dans ce but ces instruments, réservés pour les rites de la santeria. Ceux qui ne les avaient jamais entendus étaient en transe. On peut dire qu'Irakere a changé le cours de la musique cubaine. »* De fait, le groupe est considéré, avec Los Van Van (inventeurs du diabolique songo), comme précurseur de la timba, cette nouvelle fusion qui devait faire un tabac à partir des années 1990.

Fort en rythmes

Chucho Valdés incarne cet art des métamorphoses propre au génie cubain. Son nom permet de fédérer autour de lui toutes les générations, puisque les concerts d'Irakere 50 associent également les trois musiciens formant aujourd'hui son Royal Quartet, projet succédant aux Afro-Cuban Messengers, dont le premier album, *Cuba and Beyond* (Innerjazz/Inner Cat Music), a paru en 2024. Un trio fort en rythmes puisqu'il comporte un percussionniste, Roberto Jr Vizcaino, dit « Tato » (dont les congas se déchaînent dans *Tatomania*), un batteur, Horacio « El Negro » Hernandez, et un contrebassiste, José Antonio Gola.

De ces trois-là, le leader a l'âge d'être le père, sinon le grand-père. *« Avec eux, je suis à la fois le maître et l'élève*, constate-t-il. *Je crée un concept musical et j'invite des musiciens, soigneusement choisis, en fonction de ce qu'ils peuvent lui apporter. J'apprends beaucoup de ces musiciens plus jeunes, dont la technique rythmique est encore plus évoluée, et eux trouvent à puiser dans mon expérience. J'appelle cela de la "rétroalimentation" : on se nourrit mutuellement. La musique ne peut se renouveler qu'avec la valeur ajoutée apportée par chacun et un apprentissage mutuel. »*

Comme l'indique son titre, *Cuba and Beyond* est un album profondément insulaire, mais dont le regard est dirigé vers le grand large : *« Les musiques cubaines en forment le socle. Le premier titre,* Punto cubano, *se rapporte ainsi à un genre poétique et musical très ancien, né dans les campagnes cubaines. Je l'entendais chanté par les paysans de ma ville natale, Quivican* [à 40 kilomètres au sud de La Havane]. *Mais j'ai aussi ajouté du danzon* [apparu dès les années 1880] *et du boléro, du mambo et de la conga. Il faut continuer de faire évoluer ce patrimoine pour l'emmener au XXIe siècle. »*

Ainsi de *Nosotros*, boléro composé par Pedro Junco (1920-1943), d'autant plus mélodramatique que son auteur, fauché par la tuberculose, ignorait qu'il deviendrait l'une des plus célèbres chansons d'amour cubaines, avec des reprises par centaines, d'Eydie Gormé à Sara Montiel, de Placido Domingo à Luis Miguel. Le tempo alangui du boléro cubain n'a rien de commun avec le tube à ostinato, staccato et crescendo de Maurice Ravel. Dont Chucho Valdés, en mélomane, rappelle qu'il fut précédé de près d'un siècle par un *Boléro* (1833) peu connu signé Frédéric Chopin, sans doute plus en rapport avec sa conception de l'air de danse espagnol.

> **« La technique classique m'a procuré la meilleure base : appliquée aux autres musiques, elle donne une liberté incroyable »**
> CHUCHO VALDÉS

Comment moderniser ce standard rabâché qu'est *Nosotros* ? *« En réservant le piano à cette mélodie cubaine, avec un jeu influencé par le style de Bill Evans*, répond Chucho Valdés. *Les cycles harmoniques peuvent être transformés dans le boléro, ce qui procure un espace et une amplitude incroyables pour l'improvisation, mais sans jamais interrompre le rythme cubain. J'ai aussi pensé à deux autres grands musiciens américains de jazz, Chick Corea et Herbie Hancock. »* Avec lesquels Chucho Valdés a joué. Et il salue la mémoire de Chick Corea, mort en 2021, en interprétant son *Armando's Rhumba* (1976).

Enfant prodige

A l'anniversaire d'Irakere, le pianiste a ajouté un autre à son agenda : ses 60 ans de carrière. Ils indiquent que, bien avant d'être adoubé par le public du jazz et d'enregistrer pour le prestigieux label Blue Note (*Solo Piano*, en 1993, ou *Live at the Village Vanguard*, en 2000), Chucho Valdés avait inauguré sa discographie par un *Jazz Nocturno*, en 1964, capté aux studios Areito de La Havane, qui venaient d'être nationalisés et dont l'enseigne disposait désormais d'un monopole.

Le jazz, musique propagée par l'ennemi « impérialiste », n'avait pourtant pas la cote (c'est un euphémisme) auprès du régime castriste pendant la période prérévolutionnaire – musicalement incarnée, entre autres, par son père, le pianiste, compositeur et chef d'orchestre Bebo Valdés (1918-2013), maître du mambo et pionnier du jazz afro-cubain. Celui-ci était surtout le directeur artistique du Tropicana Club de La Havane, un lieu que les vertueux associaient à toutes les débauches avant que le dictateur Batista ne soit chassé du pouvoir en 1959.

> **« La musique ne peut se renouveler qu'avec la valeur ajoutée apportée par chacun et un apprentissage mutuel »**
> CHUCHO VALDÉS

Sur l'album du Royal Quartet, la fantaisie *Mozart a la Cubana* rappelle que le fiston, autre enfant prodige, fit ses débuts au Tropicana à l'âge de 9 ans, pour jouer cette même *Sonate pour piano n° 16 en do majeur*. *« J'ai voulu cubaniser Mozart*, glisse-t-il en souriant. *Il y avait aussi du Beethoven à mon premier programme, mais j'ai trouvé que sa musique se prêtait moins à cette union. »*

« J'ai donc la particularité d'avoir reçu trois formations, non par étapes, mais simultanément, synthétise le fils de Bebo Valdés et de Pilar Rodriguez, pianiste et professeure. *La technique classique m'a procuré la meilleure base possible : quand on l'applique aux autres musiques, elle donne une liberté incroyable. J'ai aussi été à l'école cubaine, grâce à mon père, qui enseignait le jazz. J'ai connu, enfant, le percussionniste Chano Pozo* [1915-1948] *et le trompettiste Mario Bauza* [1911-1993], *deux de ses amis, alors qu'ils créaient, avec le trompettiste américain Dizzy Gillespie* [1917-1993], *le jazz afro-cubain, dont mon père est aussi l'un des fondateurs. »*

« La troisième école, complète-t-il, *c'est celle de la rue, avec les sons et les rythmes africains que j'entendais dans mon quartier, où on jouait la rumba et où se déroulaient les processions de santeria. »* Bebo Valdés avait introduit des tambours batas dans son orchestre dès 1952, en mettant au point le batanga, un rythme dérivé du mambo. Chucho a *« voulu aller encore plus loin »* en les substituant à la batterie dans l'album *Jazz Bata* (1972). Et en puisant dans la richesse de leurs rythmes la matière de ses solos : *« Le piano est un instrument harmonique et mélodique, mais il est aussi un instrument de percussion, parce que les cordes sont percutées par des marteaux. »*

Au Conservatoire de La Havane, il aura donc appris harmonie, contrepoint et orchestration auprès de Leo Brouwer, grand compositeur de pièces pour guitare. Au Tropicana, où il débute au sein de l'orchestre Sabor de Cuba de son père (qui quitte l'île dès 1960), à jouer à peu près de tout et à improviser. *« J'avais été d'abord inspiré par Duke Ellington, Bud Powell, Thelonious Monk, Lennie Tristano... Mais c'est Dave Brubeck qui m'a montré la voie à suivre, car ses solos, dans les années 1950, sont de grandes variations. Pour moi, il était un musicien impressionniste avec un langage très français. Ce n'est pas un hasard si le professeur de Brubeck était Darius Milhaud. »*

Avec son quatuor moderne et polyrythmique, Chucho Valdés continue d'avancer. Sur la route des festivals, il entend jouer *« la musique de ce disque et quelques œuvres nouvelles créées depuis »*. Sans négliger les classiques. « But Not for Me, *de Gershwin*, annonce-t-il, *et un medley de standards de Duke Ellington et de Bill Evans que je suis en train d'apprendre. »* Vous avez bien lu : apprendre. ■

BRUNO LESPRIT

Chucho Valdés Royal Quartet, le 26 juin à Jazz in Aiacciu, Ajaccio ; le 27 au Wolfi Jazz Festival, Wolfisheim (Bas-Rhin) ; le 29 au Festival Django-Reinhardt, Fontainebleau (Seine-et-Marne) ; le 4 juillet au Charlie Jazz Festival, Vitrolles (Bouches-du-Rhône).

Au Grand Palais, l'art dit « brut » jusqu'à saturation

Bien que trop fournie, l'exposition d'une partie de la donation Decharme recèle des pièces importantes

EXPOSITION

« Art brut », annoncent les affiches de l'exposition, au Grand Palais, à Paris, d'une partie de la donation faite par le collectionneur Bruno Decharme au Centre Pompidou, qui a reçu, en 2021, 947 œuvres de 222 autrices et auteurs, du XVIIe au XXIe siècle. Le Musée national d'art moderne ne s'étant jusqu'alors jamais intéressé à ce sujet, cette arrivée était un miracle. Sans doute est-ce pour remercier le Centre Pompidou que le collectionneur et son épouse, Barbara Safarova, assurent le commissariat de l'exposition et y sont très présents par le truchement de petits films le long du parcours.

Si importante soit la donation, elle n'est cependant qu'une fraction de l'ensemble acquis depuis quatre décennies par Decharme. En 2021, il l'estimait entre 5000 et 6000 pièces. La collection privée *abcd* – premier nom que lui avait donné son fondateur – a donc de substantielles réserves, dont elle peut user à sa guise.

« Abcd » est l'abréviation d'« art brut connaissance & diffusion ». On aurait préféré que « d » vaille pour « définition », car c'est le principal problème, qui se voit très bien au Grand Palais. L'appellation « art brut » a été lancée après la seconde guerre mondiale par l'artiste Jean Dubuffet (1901-1985). Parce qu'elle est simple et sonore, parce que son inventeur en constitua une importante collection, devenue plus tard un musée à Lausanne (Suisse), et parce qu'elle bénéficie de la célébrité de l'artiste Dubuffet, elle est d'un usage courant. Mais que recouvre-t-elle ?

Difficulté irréductible

Dans sa préface, Decharme cite le peintre, en 1947 : *« L'art brut, c'est l'art brut et tout le monde a très bien compris. »* C'est liquider trop vite la question. Dubuffet lui-même est plus précis. Ainsi, en 1949, écrit-il que l'*« art brut »* se compose *« des ouvrages exécutés par des personnes indemnes de culture artistique, dans lesquels donc le mimétisme, contrairement à ce qui se passe chez les intellectuels, ait peu ou pas de part* (...). *»* Deux ans plus tard, il oppose sans nuances *« tout cet art fait en Occident par le clan – par la caste – des artistes professionnels et des gens intoxiqués de culture – cet art dont sont remplis nos musées* (...) *et que l'on peut appeler en bloc l'ART CULTUREL à toutes les œuvres relevant de l'ART BRUT, produites par des personnes étrangères à la culture, et ne recevant d'elles aucune information ni influence »*. Sa définition est donc seulement négative : on saurait ce qui est « brut », d'après les données biographiques de celles et ceux qu'il inclut dans cette catégorie.

Nombre d'œuvres imposent la puissance des charges psychiques inscrites en elles

Mais, en procédant ainsi, Dubuffet mêle des situations très diverses, comme le lui fit vite remarquer André Breton. Il y a les malades mentaux, ou tenus pour tels, reclus dans des asiles psychiatriques, une dénomination elle-même simpliste, car elle confond des atteintes inégalement profondes et durables. Il y a les autodidactes, qui cultivent secrètement ou ostensiblement leur goût pour une pratique créatrice, mais sont « normaux » comme on dit. Il y a aussi les fidèles de croyances telles que le spiritisme et d'autres formes d'occultisme. Soit parce que leur état psychique ne le permet pas, soit parce que leur condition sociale, paysanne ou ouvrière le plus souvent, les a tenus écartés des écoles et des musées ou encore parce qu'ils croient possible de comprendre l'ordre du monde et d'agir sur celui-ci magiquement, ces personnes sont extérieures à la culture dominante. Sous l'appellation commune et essentialisante, la réalité est infiniment plus complexe.

C'est ce que démontre l'exposition, involontairement : qu'« art brut » n'est qu'un label imposé de l'extérieur à des formes de création entre lesquelles l'analyse doit distinguer, ne serait-ce que par respect pour celles et ceux qui sont en cause. Cette difficulté irréductible se voit d'abord en raison du nombre de travaux montrés. Plus de 400, de près de 200 femmes et hommes, alignés sur deux étages dans des salles aux murs saturés. Chacun a sa singularité, ses références, ses passions, ses obsessions. Or, l'accumulation et la promiscuité les écrasent. La présentation accentue cet effet, car elle est uniforme et du type muséal le plus conventionnel, dessins et peintures encadrés, avec sous-verre pour les papiers, et socles pour ce qui relève de la sculpture ou de l'objet modifié. Seules les pièces de grande dimension échappent à la règle.

Quand, en 2014, La Maison rouge avait accueilli une partie de la collection, c'était pour une déambulation semée de surprises, avec un côté joueur et libre. Cette fois, les œuvres sont rangées au cordeau, comme s'il s'agissait de botanique ou d'entomologie, et non d'êtres humains. Dans ces sciences de la nature, il est possible de créer des catégories claires et stables. Pas en matière d'art, ce qu'avoue la disparité des regroupements proposés : des sections géographiques – Brésil, Japon, Cuba –, des thématiques – magies, monstres, assemblage – et d'autres encore consacrées à des lieux – la « S » Grand Atelier dans les Ardennes belges ou la Haus der Künstler (« maison des artistes ») viennoise. Bien des pièces pourraient passer d'une section à l'autre sans inconvénient.

Une suite d'énigmes irrésolues

Il n'en est que plus remarquable que tant d'œuvres parviennent néanmoins à imposer l'intensité de leurs expressions, la puissance des charges psychiques inscrites en elles et l'inventivité technique des artistes. C'est la seule chose dont on ne puisse douter : il n'est pas nécessaire d'être passé par une école des beaux-arts pour affirmer une création qui ne souffre en rien d'une comparaison avec celle des artistes professionnels. Là est la véritable interrogation, comment ces œuvres ont-elles été possibles, mentalement et matériellement ? On ne pourrait tenter d'y répondre qu'en les étudiant attentivement.

L'exposition se déroule donc comme une suite d'énigmes irrésolues. Certaines ont des noms de célèbres et sont présentées ici par des œuvres importantes : Aloïse Corbaz, Guillaume Pujol, Auguste Forestier, Henry Darger, Scottie Wilson, Adolf Wölfli, Carlo Zinelli, Melvin Way et, côté spirites, Augustin Lesage et Fleury Joseph Crépin. Ces « historiques » ont fait, pour nombre d'entre eux, l'objet d'expositions individuelles jusque dans les musées français : Darger au Musée d'art moderne de Paris, les internés de l'asile de Saint-Alban-sur-Limagnole aux Abattoirs de Toulouse, par exemple.

D'autres sont moins bien montrés au Grand Palais – Unica Zürn – ou absents – Louis Soutter parmi les morts, Lubos Plny parmi les vivants. Mais proposer un choix préférentiel serait contraire à la nature même de ces travaux. Les couleurs ou leur absence, l'abondance des éléments accumulés sur la feuille ou leur rareté, la passion de la géométrie droite ou des courbes et tourbillons, la figuration du corps ou l'abstraction de signes répétés sont autant de spécificités qui provoquent en chaque visiteur des émotions et des stupeurs personnelles. ■

PHILIPPE DAGEN

« Art brut. Dans l'intimité ***d'une collection »****, la donation Decharme au Centre Pompidou, au Grand Palais, Paris 8e. Jusqu'au 21 septembre.*

NOMINATION

Thomas Jolly nommé président de la commission Jeu vidéo du CNC

Le metteur en scène Thomas Jolly, directeur artistique des cérémonies des Jeux de Paris, a été nommé à la tête de la commission du fonds d'aide aux créateurs de jeux vidéo du Centre national du cinéma et de l'image animée (CNC), a annoncé mardi 24 juin l'organisme. Géré par le CNC depuis 2021, ce fonds, doté d'un budget annuel de 5 millions d'euros, fournit des aides destinées à accompagner toutes les phases de réalisation d'un titre. – (*AFP.*)

CINÉMA

La Fête du cinéma célèbre ses 40 ans du 29 juin au 2 juillet

Des séances à 5 euros dans toute la France et l'espoir de voir revenir les spectateurs dans les salles, après un début d'année décevant. La Fête du cinéma célèbre ses 40 ans à partir du dimanche 29 juin et jusqu'au mercredi 2 juillet. Plusieurs grosses productions ont calé leur sortie sur ces dates, auxquelles la fréquentation connaît un pic. En 2024, la Fête du cinéma a engrangé un record historique, avec 4,65 millions de spectateurs. Le concept, né en 1985, essaime désormais en Europe. – (*AFP.*)

ARTS

Une fondation suisse trouve un accord concernant un Gauguin spolié

Le tableau daté de 1884 *La Route montante*, de Paul Gauguin, pourra rester exposé au Kunsthaus de Zurich, prestigieux musée suisse, après un accord avec les héritiers légaux de l'ancien propriétaire, un homme d'affaires ayant fui les persécutions nazies. L'accord a été conclu avec *« les héritiers légaux de Richard Semmel »*, a indiqué mardi 24 juin dans un communiqué la Fondation Bührle, l'actuelle propriétaire de l'œuvre. – (*AFP.*)

EXPO RAMA
Rennes 2025

Rennes

Exposition
Couvent des Jacobins
14 juin — 14 sept. 2025

Les yeux dans les yeux

Portraits de la Collection Pinault

exposition-pinault-rennes.com

rodhamine Xinyi Cheng, *Red Bonnet*, 2019 © Pinault Collection

Pinault Collection
DESTINATION RENNES
RENNES Ville et Métropole
Région BRETAGNE
France culture

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Le retour d'Andreas Gursky à Montparnasse

Le photographe expose une nouvelle version de son œuvre, réalisée en 1993, représentant un bâtiment parisien

PHOTOGRAPHIE

Vous ne verrez jamais l'immeuble d'habitation Maine-Montparnasse, à Paris, comme le photographe allemand Andreas Gursky vous le montre, c'est-à-dire d'un seul tenant. Dans *Montparnasse II*, image de 5 mètres de long réalisée en 2025, la barre construite entre 1959 et 1966 s'impose, monumentale, avec ses 750 logements et ses 1 122 fenêtres – *« on les a comptées »*, dit en souriant le photographe rencontré à Paris pour son passage à la galerie Gagosian, où il expose quatre images.

Dans la réalité, ce point de vue est impossible, à cause des bâtiments qui encombrent la perspective. Pour obtenir cette vision impressionnante qui met en valeur le geste radical de l'architecte Dubuisson, Andreas Gursky a créé une image composite : *« J'ai photographié depuis cinq points de vue différents, sur une période de trois jours »*, explique-t-il, avant de passer plusieurs mois à recomposer l'image sur ordinateur. Il a aussi supprimé les détails importuns et choisi les images où les rideaux étaient ouverts, donnant à voir l'intérieur des appartements.

« Paris, Montparnasse II » (2025), d'Andreas Gursky, à la galerie Gagosian, à Paris. THOMAS LANNES/ANDREAS GURSKY/ADAGP, PARIS, 2025

Star des musées et du marché

Andreas Gursky avait déjà réalisé une première version de l'image en 1993, jetant alors un pavé dans la mare : l'artiste formé par les photographes Bernd et Hilla Becher, apôtres de la frontalité documentaire, osait s'écarter des canons de la photographie pour modifier numériquement son image, revendiquant de choisir les éléments de la réalité pour les recomposer à sa guise.

Vingt ans plus tard, avec les progrès du numérique et l'arrivée de l'intelligence artificielle, le débat sur la manipulation des images par les artistes semble avoir vécu. Le photographe est aujourd'hui l'une des grandes stars des musées et du marché avec ses images spectaculaires, infiniment détaillées, dont beaucoup décrivent les effets de la mondialisation : la consommation de masse (entrepôts Amazon), la mutation du travail (usines de Bangkok), l'industrie du divertissement (mégaconcerts, courses automobiles)...

> **« J'ai photographié depuis cinq points de vue différents, sur une période de trois jours »**
> ANDREAS GURSKY

« Ce qui m'intéresse, c'est d'avoir des images qui fonctionnent, dit-il. *Sans la technologie numérique, je ne pourrais pas les faire. Quand j'étais étudiant, je voyageais à la recherche d'un paysage, et je passais des jours sans rien trouver de satisfaisant. Aujourd'hui je peux entendre parler de quelque chose, voir dans le journal une image qui m'intéresse, faire des recherches, et aller sur place. Sans être dépendant du hasard. »*

Pour autant, l'artiste revendique toujours son ancrage dans la photographie. *« En allemand il y a le mot* wahraft, *quand ce n'est pas réel mais que ça semble l'être. J'y suis attaché. Il y a quinze ans, j'ai été influencé par le monde de l'art, par mes amis sculpteurs et peintres, et j'ai un peu perdu de vue le champ de la photographie. Mais j'ai pris conscience que c'était dangereux. C'est le capital avec lequel je travaille, et je ne veux pas le perdre. »*

Pourquoi revenir à Montparnasse, vingt-deux ans plus tard ? Depuis quelques années, le photographe entreprend de revisiter ses œuvres anciennes : sa photo du Rhin, *Rhein II*, image quasi abstraite, restée longtemps la plus chère du monde, a une nouvelle version où l'herbe verte des rives est devenue jaune sous l'effet du réchauffement climatique. *« C'est la réalité qui a modifié la photographie*, dit-il. *J'ai eu envie de revenir à certains endroits pour voir comment le temps s'inscrivait dans l'image. »* Il a ainsi rephotographié, trente et un ans plus tard, le glacier d'Aletsch en Suisse, confronté à une fonte inexorable.

Dans la galerie Gagosian, deux de ses images traitent aussi du passage du temps mais de façon moins directe : en écho à *Gas Cooker* (1980), photo en argentique de la gazinière qu'il utilisait quand il était étudiant, il a photographié en numérique sa plaque de cuisson électrique actuelle, pour réaliser *Electric Cooker*, aux allures de vaisseau spatial. Un diptyque qui dit autant l'évolution des appareils électroménagers, des sources d'énergie, que son changement de statut à lui, de débutant à superstar de la photographie.

Pour *Montparnasse II*, la nouvelle image très détaillée raconte les progrès technologiques, avec des appareils photo capables désormais de voir bien mieux que l'œil humain. *« L'image est si nette, on voit vraiment énormément de détails dans les appartements des gens, le matériel des artistes qui habitent là, les chambres d'enfant... »*

Comme en 1993, l'artiste va mener des entretiens avec les habitants de l'immeuble pour voir qui vit dans ce grand ensemble qui a longtemps abrité des intellectuels et militants de gauche. Car au-delà de l'architecture, sujet qui a toujours fasciné Andreas Gursky, c'est le caractère symbolique de l'endroit qui l'a attiré. *« C'est un bâtiment, mais pour moi c'est surtout un microcosme, une allégorie de la vie. La chose la plus intéressante, dans cette image, c'est qu'on peut voir à l'intérieur. Et c'est fou comme chaque fenêtre est différente. Chaque individu est différent, chacun a des goûts et des objets propres. »*

> **A 70 ans, l'artiste se préoccupe du temps qui passe et des traces qu'on laisse derrière soi**

Par la suite, le photographe envisage de revisiter une autre image célèbre, *99 Cent*, prise à Los Angeles en 1999 dans un magasin de « bonnes affaires », symbole d'un monde de surabondance. *« Ce magasin n'existe plus, mais je pourrais photographier les rayons vides »*, raconte-t-il...

A 70 ans, l'artiste se préoccupe du temps qui passe et des traces qu'on laisse derrière soi. Il a décidé de transformer son immense atelier de Dusseldorf (Allemagne), doté d'un grand jardin, en un musée public qui accueillera entre autres sa collection. Et il a passé les dernières années, avec deux autres artistes, à trouver les fonds pour créer l'Institut allemand pour la photographie, le DFL, lieu consacré au médium, à sa conservation et à sa restauration, qui sera ouvert aux artistes, aux chercheurs et au public.

« Comment conserver les photographies, comment les réparer ?, interroge-t-il. *Les musées ne savent pas, les galeries non plus. L'idée est de rassembler tout le savoir sur ces questions. »* Car la photo, dit-il, est un art dépendant de la technologie, du support, du matériel. *« On a peu de visibilité sur la conservation des images en couleur. Et moi par exemple, j'imprime mes photos sur du papier de 5 mètres de long sur 2,5 mètres*, explique-t-il. *Seules deux entreprises sont capables de le faire au monde. Si elles arrêtent, je ne peux plus travailler. »* ■

CLAIRE GUILLOT

Galerie Gagosian, *Paris 1er. Jusqu'au 30 août.*

13 mars
— 31 août 2025

71, rue du Temple
75003 Paris

mahJ
musée d'art
et d'histoire
du Judaïsme

Alfred Dreyfus
Vérité et justice

Avec le soutien de
GOUVERNEMENT
Liberté
Égalité
Fraternité
VILLE DE PARIS
Fondation Pro mahJ
Avec les prêts exceptionnels
Musée d'Orsay
En partenariat avec
En partenariat média avec
Le Monde
TRANSFUGE
TC
HISTOIRE

mahJ.org
#ExpoDreyfus

L'hôtel Mezzara, à Paris, va devenir le Musée Guimard

Le bâtiment, classé Monument historique, devrait ouvrir début 2028

Paris aura bientôt son Musée Guimard. Il sera installé dans l'hôtel Mezzara, chef-d'œuvre Art nouveau construit en 1910 par Hector Guimard, au 60, rue Jean-de-la-Fontaine à Paris (16e), pour l'industriel du textile d'origine vénitienne Paul Mezzara. C'est par un courrier de la direction régionale des finances publiques d'Ile-de-France daté du 18 juin que l'Etat, propriétaire de cet hôtel particulier de 750 mètres carrés, a annoncé la nouvelle aux deux quinquagénaires passionnés qui se battent depuis sept ans pour faire aboutir leur ambitieux projet : Fabien Choné, président de la société de conseil et de financement Fabelsi et de sa filiale Hector Guimard Diffusion, et Nicolas Horiot, président de l'association Le Cercle Guimard, créée en 2003.

Après deux appels d'offres infructueux en 2021 et 2023, l'Etat, qui avait d'abord envisagé, en 2015, de vendre pour 7 millions d'euros cet hôtel particulier classé Monument historique, a finalement choisi, au terme du troisième appel d'offres lancé le 28 janvier, de signer un bail emphytéotique de valorisation de cinquante ans avec la Foncière Mezzara, constituée par Fabelsi avec une participation de la Banque des territoires (groupe Caisse des dépôts). Moyennant une redevance annuelle dont une partie proportionnelle au chiffre d'affaires de l'établissement, Fabelsi, qui prend en charge la totalité des travaux de restauration de l'édifice, exploitera le futur musée.

« Expérience immersive »

Vide depuis le départ des pensionnaires du lycée Jean-Zay il y a dix ans, *« l'hôtel Mezzara va retrouver sa splendeur d'origine »*, annonce Fabien Choné, qui prévoit d'investir 6 millions d'euros. *« Les travaux (toiture, électricité, chauffage, normes de sécurité...) commenceront fin 2026 pour une ouverture prévue fin 2027-début 2028. Quinze à 20 emplois seront créés. Le ticket d'entrée tournera autour de 15-20 euros »*, annonce l'homme d'affaires, qui a fait fortune dans l'énergie. Un café ouvert sur le jardin de 700 mètres carrés, à l'arrière du bâtiment, sera créé.

Outre le fonds du Cercle Guimard (archives, photos...), le musée exposera la collection de Fabien Choné constituée d'une centaine de pièces signées Guimard : fontes (garde-corps, balcons...), céramiques, entrées de métro, vitrine personnelle du maître... *« Une expérience immersive de réalité virtuelle permettra au public de se plonger dans l'ambiance de la salle de concerts Humbert de Romans, construite par Guimard en 1901 »*, ajoute Fabien Choné.

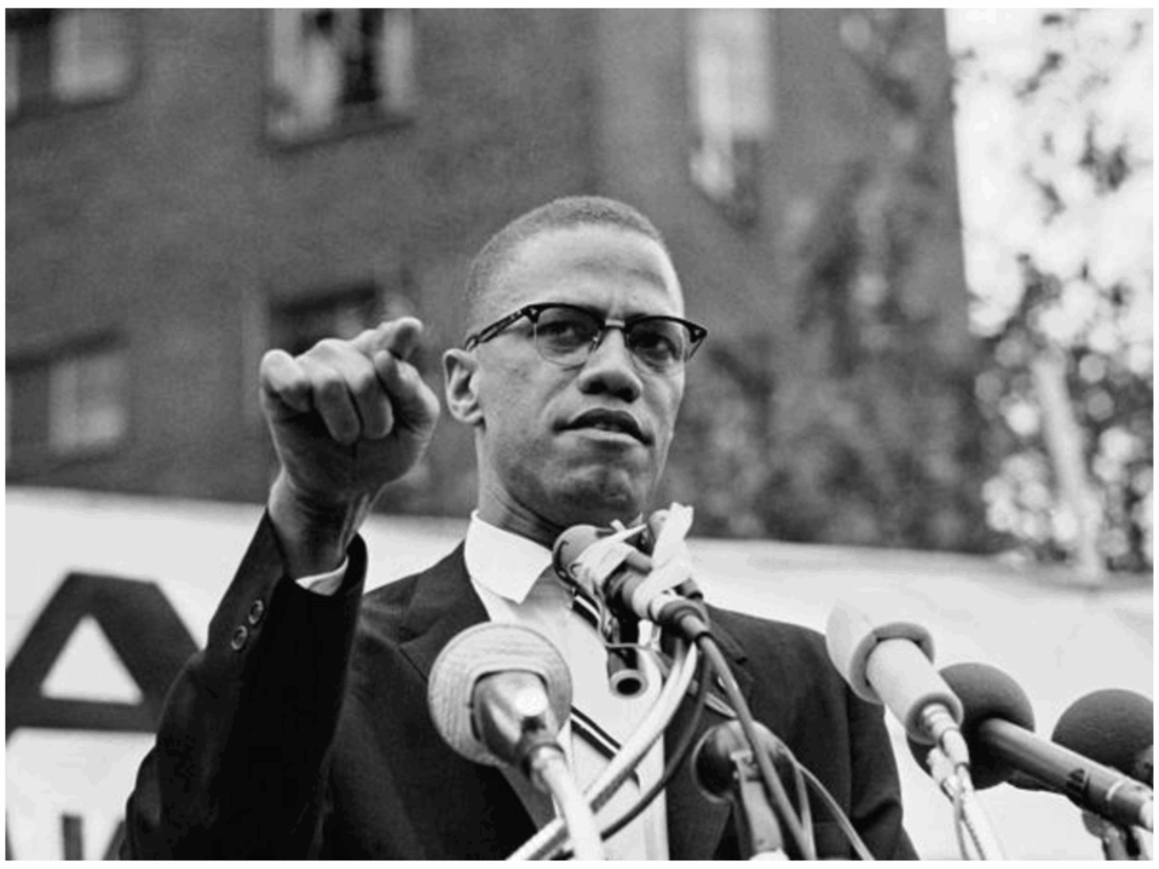
« Avec la création du Musée Guimard à Paris, maillon manquant entre le Musée Victor-Horta, à Bruxelles, et Gaudi, à Barcelone, nous réparons une injustice. En proposant aussi au public des rééditions d'œuvres de Guimard reproduites par des artisans français, le musée poursuivra l'ambition de ce grand architecte qui était de diffuser son œuvre à travers des rééditions », estime Nicolas Horiot.

Président du Musée d'Orsay, Sylvain Amic salue *« un projet privé qui tient la route sur le plan scientifique et économique, porté par des passionnés connaisseurs et collectionneurs de l'œuvre de Guimard »*. ■

PHILIPPE D'INDEVILLERS

« Malcolm X n'est pas facile à aimer »

Le réalisateur Romain Weber explique comment il a travaillé sur sa série documentaire consacrée au militant afro-américain, diffusée sur France Culture



Malcolm X, lors d'un discours en Alabama, le 29 juin 1963. BETTMANN ARCHIVE/GETTY

ENTRETIEN

Auteur de documentaires (notamment une soixantaine d'« Affaires sensibles » sur France Inter ou encore *Jean Moulin, un Français libre*, sur France Culture en 2023) et de fictions (*Les Disparus de Bas-Vourlans* en 2021 et, récemment, *Affiche Ton Ex* sur France Culture), Romain Weber, 30 ans, signe une série documentaire au long cours sur Malcolm X, alors que sont célébrés tout à la fois le centenaire de sa naissance (il est né le 19 mai 1925) et l'anniversaire de sa mort (le 21 février 1965).

Pourquoi avoir voulu consacrer une « Grande Traversée » à Malcolm X aujourd'hui ?

A priori, je n'ai rien à voir avec lui : je suis blanc, parisien, etc. C'est en travaillant sur lui pour écrire un épisode d'« Affaires sensibles » sur France inter en 2021 que j'ai compris pourquoi cet homme m'intéressait. Malcolm X, c'est un mélange de charisme et de violence extrême. C'est aussi les années 1960 et leurs assassinats « iconiques » : le président John Fitzgerald Kennedy *[le 22 novembre 1963]*, Malcolm X, le pasteur Martin Luther King *[le 4 avril 1968]*, le sénateur Robert Francis Kennedy *[le 6 juin 1968]*. Enfin, c'était l'occasion de parler des Etats-Unis autrement que par le couple Donald Trump-Elon Musk, qui a depuis quelque temps saturé l'espace médiatique.

Plus précisément, qu'est-ce qui vous intéressait chez lui ?

Le fait qu'il ne fasse pas consensus, là où, a contrario, Martin Luther King semble exemplaire. Malcolm X, c'est le contraire, il est sacrément problématique : raciste, antisémite, toxico, bandit, maquereau, etc. Et pourtant, la légende le met aujourd'hui quasiment à égalité avec Martin Luther King – et ce bien que la légende soit faite de scandales et même si Malcolm X n'est pas facile à aimer.

Comment avez-vous travaillé ?

J'ai d'abord interrogé des historiens pour bâtir le squelette de l'émission : ainsi de Pap Ndiaye, auteur de nombreux ouvrages sur les Noirs américains, et de l'historienne Sylvie Laurent, qui a écrit une biographie de Martin Luther King (Le Seuil, 2015). Ensuite, j'ai passé quinze jours à New York. Quinze jours à arpenter Harlem notamment et à rencontrer ceux qui ont fait ou font de Malcolm X une légende, comme le jazzman Archie Shepp, auteur de la chanson *Malcolm, Malcolm, Semper Malcolm*, composée juste après son assassinat.

La bande originale de votre série est d'ailleurs particulièrement riche…

C'est le sel du documentaire ! Je l'ai réalisée avec Yvon Croizier, avec qui j'avais déjà travaillé, notamment sur la série autour des manuscrits retrouvés de Louis-Ferdinand Céline ou encore celle autour de Jean Moulin. Yvon est un passionné de jazz. D'ailleurs, cette série, c'est aussi, un peu, une histoire du jazz des années 1940 aux années 1970.

« C'était l'occasion de parler des Etats-Unis autrement que par le couple Donald Trump-Elon Musk »

Vous avez aussi interviewé Ilyasah Shabazz, l'une des six filles de Malcolm X, qui avait 2 ans quand son père a été assassiné. Comment cela s'est-il passé ?

Une vraie galère… En France, on ne sait pas trop qui est Ilyasah Shabazz, mais aux Etats-Unis, c'est une petite vedette. Elle est à la fois respectée et crainte car c'est elle qui sert et garde la légende : c'est la fondatrice du Malcolm X Enterprises et l'administratrice du Malcolm X & Dr Betty Shabazz Memorial and Educational Center. Cela m'a pris six mois pour obtenir une interview avant que, finalement, celle-ci ne se fasse qu'à mon retour à Paris, par téléphone.

En novembre 2024, Ilyasah Shabazz a déposé une plainte réclamant 100 millions de dollars (86,2 millions d'euros) au gouvernement fédéral, accusant le FBI, la CIA et la police de New York de complicité dans la mort de son père. Que pensez-vous de ce dernier épisode ?

L'avocat de la famille Shabazz, Benjamin Crump, est un avocat médiatique aux ambitions gigantesques : c'est le porte-voix des familles endeuillées par les violences policières. Je pense que c'est lui qui a convaincu la famille de se lancer dans cette bataille. Précisons par ailleurs que les filles de Malcolm X ne sont pas toutes d'accord entre elles. Et beaucoup n'aiment pas que l'on rappelle son passé problématique, que l'on conteste la légende. Une légende largement entretenue par le film, *Malcolm X*, que lui a consacré Spike Lee en 1992 avec Denzel Washington dans le rôle-titre. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR ÉMILIE GRANGERAY

Sur les traces du leader politique noir des années 1960

NEW YORK, 21 FÉVRIER 1965. Malcolm X est assassiné par une froide journée d'hiver dans une salle de bal de Harlem. *« Avant, quarante années de survie. Après, soixante ans de légende »*, prévient d'emblée Romain Weber, le producteur de cette série documentaire de la « Grande Traversée » de France Culture à podcaster cet été – d'autant que la bande-son aux accents jazzy est particulièrement riche. Cent ans après la naissance du militant noir américain des années 1960, le producteur a donc décidé de partir sur ses traces et d'interroger la légende.

Pour ce faire, il a bâti son récit autour de la parole d'historiens (dont Pap Ndiaye, historien spécialiste d'histoire sociale des Etats-Unis et des minorités, ancien ministre de l'éducation nationale, actuel ambassadeur de la France auprès du Conseil de l'Europe) et s'est rendu sur les lieux du crime. Littéralement, puisqu'il a passé beaucoup de temps à sillonner Harlem et était présent à la fois au cimetière de Ferncliff et à la cérémonie d'hommage qui s'est tenue à l'Audubon Ballroom, où Malcolm X a été assassiné devant quelque 4 000 personnes. Parmi celles-ci, sa femme enceinte, Betty Shabazz (1934-1997), et ses quatre filles, dont Ilyasah Shabazz, que Romain Weber a réussi – non sans mal – à interviewer et qui est aujourd'hui la gardienne de la légende « MX ».

Apparition de la culture noire

C'est par son assassinat que débute la série. Malcolm X sait que sa vie est menacée : *« Je me réveille tous les matins en me disant que j'ai gagné un jour de plus. Dans toutes les villes, où que j'aille, quand je donne des discours ou que je tiens des meetings pour mon organisation, les Noirs surveillent mes moindres faits et gestes, attendant une occasion de me tuer. J'ai dit publiquement à plusieurs reprises que je sais maintenant qu'ils ont reçu des ordres. Quiconque ne me croirait pas ne connaît pas la Nation of Islam. »*

En effet, depuis sa rupture en 1964 avec le mouvement religieux et suprémaciste noir qu'il avait rejoint en 1948, les menaces de mort s'étaient multipliées. A l'épisode 2, et avec la pédagogie qui le caractérise, Pap Ndiaye rappelle que Malcolm X naît *« à une époque (1925) marquée par la ségrégation officielle qui prévaut dans le sud des Etats-Unis, avec les lynchages qui l'accompagnent »*. C'est aussi le moment où une partie de la population noire quitte le Sud et où la culture noire apparaît dans toute sa force et sa créativité.

Malcolm X a 16 ans quand il quitte le Michigan pour la Côte est. Cireur de chaussures au club jazz Roseland de Boston, il côtoie Duke Ellington et Count Basie, mais découvre aussi l'économie souterraine : vente de drogue et d'alcool, mise en relation de clients avec des prostituées, etc. En 1946, il est arrêté pour vol (épisode 3). A l'épisode suivant, Abdur-Rahman Muhammad, investigateur dans la série *Who killed Malcolm X?* (2020), rappelle comment, à sa sortie de prison, Malcolm X devient le prédicateur enflammé de la Nation of Islam. Enfin, l'épisode 5 interroge l'héritage de Malcolm X – ici interprété par le pensionnaire de la Comédie-Française Birane Ba – et sa légende, largement construite autour du film de Spike Lee en 1992. Et c'est passionnant. ■

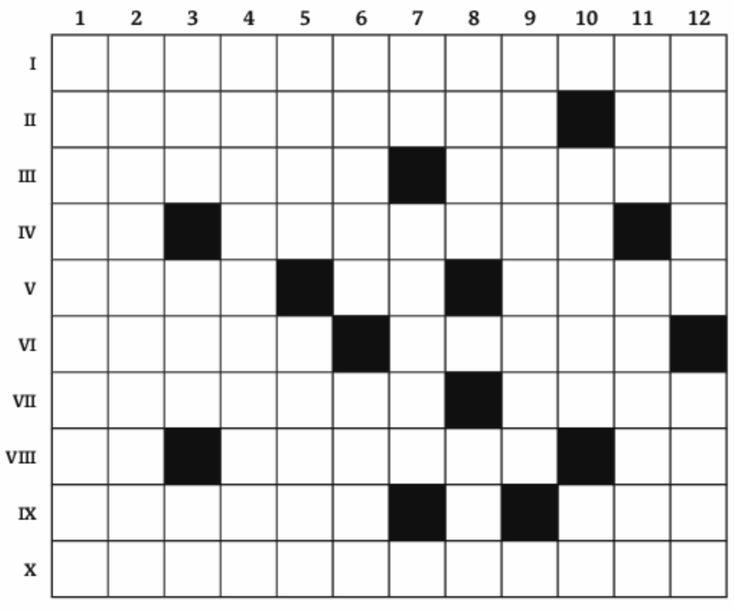
É. G.

« Malcolm X, colère noire », une série de Romain Weber, réalisée par Yvon Croizier (Fr., 2025, 5 x 58 min). Sur France Culture et toutes les plateformes d'écoute.

MOTS CROISÉS

GRILLE N° 25 - 146
PAR PHILIPPE DUPUIS

Retrouvez l'ensemble de nos grilles sur **jeux.lemonde.fr**



HORIZONTALEMENT

I. Animateur de nos surprises-parties. **II.** Valable le temps d'un tour. A moitié ding. **III.** Minable et miteux. Elargi à une extrémité. **IV.** Cité antique. Langages et autres dialectes. **V.** Rassasié jusqu'à l'ivresse. Entrent en scène. Grand vide. **VI.** Propre et soigné. Bonnes voies écologiques. **VII.** Tombe à la coupe. Difficile de la retrouver une fois perdue. **VIII.** En ligne. Petite annonce sur le tapis. Petit à un bout. **IX.** Sortira des cartes chargées d'avenir. Au cœur des choses. **X.** Fait vivre une bonne partie de la presse.

VERTICALEMENT

1. Chez les écrivains qui ont jeté la plume. **2.** Etude qui vous entraîne dans d'autres mondes. **3.** Ouvre le canard. Passage détérioré. Grande voie. **4.** En mettent plein les mirettes. **5.** Les feuilles du raide sont piquantes. Fera preuve de malveillance. **6.** Fournisseur d'huile africain. Criât comme un cerf. **7.** Romains. Colorer avec de la terre. **8.** Dans un ensemble. Le seigneur des anneaux. **9.** Dureté et rigueur. **10.** Se ravitaille en plein vol. Bon ou mauvais, il recommence. **11.** Juste avant les autres. Considération et respect. **12.** Venu d'une île grecque. Station du Morbihan.

SOLUTION DE LA GRILLE N° 25 - 145

HORIZONTALEMENT I. Millénariste. **II.** Enième. Artus. **III.** Montage. Raft. **IV.** OPE. Norias. **V.** Ria. Ecolière. **VI.** Antirides. Et. **VII.** Neuf. Aa. Osai. **VIII.** Der. ABS. Nô. **IX.** Etal. Enjeu. **X.** Mesure. Péage.

VERTICALEMENT 1. Mémorandum. **2.** Inopinée. **3.** Linéatures. **4.** Let. If. Tu. **5.** Emaner. Aar. **6.** Négociable. **7.** Erodas. **8.** Râ. Ile. Ep. **9.** Irraisonné. **10.** Stase. Soja. **11.** Tuf. Réa. Eg. **12.** Esthétique.

SUDOKU
N°25-146

								7
					3	9	2	1
		2						
			8				9	
		5	9			8	7	4
	4			7			1	
	7	6		1	2		4	
	2			3				9

Réalisé par Yan Georget (https://about.me/yangeorget)

5	6	9	8	7	3	1	2	4
2	4	7	6	5	1	9	3	8
3	1	8	9	4	2	6	5	7
9	7	2	4	1	6	3	8	5
4	8	6	2	3	5	7	1	9
1	3	5	7	8	9	2	4	6
7	9	1	5	2	4	8	6	3
8	2	4	3	6	7	5	9	1
6	5	3	1	9	8	4	7	2

Moyen
Complétez toute la grille avec des chiffres allant de 1 à 9. Chaque chiffre ne doit être utilisé qu'une seule fois par ligne, par colonne et par carré de neuf cases.

En vente chez votre marchand de journaux

Le Monde est édité par la Société éditrice du « Monde » SA. Durée de la société : 99 ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 124.610.348,70 €. Actionnaire principal : Le Monde Libre (SCS).

Rédaction 67-69, avenue Pierre-Mendès-France, 75013 Paris. Tél. : 01-57-28-20-00

Abonnements par téléphone au 03 28 25 71 71 (prix d'un appel local) du lundi au vendredi, de 9 heures à 19 heures, et le samedi, de 9 heures à 17 heures. Depuis l'étranger au : 00 33 3 28 25 71 71. Par courrier électronique : abojournalpapier@lemonde.fr. Tarif 1 an : France métropolitaine : 399 €

Courrier des lecteurs Par courrier électronique : courrier-des-lecteurs@lemonde.fr

Internet : site d'information : www.lemonde.fr ; Emploi : www.talents.fr/

Collection : Le Monde sur CD-ROM : CEDROM-SNI 01-44-82-66-40
Le Monde sur microfilms : 03-88-04-28-60

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration.

Commission paritaire des publications et agences de presse n° 0727 C 81975 ISSN 0395-2037

M publicité
Directrice générale
Elisabeth Cialdella

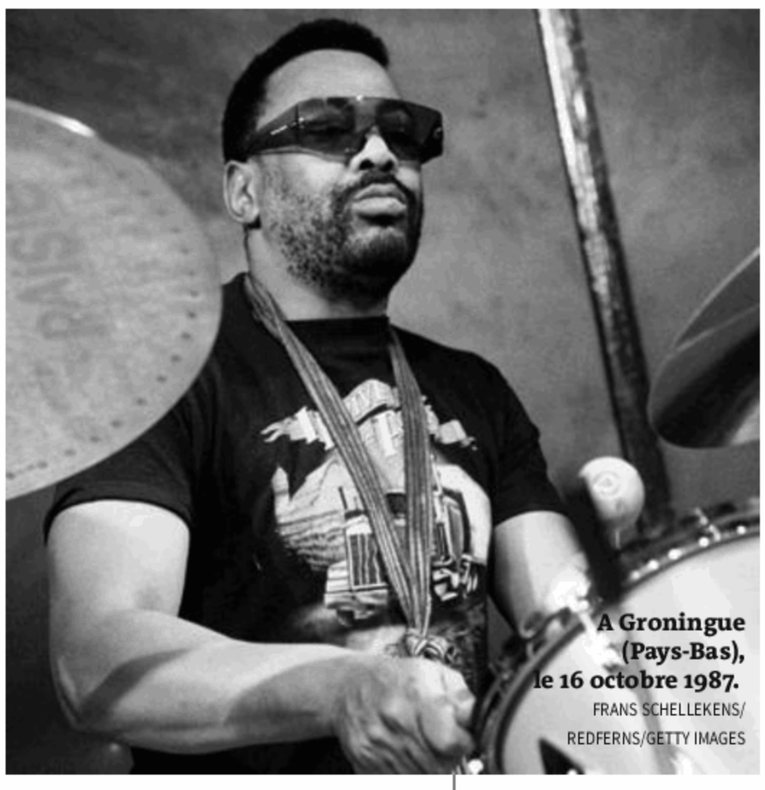
ACPM
PRINTED IN FRANCE
67-69, avenue Pierre-Mendès-France 75013 PARIS
Tél : 01-57-28-39-00
Fax : 01-57-28-39-26

L'Imprimerie, 79, rue de Roissy, 93290 Tremblay-en-France
Midi-Print, Gallargues le Montueux

Origine du papier : UK, France.
Taux de fibres recyclées : 100 %. Ce journal est imprimé sur un papier issu de forêts gérées durablement et de sources contrôlées. **Eutrophisation :** PTot = 0,0083 kg/tonne de papier

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Louis Moholo
Batteur sud-africain



A Groningue (Pays-Bas), le 16 octobre 1987. FRANS SCHELLEKENS/REDFERNS/GETTY IMAGES

10 MARS 1940 Naissance au Cap (Union d'Afrique du Sud à l'époque)
1963 Rejoint le sextette sud-africain The Blue Notes
1971 Participe à l'album « Chris McGregor's Brotherhood of Breath »
1988 Album « Louis Moholo-Moholo's Viva La Black »
2005 Participe au festival Unyazi à Johannesburg
13 JUIN 2025 Mort au Cap

Né au Cap le 10 mars 1940, le batteur sud-africain Louis Tebugo Moholo est mort dans sa ville natale, le 13 juin, à 85 ans.

Son père était pianiste. Très tôt, Louis Moholo jette son dévolu sur la batterie. Son énergie et le luxe de son invention s'y retrouvent mieux. Tout autour du vaste monde, il n'« accompagne » jamais. Il se donne sans calcul et offre aux gars de l'orchestre, souvent rencontrés sur la route, une sorte de solo ininterrompu. Son physique, sa furia, son altruisme et cette façon d'anticiper les musiques à venir le lui permettent.

Louis Moholo était le dernier survivant d'un groupe « mixte » réuni autour du pianiste Chris McGregor (1936-1990) au début des années 1960, The Blue Notes. Cet orchestre, on le découvre à Antibes Juan-les-Pins (Alpes-Maritimes) à l'été 1964. Stupeur. Elan vital. Promesses de l'avenir : Mongezi Feza (trompette), Dudu Pukwana (alto sax), Nikele Moyake (ténor sax), Johnny Dyani (contrebasse), et Chris McGregor. Louis Moholo vient de les rejoindre. Ils sont sud-africains en exil. Leur pays perfectionne la version la plus brutale de l'apartheid. Le monde est en plein chambardement. Quelques Sud-Africains les ont précédés (Hugh Masekela, Abdullah Ibrahim), mais eux, The Blue Notes, sont d'une galaxie encore mal identifiée.

Génie de la rencontre et du don

Fraternité intergalactique, frénésie des rencontres, exaltation de tous les instants, leur style de vie même les rend universels autant qu'uniques. Ils viennent du jazz. Ils le reconfigurent. Leur influence sur la musique européenne, pendant une soixantaine d'années, est singulièrement irradiante. Louis Moholo condense ce bouleversement contagieux. Dans son bilan du 27 juillet 1964, *Le Monde* célèbre leur *« tonus »*, non sans regretter que la *« maîtrise »* ne soit pas au rendez-vous. Brèche ou changement d'espace-temps ? Et s'ils ne visaient pas la maîtrise, justement ? Mais « quelque chose autre » ? *Something Else!!!!* (1958), titre d'un album d'Ornette Coleman dont ils sont fous.

Les rencontres de Louis Moholo – d'Irène Schweizer à Archie Shepp, John Tchicai et Cecil Taylor, en passant par Peter Brötzmann – donnent les clés. Partout où il passe, Louis Moholo a ce génie de la rencontre et du don. A Londres dès 1960, il se lie spontanément aux dynamiteurs de la scène anglaise : Derek Bailey, Evan Parker, John Surman… Avec Enrico Rava, Steve Lacy, Roswell Rudd, il voyage (Amérique du Sud, New York). Peu importent les âges, les langues, les origines nationales : ils se reconnaissent, se devinent, s'assemblent sans se ressembler, ne savent pas où ils vont. Mais ils y vont.

De retour en Europe en 1967, Louis Moholo retrouve Chris McGregor et entre dans sa « confrérie du souffle » (Brotherhood of Breath). Il participe aux trios de Mike Osborne et de la pianiste Irène Schweizer. Avec elle, en 1986, il publie un album, *Free Mandela !*. Louis Moholo collabore aux différentes formations du pianiste Keith Tippett. Avec le bassiste Harry Miller, l'un de ses alter ego, il met au point une rythmique aussi disponible que désirée. Dans les années post-Mai 68, la « Brotherhood » est de toutes les manifestations « engagées » et de toutes les fêtes politiques en France (Fête de *L'Humanité*).

Il fomente groupes et expériences aux noms transparents : Moholo Unit, *Spirits Rejoice*, *Viva La Black*, Paul Rogers à la basse. Dès l'après-apartheid, The Blue Notes font un tour triomphal en leur pays. Louis Moholo multiplie les tournées internationales, participe au Festac 77 (manifestation des cultures et arts noirs), à Lagos (Nigeria), en 1977 et se produit avec George Lewis à l'Unyazi, festival de musique électronique à Johannesburg (2005). Il a évidemment beaucoup enregistré. Mais toutes les légions qu'éclairent sa fougue et son sourire éclatant ne sont en rien calibrées pour le marché et les festivals. Eux, ils jouent. Ils inventent. Ils sont à tout instant l'autre possible de la politique. C'est peu dire qu'ils n'ont pas gagné.

En 1964, *Le Monde* déroule le programme fastueux de Jazz à Juan : *« Horace Silver, Lionel Hampton, Roy Eldridge, voilà certes des noms considérables,* [Charles] *Mingus aussi, mais qu'attendre d'eux encore ? »* Justement, rien… Prévoir l'imprévu : ce criquet du 19 juillet 1964, par exemple. Par ses stridences, le criquet enthousiaste perturbe le récital d'Ella Fitzgerald. Laquelle le prend à partie et improvise un ahurissant dialogue passé à la postérité (*The Cricket Song*). Louis Moholo-Moholo (son nom ethnique) et ses troupes, justement, étaient du monde des criquets. ■

FRANCIS MARMANDE

Le Monde
Le Carnet

Vous pouvez nous faire parvenir vos textes

soit par e-mail :
carnet@mpublicite.fr
(en précisant impérativement votre numéro de téléphone et votre éventuel numéro d'abonné ou de membre de la SDL)

soit sur le site :
https://carnet.lemonde.fr

L'équipe du Carnet reviendra vers vous dans les meilleurs délais pour vous confirmer la parution.

carnet@mpublicite.fr
https://carnet.lemonde.fr

AU CARNET DU «MONDE»

Décès

C'est avec tristesse et une profonde reconnaissance que nous faisons part du décès de

Ingrid von ADLERBERG,
épouse **VUONG,**
née en 1933,

survenu brutalement dans la nuit du 12 juin 2025.

Ingrid s'est éteinte comme elle a vécu : avec courage, pudeur, dignité, et une délicatesse infinie envers les autres. Née d'une lignée suédoise et russe, elle portait son héritage avec une élégante discrétion. Jamais elle ne revendiqua ses origines nobles autrement qu'avec une humilité singulière. Enfant durant la guerre, elle fut confrontée très tôt à la rudesse de l'existence : prenant soin de sa famille en l'absence de son père, prisonnier de guerre. Ces expériences ont forgé en elle une force intérieure rare, une capacité à affronter l'adversité sans jamais perdre sa lumière. Ingrid a consacré sa vie aux autres - à sa famille bien sûr, mais aussi par son engagement social, international, et local, notamment à Bures-sur-Yvette, où elle a servi avec fidélité et générosité. Elle possédait ce don rare de rassembler sans bruit, d'apaiser sans imposer, d'aimer sans condition. Chez elle, les amis de passage devenaient vite des proches. Les gestes simples étaient porteurs de tendresse, d'attention, et d'amour vrai.

Elle avait exprimé le souhait que ses obsèques se déroulent dans la plus stricte intimité, entourée uniquement de sa proche famille, et sans annonce préalable. Nous avons respecté ce vœu en lui rendant un dernier hommage ce vendredi 20 juin, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

À celles et ceux qui l'ont connue, aimée, ou simplement croisée un jour, nous vous invitons à garder vivant le souvenir de son sourire éternel, de sa présence lumineuse, de sa voix apaisante et de ses convictions tranquilles. Elle aurait été touchée de savoir que l'on pense à elle - non pour ce qu'elle représentait, mais pour ce qu'elle donnait, simplement, avec grâce.

Chau Vuong,
son époux,
Lycha et Ingmar Adlerberg,
ses enfants,
leurs conjoints,
leurs enfants et petits-enfants
Ainsi que sa famille proche.

Adrien et Florent Agostini,
ses enfants,
Michèle Peyron,
sa sœur,

ont l'immense douleur d'annoncer le décès de

Dominique AGOSTINI,
psychanalyste,

survenu le 23 juin 2025, dans sa quatre-vingt-deuxième année.

Ses enfants
et conjoints,
Ses petits-enfants
et conjoints,
Ses arrière-petits-enfants,
Sa famille,
Parents, amis et alliés,

ont la tristesse de faire part du décès de

Evelyne ARRIGHI,
née **MORETTI,**

survenu le 19 juin 2025, à Toulouse, à l'âge de quatre-vingt-onze ans.

La cérémonie religieuse a été célébrée à Alaigne (Aude), ce mercredi 25 juin, à 14 h 30 et sera suivie de l'inhumation.

Le présent avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Paris. Brazzaville.

Lecas ATONDI MONMONDJO,
cofondateur du PCT,
assistant des Facultés en littérature,
université Marien Ngouabi,
porte-parole des partis d'opposition
à la Conférence nationale
souveraine,
membre du Conseil de transition,
ancien directeur de l'Office
des Librairies populaires,
membre du comité exécutif
depuis sa création en 2008 de l'ITIE.

Sa famille

a la douleur de faire part de son décès, survenu le 14 juin 2025, à Brazzaville (République du Congo).

Cet avis tient lieu de faire-part.

La famille Boccara-Simoneau

annonce tristement le décès du

docteur
Marc BOCCARA,

survenu le 8 juin 2025.

Paris. Séné (Morbihan).

Pascale Boiteau Montéville,
son épouse,
Sandra, Brieuc et Ulysse Boiteau Montéville,
sa belle-fille et ses fils,
Oscar et Raphaël,
ses petits-fils,
Carole et Jérôme Pierre,
sa sœur et son beau-frère,

ont la tristesse de faire part du décès brutal de

Philippe BOITEAU,

survenu le 21 juin 2025, à l'âge de soixante-neuf ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église de Séné, le vendredi 27 juin, à 10 heures, suivie d'une crémation dans l'intimité familiale.

Pas de fleurs, dons éventuels à l'Apamas.

Hommage-Philippe-Boiteau@outlook.fr

Caroline Chevalier Blachère, Pierre Yves et Jean-Luc Chevalier,
leurs conjoints,
Les petits-enfants
Et arrière-petits-enfants,

ont la douleur de faire part du décès de

Claude CHEVALIER MAYER,
avocate honoraire.

L'inhumation aura lieu le jeudi 26 juin 2025, à 11 heures, à Saint-Pierre-la-Noaille (Loire).

Ils rappellent à votre souvenir ses parents,

Jean et **Simone MAYER,**

ses sœurs,

Danièle et **Lise,**

ses beaux-frères et son petit-fils,

Simon BLACHÈRE.

Pas de fleurs.

Jean Paul, Michel Deremble et Brigitte Goursaud

ont la tristesse de faire part du décès de

Mme Catherine DEREMBLE,

survenu à Bordeaux, le 19 juin 2025, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Cet avis tient lieu de faire-part et de remerciements.

Béatrice Dollé,
Marie Dollé,
Nathalie et Olivier Laroche,
Dominique Dollé et Gisèle Magnan,
ses enfants et leurs conjoints,
Ses onze petits-enfants
et leurs conjoints,
Ses douze arrière-petits-enfants,
Hélène et Chantal,
ses sœurs,
Véronique,

ont la tristesse de faire part du décès de

Sabine DOLLÉ,
née **MASURE,**

survenu le 22 juin 2025, dans sa quatre-vingt-seizième année, chez elle, entourée des siens.

La famille rappelle le souvenir de son époux,

Jean DOLLÉ
(† 2018)

et de ses enfants,

Anne DOLLÉ
(† 2021),
Emmanuel DOLLÉ
(† 1979).

Les obsèques auront lieu le 27 juin, à 16 heures, au crématorium du cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e, avant l'inhumation de ses cendres à Saint-Bon-Tarentaise.

Jacques,
son époux,
Sophie, Frédéric et Cherry, Laurence et Meinolf, Sabine et Marie-Paule, Jérôme et Bérengère,
ses enfants et leurs conjoints,
Tristan et Céline, Clément et Marieke, Louise et Tom, Joseph, Yves et Manon, Magali, Mohamed, Valentin, Gabrielle, Clara,
ses petits-enfants et leurs conjoints,
Paul, Lison, Aurélien, Justin, James, Violette,
ses arrière-petits-enfants,

ont la profonde tristesse de faire part du décès de

Renée GRATAS,
épouse **COMBE,**

survenu le 14 juin 2025, dans sa quatre-vingt-quatorzième année.

La cérémonie religieuse et les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale à Viviers.

Jean, Michel et Fabien,
ses fils,
leurs conjointes,
Ronan, Emmeline, Clément, Camille, Alice et Julie,
ses petits-enfants,
Ses arrière-petits-enfants
Ainsi que toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

Nicole MAYER-FABBRI,
agrégée de philosophie,
professeur à Nancy, Nantes, Paris,
Vitry, Ivry et Villejuif,
et jusqu'à peu engagée dans la vie
militante et associative,

survenu le 21 juin 2025, à Villejuif, dans sa quatre-vingt-dix-neuvième année.

L'inhumation est prévue le jeudi 26 juin, à 10 heures, au cimetière principal de Villejuif.

La famille Mitrecey - Perceval

a la douleur de faire part du décès de

Jean Pierre MITRECEY,
homme de télévision,
créateur de Fort Boyard
et de la SAJE.

Contact :
jeanpierremitrecey1940@gmail.com

Paris. Mouthe.

Evelyne Perrin,
son épouse,
Nicolas et Oksana,
Muriel,
Bertrand et Sophie,
ses enfants,
Louis, Pauline, Baptiste, Elise, Béatrice et Augustin,
ses petits-enfants,

ont la tristesse de faire part du décès de

Daniel PERRIN,
maire de Mouthe,
président des communes
forestières du Doubs,
ingénieur général
des ponts, des eaux et des forêts
honoraire,
officier de la Légion d'honneur,
chevalier
de l'ordre national du Mérite
et du Mérite agricole,

survenu le 21 juin 2025, à l'âge de quatre-vingts ans.

La cérémonie religieuse sera célébrée le jeudi 26 juin, à 14 h 30, en l'église de Mouthe.

Les fleurs pourront être remplacées par un don pour la recherche contre le cancer.

Delphine Dollfus,
sa compagne,
Tom et Nina,
ses enfants,
Patrick,
son frère,

ont la tristesse de faire part du décès de

Daniel RUBIN,
architecte (Atelier Canal),

survenu le 10 juin 2025.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité, au cimetière parisien de Bagneux.

Michel
et la famille Aubry,
Lucienne
et la famille Sjouwerman,
L'Association Man Ray,
Marion Meyer,
Eva Meyer-Zerbib,
Sabine Boissinot,
Ses amies et amis,

ont le chagrin d'annoncer le décès de

Monique SJOUWERMAN,
épouse de Michel Aubry,

survenu le 13 juin 2025, à Paris.

Une cérémonie aura lieu le 27 juin, à 10 h 30, en la grande salle de la Coupole, au cimetière du Père-Lachaise, Paris 20e.

studio@michelaubry.fr
contact@associationmanray.com

Paris 7e. Dieulefit (Drôme).

Marthe Tempelaere,
son épouse,
Vincent et Agnès Tempelaere,
Hélène Tempelaere,
ses enfants,
Flavie et Tristan, Matthieu, Thibaut et Ostiane,
ses petits-enfants,

font part du rappel à Dieu de

Alain TEMPELAERE,
croix du combattant volontaire,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier
de l'ordre national du Mérite,
président d'honneur
d'Areas Assurances et Areas Vie,
président
de la Réunion des mutuelles
d'assurances régionales,
REMA (2002 - 2021),
président
de la Réunion des organismes
d'assurance mutuelle,
ROAM (1985-1999),
vice-président
de la Fédération française
des sociétés d'assurances,
FFSA (1986-1999),
fondateur et premier président
de la Fédération française
des sociétés d'assurance mutuelle,
FFSAM (1996-1999),

le 20 juin 2025, à l'âge de quatre-vingt-dix ans.

Ils vous prient d'assister ou de vous unir d'intention à la cérémonie religieuse qui sera célébrée le vendredi 27 juin, à 10 heures, en l'église Saint-François-Xavier, Paris 7e, sa paroisse.

L'inhumation aura lieu le samedi 28 juin, à 11 heures, au cimetière de Dieulefit (Drôme).

Gérard VAUTARD,
mari, père, grand-père et ami,
professeur à la retraite
et lecteur assidu,

a disparu le 20 juin 2025, à l'âge de soixante-quatorze ans.

Son panama est tombé, il nous reste le souvenir.

Société éditrice du « Monde » SA
Président du directoire, directeur de la publication Louis Dreyfus
Directeur du « Monde », directeur délégué de la publication, membre du directoire Jérôme Fenoglio
Directrice de la rédaction Caroline Monnot
Direction adjointe de la rédaction Grégoire Allix, Maryline Baumard, Philippe Broussard, Nicolas Chapuis, Emmanuelle Chevallereau, Alexis Delcambre, Anne Eveno, Marie-Pierre Lannelongue, Franck Nouchi, Cédric Pietralunga
Directrice éditoriale Sylvie Kauffmann
Directrice déléguée au développement des services abonnés Françoise Tovo
Directeur délégué aux relations avec les lecteurs Gilles van Kote
Rédaction en chef Laurent Borredon, Emmanuel Davidenkoff (Evènements), Jérôme Gautheret, Michel Guerrin, Nicolas Jimenez (photographie), Sabine Ledoux (cheffe d'édition), Alain Salles (Débats et Idées)
Direction artistique Emmanuel Laparra
Infographie Delphine Papin
Directrice des ressources humaines du groupe Emilie Conte
Secrétaire général de la rédaction Sébastien Carganico
Conseil de surveillance Aline Sylla-Walbaum, présidente, Gilles Paris, vice-président

Fariba Adelkhan
La vision occidentale de la société iranienne, binaire, méconnaît sa réalité de plus en plus complexe

Loin des idées reçues, la plupart des citoyens de l'Iran reprochent au régime non pas son orientation religieuse, mais la répression des libertés, analyse l'anthropologue franco-iranienne

L'anthropologue que je suis – et je n'interviens qu'à ce titre – est abasourdie par l'écart entre la complexité de la société iranienne, que j'étudie depuis quarante ans, et le simplisme, pour ne pas dire l'ignorance, dont témoignent les gouvernements israélien, états-unien et européens pour conduire ou légitimer la guerre d'agression contre la République islamique. Frappe aussi la confusion des objectifs que se donnent les agresseurs : destruction du programme nucléaire ou changement de régime ?

Du point de vue du droit international, il s'agit bel et bien d'une guerre d'agression, dite « préventive », au nom d'un danger présumé et même sans doute fantasmé. Nétanyahou parle de la menace nucléaire iranienne, *« existentielle »*, comme Poutine du *« nazisme »* en Ukraine. Selon un dicton iranien, *« quand on veut commettre un forfait, on revêt un habit religieux »*... Et quel est ce *« bien »* que l'on veut apporter à la population iranienne, ou ce *« mal »* dont on veut la débarrasser, en prenant cyniquement le risque d'un accident nucléaire au détour d'un bombardement, dont les civils seront les victimes pour des décennies ? Le Moyen-Orient a-t-il besoin d'un Tchernobyl, en sus de tous ses maux ? La démocratie s'impose-t-elle par les armes de l'étranger ?

On oppose donc le « bon » Iran, celui de la « société civile », du mouvement Femme, vie, liberté, de l'opposition en exil de plus en plus inféodée à la mouvance de Donald Trump relayée par quelques intellectuels en vue et par la majorité des médias conservateurs, au « méchant » Iran, celui de l'islam, des mollahs, de la « dictature » du Guide de la révolution, deus ex machina de la répression et du nucléaire.

Cette vision binaire de la société iranienne méconnaît sa réalité, de plus en plus complexe du fait de sa diversité, de son urbanisation, de son éducation et de la démultiplication de son espace à l'échelle du globe par l'intermédiaire de sa diaspora. Elle en occulte aussi l'histoire. Qu'ils le veuillent ou non, qu'ils l'aient combattu ou non, tous les Iraniens sont des enfants de Khomeyni, largement étrangers au régime du chah, que la plupart d'entre eux n'ont pas connu, et tributaires d'une République qui les a façonnés. Pas seulement par la coercition, mais aussi par de multiples interactions, par un processus continu de cooptation au sein des institutions politiques ou économiques, par les liens familiaux qui réunissent au-delà des divergences politiques (ou, au contraire, dramatisent ces conflits en leur donnant une tournure fratricide).

> LES OPPOSANTS LES PLUS SÉRIEUX AU POUVOIR EN PLACE SONT AUJOURD'HUI PARADOXALEMENT ISSUS DES RANGS DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE

VISION MANICHÉENNE

Comme j'ai pu en faire l'expérience pendant ma détention à la prison d'Evin, à Téhéran, l'histoire sanglante de la révolution et de sa période de terreur (1979-1988) ou de la guerre contre l'Irak (1980-1988) est loin d'être soldée. Et la mémoire douloureuse de ces événements brouille constamment la séparation nette entre les détenteurs du pouvoir et leurs opposants. Cela vaut de l'opposition (avec ou sans guillemets) en exil, qui peut compter des anciens responsables de l'intérieur, sans que l'on sache trop comment ils se positionnent aujourd'hui, en pratique. J'ai ainsi été surprise de voir diffuser par un média de l'« opposition » en France une partie du contenu de mon téléphone portable, qui m'avait été confisqué lors de mon arrestation à Téhéran, en 2019. Les dirigeants et les journalistes occidentaux sont parfois d'une naïveté confondante. Alors que les monarchistes et les Moudjahidin du peuple *[marxistes]* se font étrangement silencieux, les opposants les plus sérieux au pouvoir en place sont aujourd'hui paradoxalement issus des rangs de la République islamique.

Cette vision manichéenne du régime reproduit, soit dit en passant, un grand thème du roman national iranien, toujours prompt à exalter de manière doloriste la résistance de la nation (*mellat*) et du peuple (*mardom*) face à l'iniquité de l'Etat (*dolat*), en une rumination sans fin de la bataille de Kerbala, en 680. Elle prend surtout pour focale l'islam, qui serait la ligne de partage entre les bons et les méchants. Point de salut démocratique en dehors du sécularisme !

> À FORCE DE NE VOIR L'IRAN QU'À TRAVERS LA FOCALE DE L'ISLAM, SES ADVERSAIRES EN ONT OUBLIÉ LE VRAI CIMENT : UN PROFOND NATIONALISME

En réalité, les choses sont là aussi plus compliquées. Dans les faits, la critique virulente de la République islamique, de ses dirigeants, du clergé, peut aller de pair avec un sentiment d'appartenance à l'islam et même, pour la majorité des Iraniens, au chiisme, et avec une conscience nationale (ou nationaliste) aiguë approuvant le programme nucléaire. Le néolibéralisme économique du secteur privé et même d'une partie du personnel politique au pouvoir se conjugue volontiers avec la piété musulmane. Ses partisans reprochent à la République islamique non pas son orientation religieuse, mais les entraves qu'elle met encore à la liberté d'accumulation. Censurée et réprimée, son élite intellectuelle reste néanmoins en osmose avec le régime et la société.

Le rejet de l'obligation de porter le voile n'est pas nécessairement celui de l'islam. Paradoxalement, c'est bel et bien cette pratique vestimentaire qui a permis aux femmes d'investir l'espace public, de devenir majoritaires au sein de l'université et, aujourd'hui, de récuser cette forme de coercition. De ce point de vue, le geste magnifique de la théologienne Sedigheh Vasmaghi, qui porte elle-même le voile, mais l'a publiquement retiré pour exprimer sa solidarité avec le mouvement Femme, vie, liberté, est révélateur, mais a été superbement ignoré par les médias occidentaux, en mal de laïcité et aveugles à toute forme de féminisme autre que nord-atlantique. Ce faisant, ils se leurrent sur la représentativité réelle du mouvement, si courageuses soient ses militantes, et sont prisonniers d'un effet de loupe alors même qu'ils avaient passé sous silence le mouvement Un million de signatures pour l'abrogation des lois discriminatoires, autrement plus important, en 2006.

Jusqu'à la semaine dernière, les Iraniens étaient en quête de mieux-vivre ou d'enrichissement, beaucoup plus que d'idéaux démocratiques, et leur espérance étaient moins celle d'un avenir radieux qui n'était plus atteignable ni même identifiable que celle d'une vie bourgeoise ou petite-bourgeoise. C'est ce genre de rêves, frustrés par la crise économique mais tranquilles, que les missiles et les avions israéliens ont pulvérisés le 13 juin.

INCAPACITÉ À DÉBATTRE

A force de ne voir l'Iran qu'à travers la focale de l'islam, ses adversaires en ont oublié le vrai ciment : un nationalisme profond, souvent forcené et narcissique, et pas toujours sympathique, comme le démontre sa xénophobie croissante à l'encontre des immigrés afghans, sans même parler de son racisme avéré envers les Arabes (beaucoup plus que contre les juifs en tant que peuple). L'idée que la population va se réjouir de l'agression étrangère et se retourner contre ses dirigeants actuels pour rentrer dans le giron des Pahlavi (la dynastie du chah), que pousse l'administration Trump, cette idée est folle. En 1980, Saddam Hussein avait commis la même erreur de calcul, et, en se ralliant à lui, les Moudjahidin du peuple se sont discrédités.

Il est clair qu'une fraction de l'opposition va jouer la carte américano-israélienne du « changement de régime ». Mais, si elle y parvient dans le sillage des missiles étrangers, ce ne sera pas au profit de la démocratie. Son comportement en exil et son incapacité à débattre le démontrent dès maintenant : elle est aussi divisée que le régime lui-même, et elle n'a aucun programme sinon celui de prendre le pouvoir et de le confisquer. Ce sera donc le chaos, comme en Irak, en Libye, en Afghanistan, au Liban. Les Iraniens en payeront le prix, et aussi les pays avoisinants. L'Europe sera la seconde étape des réfugiés et devra gérer un Moyen-Orient définitivement disloqué.

Ces derniers jours, deux images ont résumé ce télescopage entre le simplisme ou la confusion des agresseurs et la détermination nationaliste des Iraniens. Un sénateur trumpiste a avoué ne pas connaître le nombre d'habitants en Iran : 90 millions tout de même, vivant dans un pays qui est l'un des principaux exportateurs de pétrole, susceptible de bloquer le détroit d'Ormuz en recourant à une guerre asymétrique... Dans le même temps, la présentatrice vedette de la radio-télévision iranienne, Sahar Emami, voilée comme il se doit, a continué de présenter imperturbablement son journal pendant une frappe israélienne, dans un studio qui se remplissait de la poussière de la destruction, et elle a repris l'antenne après un bref moment d'interruption des émissions. ■

Fariba Adelkhah *est anthropologue, directrice de recherche au CERI (Sciences Po), spécialiste des pratiques religieuses et de l'Iran contemporain. Arrêtée en 2019 à Téhéran et condamnée en 2020 à cinq ans de prison pour « atteinte à la sécurité nationale », elle a été libérée en 2023, après avoir été graciée et non acquittée. Elle a notamment publié « Les Paradoxes de l'Iran. Idées reçues sur la République islamique » (Le Cavalier bleu, 2016) et « Prisonnière à Téhéran » (Seuil, 2024)*

Le Monde
JEUDI 26 JUIN 2025

Le gouvernement affaiblit méthodiquement les agences environnementales et sanitaires

Un **collectif** de 95 personnalités dénonce les réductions de moyens drastiques qui touchent les institutions chargées de défendre l'environnement et la santé publique, d'une « irresponsabilité sans précédent », selon les sections syndicales concernées

Jamais les institutions chargées de défendre l'environnement, la santé publique et les travailleurs n'ont subi autant d'attaques, financières, législatives et symboliques, de la part de la classe politique française.

Alors que les crises écologiques dépassent des seuils critiques reconnus par un consensus scientifique incontestable, et que les enjeux sanitaires ne cessent de s'aggraver, la crise du monde agricole a été l'occasion pour le gouvernement et les organisations patronales de resservir un discours anticontrôles et antinormes. Contentant ainsi le lobby de l'agro-industrie, une circulaire, datée du 4 novembre 2024, instaure pour les administrations de l'Etat un *« contrôle annuel unique »* dans le secteur agricole.

En outre, la réduction drastique des moyens alloués aux services de l'Etat et aux agences environnementales et sanitaires relève d'une irresponsabilité sans précédent. Le premier ministre, François Bayrou, et son gouvernement évoquent des agences *« trop nombreuses »* et certains syndicats agricoles multiplient les attaques physiques et médiatiques.

Les conséquences sont immédiates et tangibles : suppressions de postes à l'Office français de la biodiversité (OFB) et à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses), réduction drastique du nombre d'ouverture de postes au concours de l'inspection du travail, réduction des effectifs et forte baisse du budget d'intervention de l'Agence de la transition écologique (Ademe), menace de fusions destructrices entre des organismes au détriment de la qualité du service qu'ils rendent au public.

> CES MANŒUVRES ILLUSTRENT LA DÉRIVE AUTORITAIRE D'UN EXÉCUTIF OBSÉDÉ PAR UNE GESTION NÉOLIBÉRALE ET PRODUCTIVISTE

Un garde-fou essentiel

Ces attaques, menées au niveau national par l'exécutif, trouvent écho à toutes les échelles. Depuis l'arrivée de Valérie Pécresse à la tête de la région Ile-de-France, l'Institut Paris Région, pilier francilien de la recherche et de l'expertise en urbanisme et en environnement, a subi une réduction de 30 % de ses ressources financières. Cette déconstruction méthodique de nos outils communs de connaissance et de régulation prépare un affaiblissement généralisé de notre capacité à répondre aux crises écologiques et sanitaires, à protéger les travailleurs et la population.

La proposition de loi portée par le sénateur (Les Républicains) Laurent Duplomb, ancien président de la chambre d'agriculture de la Haute-Loire pour la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), qui vise à *« lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur »*, est une attaque directe contre l'indépendance de l'Anses. Ce texte prévoit, notamment, la création d'un *« conseil d'orientation pour la protection des cultures »*, structure externe dominée par les intérêts privés et économiques, ce qui menace gravement l'objectivité des décisions sur les pesticides et autres produits chimiques. Alors que le gouvernement a déjà mis en pause le plan Ecophyto, qui visait à réduire les usages de produits phytopharmaceutiques, l'entrée en vigueur de la proposition de loi Duplomb constituerait un recul sans précédent pour la biodiversité, la santé des travailleurs agricoles et de la population.

Parallèlement, Santé publique France (SPF) est soumise à un contrôle de l'inspection générale des affaires sociales (IGAS), dont la lettre de mission évoque, parmi les scénarios possibles, la remise en cause de son intégrité en confiant certaines de ses missions à d'autres opérateurs publics. Affaiblir SPF menacerait gravement l'accomplissement de ses missions. L'indépendance scientifique des agences sanitaires est un garde-fou essentiel pour se préserver de l'ingérence des lobbys, des manipulations politiques, et éviter crises et scandales sanitaires.

Ces manœuvres illustrent la dérive autoritaire d'un exécutif obsédé par une gestion néolibérale et productiviste, relayée par des élus de droite et d'extrême droite, en sacrifiant les impératifs écologiques et sanitaires aux intérêts économiques immédiats. Ce climat toxique encourage une montée inquiétante des violences contre les agents publics, et tout particulièrement ceux de l'OFB, présentés cyniquement comme responsables des difficultés agricoles par un gouvernement aligné sur les discours les plus rétrogrades et populistes.

Au détriment du bien commun

Cette politique s'apparente dangereusement à celle menée par l'administration Trump aux Etats-Unis, où la suppression de crédits de recherche consacrés à l'environnement, les licenciements massifs au sein des agences sanitaires servent une stratégie de dérégulation de l'économie au détriment du bien commun. Des politiques similaires d'attaques contre les institutions travaillant sur le climat, l'environnement et la santé s'observent dans de nombreux pays, et mettent en péril l'avenir et le bien-être de toute l'humanité.

Faire de la préservation de l'environnement et de la santé publique une simple variable d'ajustement économique au profit d'intérêts privés est doublement nuisible : cela permet, d'une part, à certains acteurs économiques de se défausser des conséquences écologiques et sanitaires de leurs activités et, d'autre part, de détourner les fonds publics destinés à la régulation environnementale vers des politiques régressives et une économie de guerre, exacerbant les inégalités et accentuant la guerre sociale contre les travailleurs.

La loi Duplomb doit être immédiatement abandonnée, tout comme l'austérité destructrice imposée aux collectivités territoriales et à la transition écologique dans le prochain budget 2026. Il faut restaurer et renforcer les moyens des agences environnementales et sanitaires ainsi que de l'inspection du travail. La protection de l'environnement, la lutte contre le changement climatique et la crise de la biodiversité, la réduction des inégalités et la préservation de la santé de tous ne sont pas négociables. Il est temps de remettre l'intérêt général au cœur des politiques publiques. ■

Parmi les signataires : Jacky Bonnemains, *directeur de l'association Robin des Bois ;* **Dominique Bourg,** *philosophe, professeur honoraire de l'université de Lausanne (Suisse) ;* **Cyrielle Chatelain,** *présidente du groupe Ecologiste et social à l'Assemblée nationale ;* **Cyril Dion,** *réalisateur ;* **Alma Dufour,** *députée (LFI-NFP) de la Seine-Maritime ;* **Antoine Gatet,** *président de France Nature Environnement ;* **Inès Léraud,** *journaliste, autrice d'« Algues vertes. L'histoire interdite » (Delcourt, 2019) ;* **Valérie Masson-Delmotte,** *climatologue ;* **Mélanie Popoff,** *médecin, cofondatrice de l'Alliance santé planétaire ;* **Marc-André Selosse,** *professeur au Muséum national d'histoire naturelle, membre de l'Académie d'agriculture de France.*
La liste complète sur Lemonde.fr

L'adoption de la loi Duplomb représenterait un recul majeur pour la santé publique

Le texte proposant de revenir, notamment, sur l'interdiction de pesticides dangereux, examiné en commission mixte paritaire à partir du 30 juin, subordonne, selon un **collectif** de scientifiques et de patients, la santé aux intérêts économiques, et répète des erreurs dévastatrices

L'examen de la proposition de loi du sénateur (Les Républicains) de la Haute-Loire Laurent Duplomb par une commission mixte paritaire, le 30 juin, sera un moment historique. En effet, loin de répondre à son objectif louable (*« lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur »*), l'adoption de ce texte marquerait un recul majeur pour la santé publique. Il aggraverait l'exposition de l'ensemble de la population, et en premier lieu des agriculteurs, aux pesticides.

Les dangers des pesticides pour la santé humaine ne sont plus à démontrer. Les expertises collectives de l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (Inserm) de 2013 et 2021, fondées sur une analyse exhaustive de la littérature scientifique, établissent une forte présomption de lien entre l'exposition à ces substances et de nombreux cancers : prostate, leucémies, myélomes, lymphomes, cancers pédiatriques. S'y ajoutent des maladies neurodégénératives, comme la maladie de Parkinson, des affections pulmonaires comme la broncho-pneumopathie chronique obstructive et des troubles du développement neurologique chez les enfants.

Le système d'homologation actuel se contente de tests mesurant la toxicité des molécules en laboratoire, ce qui n'est pas une approche suffisante pour détecter tous les effets possibles sur la santé humaine. L'histoire en témoigne tragiquement : des produits comme le lindane, le chlordécone ou le malathion ont reçu une autorisation de mise sur le marché avant d'être retirés en raison de leurs impacts sanitaires dévastateurs.

> L'INCIDENCE DES CANCERS AUGMENTE TOUS LES ANS CHEZ LES ENFANTS ET LES JEUNES ADULTES

Situation alarmante

Le principe démocratique voudrait que la décision politique s'appuie sur ces données scientifiques. La proposition de loi Duplomb fait exactement l'inverse, en organisant un recul inacceptable de la protection sanitaire de nos concitoyennes et concitoyens. Premier recul : la création d'un « conseil d'orientation pour la protection des cultures », associant notamment l'industrie phytosanitaire et les syndicats agricoles, dont les avis pourraient s'imposer à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail (Anses).

Il s'agit, ni plus ni moins, de subordonner l'expertise scientifique et la santé publique aux intérêts économiques, comme on avait pu le faire avec le Comité permanent amiante, avec les conséquences que l'on sait. Deuxième recul : la réautorisation d'insecticides de la famille des néonicotinoïdes, interdits en 2018 pour leurs effets toxiques sur les insectes pollinisateurs. Ces agents neurotoxiques, que l'on retrouve désormais dans l'eau de pluie, ont aussi des effets sur le cerveau de nos enfants : deux études ont montré une corrélation entre l'exposition in utero et la diminution du quotient intellectuel. Que faudrait-il de pire pour que le législateur ouvre les yeux ?

L'incidence des cancers augmente tous les ans chez les enfants et les jeunes adultes. Est-ce inexorable ? Face à cette situation alarmante, chercheurs et soignants font preuve d'une détermination sans faille pour mieux comprendre l'origine de ces maladies, développer de nouveaux traitements et offrir les meilleurs soins aux patients. Certains facteurs de risque ont d'ores et déjà été identifiés, parmi lesquels les pesticides, des agents sur lesquels seule l'action politique peut avoir un impact. Allons-nous continuer à répéter les erreurs du passé, responsables de scandales sanitaires majeurs comme ceux de l'amiante, ou du chlordécone dans les bananeraies antillaises ? Mesdames et messieurs les membres de la commission mixte paritaire, notre santé, celle de nos enfants, et particulièrement celle des agriculteurs, doit être votre priorité. ■

Parmi les signataires : Dominique Bazy, *président de la Fondation ARC pour la recherche sur le cancer ;* **Philippe Bergerot,** *président de La Ligue nationale contre le cancer ;* **Mélanie Courtier,** *présidente de Jeune & Rose (collectif de jeunes femmes touchées par un cancer du sein) ;* **Olivier Coutard,** *président du conseil scientifique du Comité national de la recherche scientifique ;* **Agnès Linglart,** *présidente de la Société française de pédiatrie ;* **Philippe Pourquier,** *président de la Société française du cancer ;* **Emmanuel Raffoux,** *président de la Société française d'hématologie ;* **Gérald Raverot,** *président de la Société française d'endocrinologie ;* **Pierre Sujobert,** *membre du conseil d'administration de la Société française d'hématologie, auteur de la tribune ;* **Marie Vidailhet,** *présidente de la Société française de neurologie ;* **Anne Vuillemin,** *présidente de la Société française de santé publique.*
Liste complète sur Lemonde.fr

DÉMOCRATIE MILITANTE

La « Streitbare Demokratie » ou « démocratie militante » donne à l'Allemagne les moyens idéologiques et légaux de se protéger contre des ennemis intérieurs. Mais y recourir la place devant un paradoxe : compromettre des droits politiques au nom de la démocratie elle-même

HISTOIRE D'UNE NOTION

Faut-il interdire le parti d'extrême droite Alternative für Deutschland (AfD) ? Si, en Allemagne, juristes, acteurs politiques et citoyens allemands restent divisés sur l'opportunité d'une telle action, celle-ci est bien prévue par la Constitution. La République fédérale allemande se définit comme une *Streitbare Demokratie*, terme souvent traduit en français par « démocratie militante » ou « démocratie combative » : selon cette doctrine, qui se traduit par des dispositions constitutionnelles, légales et judiciaires, les démocraties sont autorisées à défendre leurs institutions contre leurs ennemis intérieurs, y compris en restreignant certains droits et libertés – comme la liberté d'association ou d'expression.

L'idée puise bien sûr sa source dans l'histoire politique de l'Allemagne. Dans les années 1930, la chute de la république de Weimar laisse les élites prodémocrates allemandes interloquées. Les dirigeants nazis n'avaient pourtant pas fait mystère de leur volonté d'utiliser les procédures démocratiques pour renverser le régime parlementaire. Petit à petit, une certaine lecture des événements s'impose : si le régime de Weimar n'est pas parvenu à se protéger de ses ennemis déclarés, c'est qu'il n'en avait pas les moyens idéologiques et légaux. La démocratie doit désormais se les donner. Apparue pour la première fois en anglais en 1937 sous la plume de Karl Loewenstein, un juriste allemand exilé aux Etats-Unis, la notion de « démocratie militante » sera conceptualisée et unifiée a posteriori, par les représentants élus chargés de rédiger la Constitution de la future République fédérale d'Allemagne.

« *Selon les constituants de 1949,* analyse Augustin Simard, professeur en sciences politiques à l'université de Montréal, *l'échec de Weimar tenait en particulier au fait que la République était axiologiquement neutre, c'est-à-dire qu'elle donnait la même chance à tous les partis politiques, sans prendre en considération les valeurs et idéaux qu'ils défendaient.* »

LA LOI FONDAMENTALE ALLEMANDE DE 1949 ÉRIGE LES VALEURS DÉMOCRATIQUES EN CRITÈRES D'ENTRÉE DANS LE JEU POLITIQUE

A l'inverse, ils choisissent donc en 1949 de lier le destin du nouveau régime à un « ordre de valeur fondamental démocratique » par l'article 79, aussi appelé « clause d'éternité ». Il prévoit que les articles 1 et 20 de la loi fondamentale de 1949 – qui affirment la dignité de tous les êtres humains, le caractère obligatoire des droits fondamentaux pour la puissance publique, et les fondements de l'Etat de droit démocratiques – sont intouchables, et que toute tentative pour les modifier s'en trouve illégale. « *C'est en cela que l'ordre constitutionnel post-Weimar est "militant" : au sens où certaines choses sont déjà décidées, déjà engagées, et exclues du champ de ce qui peut être discuté par la représentation nationale* », explique Augustin Simard. En pratique, cette disposition érige les valeurs démocratiques en critères d'entrée dans le jeu politique – impliquant, du même coup, que les autorités évaluent constamment la compatibilité des valeurs portées par les forces politiques avec la loi fondamentale. Un devoir d'anticipation qui a notamment, en 1956, conduit à l'interdiction du Parti communiste d'Allemagne (KPD).

« L'automutilation démocratique »

Le concept de « démocratie militante » peut-il être utilisé pour décrire des dispositions similaires adoptées par d'autres régimes ? C'est l'avis d'Augustin Berthout, chercheur contractuel de l'université de Nîmes. Spécialiste de droit public, et auteur d'une thèse en forme d'étude comparée sur le sujet, il lit par exemple dans les dispositions de la loi française du 10 janvier 1936 sur les groupes de combat et milices privées une forme de « démocratie militante » : « *La distinction est que si la démocratie militante à la française ou à l'espagnole interdit principalement des méthodes politiques violentes, l'Allemagne, elle, interdit des idées.* » La démocratie militante est en tout cas l'objet de débats à travers le monde, remarque Sandrine Baume, historienne des idées et professeure ordinaire à l'université de Lausanne. « *La période actuelle partage peut-être avec celle des années 1930 un constat similaire : la vulnérabilité de nos régimes démocratiques face aux tentations antidémocratiques qui les menacent, voire les submergent déjà* », note la chercheuse.

Un regain d'intérêt qui ne va pas sans questionnement. « *C'est que la démocratie militante réclame d'hypothéquer des composantes essentielles de la démocratie libérale,* souligne Augustin Simard. *Si cela pouvait sembler tolérable dans le cadre d'une démocratie en pleine reconstruction ou dans le contexte de la guerre froide, cela l'est beaucoup moins aujourd'hui.* »

La démocratie militante porte en elle le « *paradoxe de l'automutilation démocratique* », explique Sandrine Baume, selon lequel « *les régimes démocratiques peuvent recourir à des moyens non démocratiques afin de protéger leurs institutions, mais au risque de compromettre les droits politiques qui en constituent le cœur* » – et donc, de se fragiliser eux-mêmes.

Comment revendiquer pour les démocraties le droit à l'autodéfense tout en préservant les libertés politiques ? Faut-il définir les valeurs que l'on défend ou celles que l'on combat, interdire des techniques ou des idées ? Autant de questions qui, à n'en pas douter, devront bientôt être tranchées. ■

MARION DUPONT

CHRONIQUE | PAR JEAN-BAPTISTE FRESSOZ

Intensification du climat d'incertitude

Au printemps 1818, la presse européenne s'alarme : une menace silencieuse plane sur la vallée de Bagnes, en Suisse. Le glacier du Giétro, gonflé par plusieurs hivers rigoureux, a fini par obstruer le lit de la Dranse, formant un lac retenu par une digue de glace instable. Or cette barrière naturelle montre des signes de faiblesse. Si elle cède, toute la vallée risque d'être submergée.

L'ingénieur cantonal Ignace Venetz est envoyé pour superviser une opération périlleuse : creuser un tunnel dans la glace afin de vidanger le lac. Tandis que les ouvriers affrontent des conditions extrêmes, la presse suit chaque étape des travaux. Mais malgré les efforts déployés, la digue cède le 16 juin, avant l'achèvement de la galerie. Une vague dévastatrice balaie la vallée, faisant 44 victimes.

La catastrophe marque les esprits. Elle survient alors que plusieurs saisons mauvaises se sont succédé, culminant avec « *l'année sans été* » de 1816. Les journaux s'interrogent : assiste-t-on à un refroidissement global ? La thèse formulée un demi-siècle plus tôt par Buffon refait surface. Le célèbre naturaliste français, intendant du Jardin des Plantes, voyait la Terre comme un fragment détaché du Soleil par l'impact d'une comète, condamné à un lent refroidissement avec l'extinction progressive de son « *feu central* ». L'avancée des glaciers observée depuis la fin du XVIIIe siècle semblait lui donner raison.

En 1818, des journaux suisses se demandent : Buffon avait-il vu juste ? La Suisse serait-elle aux premières loges de la mort thermique du globe ? D'autres hypothèses circulent : dérive d'icebergs géants vers le sud, taches solaires obscurcissant l'astre du jour, ou encore la déforestation, soupçonnée de perturber le cycle de l'eau et d'altérer le climat. L'orientaliste Volney est le seul à établir le lien avec l'éruption du volcan Tambora en 1815, en Indonésie — cause effective du refroidissement brutal de 1816.

AU DÉBUT DU XIXE SIÈCLE, LES EFFETS DE LA DÉFORESTATION SUR LE CLIMAT SONT UN SUJET POLITIQUE BRÛLANT

C'est dans ce climat d'incertitude qu'Ignace Venetz publie, en 1821, un mémoire décisif. En étudiant les traces glaciaires sur les flancs alpins, il conclut qu'autrefois, d'immenses glaciers recouvraient la région. Ce texte est souvent considéré comme la première formulation de la théorie des âges glaciaires. Venetz n'imagine pas encore une calotte recouvrant une large partie de l'Europe, mais sa lecture inspirera Louis Agassiz, autre savant suisse, qui développera cette théorie dans les années 1830.

Impacts anthropiques

Deux siècles plus tard, le 28 mai, l'ensevelissement du village suisse de Blatten sous un éboulement témoigne d'un renversement profond : celui de la place de la science dans les débats climatiques. Le changement majeur intervenu ces cinquante dernières années ne se résume pas à une « prise de conscience » des responsabilités humaines. Le lien entre activité humaine et climat est bien plus ancien. Au début du XIXe siècle, les effets de la déforestation sur le climat sont un sujet politique brûlant : quand Venetz rédige son mémoire, le gouvernement français lance une grande enquête nationale sur la question.

Ce qui a changé, outre le réchauffement du climat, c'est le rôle de la science. Les pionniers comme Venetz cherchaient avant tout à rassurer. En réfutant la thèse du refroidissement inexorable de Buffon, en relativisant l'effet de la déforestation, Venetz voulait replacer les variations climatiques dans la longue durée géologique. A ses yeux, les immenses glaciers d'autrefois étaient la preuve que la Terre avait connu de grandes fluctuations, indépendantes de l'action humaine. En dramatisant le passé, son ambition était de dédramatiser le présent.

Aujourd'hui, c'est l'inverse : l'histoire du climat révèle l'ampleur des impacts anthropiques, y compris à l'échelle des temps géologiques. Le verdict des carottes glaciaires est implacable : jamais, depuis le pliocène (il y a 3 millions d'années), l'atmosphère n'a contenu autant de CO_2. A cette époque, les océans étaient plus hauts de 25 mètres et la température moyenne plus élevée de 3 °C. Le passé géologique, désormais, n'apaise plus : il annonce d'autres engloutissements. ■

Jean-Baptiste Fressoz, historien, chercheur au CNRS

LES RÉVOLUTIONS DU PALAIS

BIG BANG DANS L'ASSIETTE. DÉLICES ET DÉCONFITURE
Hors-série du « Monde », 100 pages, 12,50 euros

HORS-SÉRIE

Nos cuisines n'ont jamais vécu un tel coup de feu ! Si les stakhanovistes de la tambouille matin, midi et soir ont un peu levé le fouet depuis le confinement, une large majorité de Français restent attachés à leurs marmites.

Selon une étude menée par Harris Interactive, en 2024, sur un échantillon de 1 058 personnes, 63 % de celles qui déclarent cuisiner estiment le faire par passion plutôt que par obligation. Faire la popote est devenu un moyen de se connecter au réel. Une joie simple, transgénérationnelle, qui se prolonge à table, fourchette en main.

Les professionnels de la restauration ont eux aussi vécu une période de basculement. Les émissions spécialisées de télé-réalité bien ancrées (« Top Chef » fête ses 15 ans !) et les réseaux sociaux ont mis en pleine lumière une nouvelle génération de chefs stars. En moins de deux décennies, les cuistots sont passés de l'ombre à la surmédiatisation. Le parcours de l'étoilé parisien Mory Sacko est à ce titre emblématique. Quand il commence sa formation, dans les années 2000, le métier de cuisinier est encore, comme il le dit, « *une voie de garage* ». Le trentenaire, qui a fait la couverture du magazine *Time* en 2023, cumule aujourd'hui des centaines de milliers d'abonnés sur Instagram, dispose de sa propre émission de télévision (« Cuisine ouverte », sur France 3), a ouvert un restaurant avec Louis Vuitton et prête sa voix à une récente production Disney (*Mufasa. Le Roi Lion*).

Très gourmand

Aujourd'hui, la *food* est partout, et le hors-série du *Monde* « Big bang dans l'assiette. Délices et déconfiture » (100 pages, 12,50 euros) s'y consacre tout entier. Elle prend plus de place dans nos vies, sur nos écrans, débordant de l'assiette pour se marier aux questions de santé, de société, d'économie ou d'environnement. Quand on achète une pomme, on peut autant penser calories, labels, pesticides que soutien à l'économie française. Nos assiettes nous engagent et définissent notre rapport au monde. Et, comme le répète le chef Florent Ladeyn dans une formule efficace : « *Manger, c'est voter trois fois par jour.* »

Ce hors-série très gourmand, truffé d'entretiens – dont ceux de deux chefs français, Bérangère Fagart et Olivier Roellinger –, de reportages, d'analyses, d'enquêtes et de portraits, donne à comprendre l'importance fondamentale qu'a prise l'alimentation. C'est un numéro conçu comme un grand banquet qui joue à saute-frontières, en convoquant des saveurs et des parfums venus d'Italie comme du Japon. Il convie à sa table journaliste scientifique, député ou philosophe, ainsi que le photographe Gregg Segal et le bédéaste Guillaume Long.

Le plaisir que l'on prend à les lire, à les écouter renvoie à ce sport très français qui est de parler « bouffe » en mangeant. Une sorte d'ivresse qui lie les mets terrestres aux nourritures intellectuelles. On espère que vous prendrez plaisir à rejoindre le festin, et trouverez de quoi vous rassasier. ■

LÉO PAJON

Epoque narcissique | PAR ANTOINE MOREAU-DUSAULT

GÉOPOLITIQUE | CHRONIQUE

PAR SYLVIE KAUFFMANN

Jusqu'où ménager Trump ?

Chez lui, aux Etats-Unis, les opposants manifestent sous le slogan « No King », mais en Europe rien n'est trop beau pour flatter l'ego de Donald Trump. C'est donc dans les appartements royaux de Huis ten Bosch, le palais du roi des Pays-Bas, que le président des Etats-Unis a passé la nuit du 24 au 25 juin, seul chef d'Etat participant au sommet de l'OTAN à La Haye à avoir droit à cet honneur. Pendant qu'il prenait le petit déjeuner avec le roi Willem-Alexander, les 31 autres dirigeants, à l'hôtel, ont espéré très fort que cet apparat l'ait mis de belle humeur pour affronter leur session plénière.

Il n'y en a qu'une, heureusement. Car tout a été prévu pour restreindre les risques de dérapage de la part de ce partenaire aussi irascible qu'imprévisible. Une seule réunion plénière, contrairement au rituel des sommets. Un seul dîner, offert par le roi et la reine, avec conjoints – la formule idéale pour éviter les sujets qui fâchent. La présence du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, a fait l'objet de longues tractations : beaucoup d'Etats membres y tenaient, mais sa participation risquait d'irriter le président Trump. Il a finalement été associé au dîner royal, plus anodin.

S'est posée aussi l'épineuse question de la mention de la Russie dans la déclaration finale. En 2024, le communiqué du sommet de Washington qualifiait le pays de Vladimir Poutine de *« menace la plus importante »*. C'était du temps de Joe Biden ; en 2025, ce vocabulaire ne sied plus à la Maison Blanche.

Jusqu'où faut-il aller pour ménager un président des Etats-Unis qui ne fait aucun mystère de son dédain pour ses partenaires européens ni de la détestation que lui inspire l'Union européenne (UE) ? Confrontés à ce casse-tête depuis cinq mois, les dirigeants du Vieux Continent ont choisi de courber l'échine pour éviter la rupture. Jusqu'ici, la méthode n'a pas été couronnée de succès.

Le 14 juin, jour de son anniversaire, Donald Trump a eu deux entretiens téléphoniques diplomatiques. Il a rendu compte du premier sur son réseau Truth Social en termes chaleureux : *« Le président Poutine m'a appelé ce matin pour me souhaiter très gentiment un bon anniversaire, et plus simplement pour parler de l'Iran, un pays qu'il connaît très bien. »* La conversation, a-t-il précisé, a duré environ une heure. Il n'a pas jugé utile d'informer ses lecteurs de son deuxième entretien, avec la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen. C'est elle qui a fait état sur X d'une *« bonne conversation téléphonique »* à propos du Moyen-Orient, de l'énergie, de l'Ukraine et du commerce – discussion qu'elle essayait désespérément d'avoir depuis des mois.

La nouveauté, ce jour-là, outre la différence de statut dans la communication, c'est que Trump s'est longuement entretenu avec Poutine d'un sujet brûlant autre que l'Ukraine : l'Iran, contre lequel Israël avait lancé son offensive deux jours plus tôt. Une conversation, somme toute, entre partenaires, dirigeants de grandes puissances qui ont des intérêts communs. Visiblement à ses yeux, ces intérêts ne sont pas partagés par les Européens, pourtant plus concernés que la Russie par les conséquences possibles du conflit sur le terrorisme et les flux de réfugiés. Il est vrai qu'il devait les rencontrer deux jours plus tard au Canada, au sommet du G7 – où il les a quittés dès le premier soir, écourtant sa participation.

JUSQU'ICI, LA MÉTHODE DES DIRIGEANTS DE L'UE DE COURBER L'ÉCHINE N'A PAS ÉTÉ COURONNÉE DE SUCCÈS

LES CITOYENS EUROPÉENS SONT TOUT À FAIT CONSCIENTS DU BASCULEMENT IMPOSÉ PAR LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN

Changer de discours

Depuis, Trump a fait pire. Le 20 juin, lorsque les ministres des affaires étrangères des trois plus grands pays européens, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni, et la cheffe de la diplomatie de l'UE ont tenté une médiation à Genève avec leur homologue iranien, Donald Trump a torpillé leurs efforts en déclarant que leur initiative n'était *« d'aucune utilité »*, car *« l'Iran veut parler aux Etats-Unis, pas aux Européens »*. En réalité, à ce stade, sa décision de bombarder les sites nucléaires iraniens était déjà prise. Sans avoir ni consulté ni informé ses alliés.

Comme si l'humiliante épreuve du show permanent du bureau Ovale infligée aux dirigeants étrangers qui lui rendent visite à Washington ne suffisait pas, Donald Trump n'a pas non plus de scrupule ni à les insulter sur son réseau social – *« Emmanuel se trompe tout le temps »*, écrit-il à propos du président Macron en quittant le G7 –, ni à rendre publics leurs messages privés. C'est ainsi que Mark Rutte, le secrétaire général de l'OTAN, a vu mardi, comme le monde entier, affiché sur le compte du président Trump le texto de bienvenue ruisselant de flagornerie qu'il venait de lui envoyer pour le mettre de bonne humeur.

Le Néerlandais félicitait le président américain d'avoir réussi là où tous ses prédécesseurs avaient échoué (certainement la flatterie la plus appréciée de Trump) : *« faire payer GROS »* les Européens pour leur défense. C'est exactement l'argument inverse de celui qu'il faut utiliser vis-à-vis des opinions publiques européennes. Aux yeux de Rutte, livrer à Trump ce totem de 5 % du produit intérieur brut (PIB) des pays de l'OTAN consacré aux dépenses de défense relève de l'exploit. Mais, outre que ce chiffre est parfaitement artificiel, il revêt une dimension punitive et sacrificielle, alors que l'augmentation des budgets de défense répond à une nécessité bien réelle, celle d'un monde où la sécurité de l'Europe est gravement menacée et où la force l'emporte sur le droit.

Il est grand temps de changer de méthode et de discours. Si l'on en juge par une étude d'opinion menée en mai dans 12 pays par le Conseil européen pour les relations internationales (ECFR), les citoyens d'Europe sont tout à fait conscients de la gravité de la situation et du basculement imposé par Donald Trump. Ils ont compris que l'urgence n'est pas de céder aux exigences de la révolution trumpiste américaine mais d'organiser l'unité et la défense de l'Europe. ■

IRAN-ISRAËL : UN CESSEZ-LE-FEU ET DES QUESTIONS

ÉDITORIAL

La nature du cessez-le-feu entre Israël et l'Iran annoncé mardi 24 juin par Donald Trump reste à définir, compte tenu de l'attitude de l'Etat hébreu sur les différents théâtres d'opérations du Moyen-Orient, où il a enchaîné les succès en moins de vingt mois et instauré une hégémonie désormais incontestée. S'agira-t-il d'une simple pause, avant une reprise unilatérale des hostilités, comme à Gaza en mars ? Ou bien de la transformation d'une guerre ouverte en conflit de basse intensité dans lequel Israël s'arrogera le pouvoir de poursuivre des frappes ponctuelles en fonction de ses intérêts ? Dans les deux cas, le régime iranien, défait et humilié, restera durablement sous la pression de l'Etat hébreu.

Donald Trump n'a pas caché son empressement à refermer le dossier, du fait d'une versatilité géopolitique avérée et pour ne pas heurter une base électorale rétive à la perspective d'une nouvelle aventure militaire au Moyen-Orient. Mais ses communiqués de victoire tranchent avec les premiers bilans dressés par les services de renseignement des Etats-Unis. Ces derniers estiment en effet, selon la presse américaine, que les coups portés dans la nuit du 21 au 22 juin sont loin d'avoir stoppé définitivement le programme nucléaire iranien mis en avant par l'Etat hébreu pour justifier son agression. Ce projet dangereux n'aurait en fait été retardé que de quelques mois.

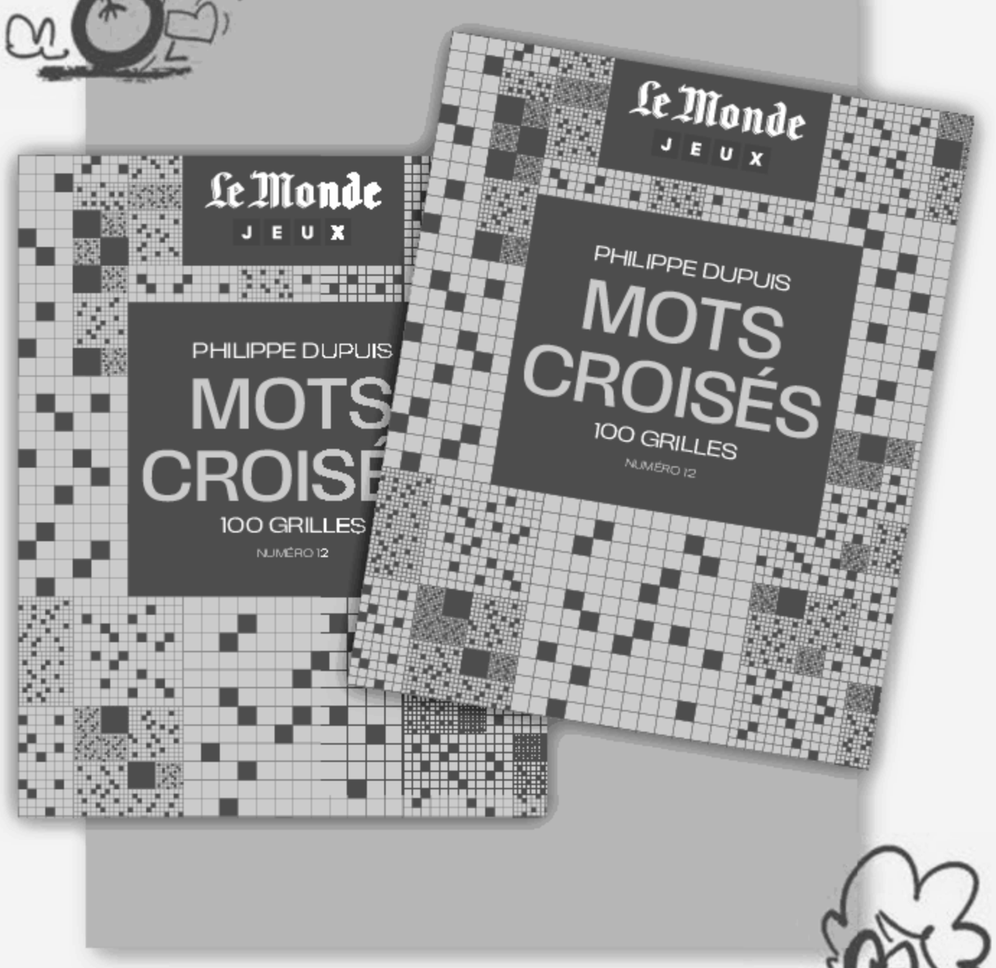
Les inconnues qui demeurent renvoient à la classification d'un ancien secrétaire à la défense des Etats-Unis, Donald Rumsfeld, à propos des armes de destruction massive alors détenues, comme l'affirmait à tort l'administration de George W. Bush, par le régime de Saddam Hussein. Le secrétaire à la défense distinguait ce qu'il appelait *« les choses que nous savons »*, *« celles que nous savons que nous ne savons pas »* (par exemple, dans le cas iranien, la localisation du stock d'uranium enrichi disponible avant les bombardements israélo-américains), et enfin *« celles que nous ne savons pas que nous ne savons pas »* – autrement dit, l'existence d'éventuelles installations clandestines qui auraient échappé aux inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique, dont on ne sait si elle pourra reprendre ses travaux en Iran.

A ces interrogations s'ajoute l'impact également incertain des bombardements sur la boîte noire qu'est le régime iranien, dès lors que son éviction n'est plus présentée comme un objectif par le premier ministre israélien, Benyamin Nétanyahou, ni par Donald Trump, qui a dit tout et son contraire à ce sujet en moins de quarante-huit heures.

Le maintien au pouvoir d'un régime affaibli et isolé rappelle un précédent peu encourageant : ce même régime de Saddam Hussein, en Irak, après la déroute essuyée au Koweït en 1991. S'était ensuivie une décennie dramatique pour le peuple irakien, livré à la répression accrue d'une dictature aux abois, étranglée par des sanctions internationales. La chute de Saddam Hussein, douze ans plus tard, à la suite de l'invasion décidée par l'administration Bush, avait ouvert une nouvelle décennie sanglante, dont le pays ne s'est jamais totalement remis. Si la vulnérabilité du régime iranien, crûment exposée pendant les bombardements et les assassinats israéliens de ces derniers jours, renforce sa nature obsidionale et paranoïaque, les Iraniens seront les premiers à en payer le prix. ■

Le Monde

À la croisée des mots



© Colcanopa

Pour les passionnés de mots croisés,
Le Monde a réuni 100 grilles de Philippe Dupuis.
Amusez-vous de ses définitions espiègles
et de ses astuces lexicales.

Chez votre marchand de journaux
et sur lemonde.fr/boutique - 7,50 € - 124 pages.